

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

D'un siècle à l'autre

« Alice au pays des merveilles »

I

UN flot de lumière entra par les hublots dans la salle à manger. Le soleil émergeait brusquement des eaux. Eugène, le maître d'hôtel, salua courtoisement les voyageurs qui prenaient leur café au lait concentré, et dit : « Pour les personnes qui veulent voir le passage dans les îles et l'entrée du port, ce serait le moment de monter sur le gaillard d'avant. » Eugène fut remercié, les tasses furent rapidement vidées et les voyageurs montèrent sur le pont. Je ne voulais pas manquer le spectacle, mais j'avais à remercier Eugène des soins qu'il avait eus pour moi pendant la traversée ; comme je n'étais pas encore très hardi, j'attendis d'être seul avec lui et je lui dis alors combien j'avais été sensible à ses attentions ; je savais que j'étais encore un très jeune homme ; je lui étais reconnaissant de m'avoir mis en garde contre les joueurs trop habiles au poker ; je ne l'oublierais certainement pas. Eugène répliqua modestement :

— On fait ce qu'on peut... Nous voyons toute sorte de monde sur les paquebots, et nous entendons beaucoup de choses sans pouvoir rien dire. Mais quand je vois des jeunes gens comme vous qui font seuls de si grands voyages, c'est mon devoir d'essayer de les prévenir des embûches.

Eugène était vraiment un digne homme. Il ajouta :

— Mais vous nous quittez tout à l'heure. Vous descendez à Singapour. N'avez-vous pas besoin de renseignements sur les hôtels? Quelqu'un de votre famille va sans doute vous attendre?

Non, aucun membre de famille ne m'attendait. Je trouverais quelqu'un au wharf probablement, le courtier avec qui j'avais signé un contrat. Je dis cela avec une certaine fierté. Un Français? Oui. Eugène eut une hésitation :

— N'est-il pas indiscret de vous demander chez qui vous entrez, car je connais tout le monde en Extrême-Orient, depuis vingt ans que je navigue par ici?

— Je vais retrouver M. Chaumette, lui dis-je.

Eugène pâlit. Je le pressai de questions.

— Mon pauvre monsieur, me dit-il enfin, votre famille ne pouvait pas savoir. Si je l'avais su à Marseille, je vous aurais dit de reprendre le train. Mais vous êtes là ; dans une heure à terre. Ah ! monsieur, pensez à votre mère tous les jours.

Il ne voulut rien dire de plus, me conseilla encore de penser à ma mère chaque jour, me serra les mains paternellement et me quitta. Je me sentis affreusement seul. Si j'avais entendu de semblables paroles à l'entrée de Liverpool ou de Copenhague, sous un ciel de suie, je crois que j'aurais tout fait plutôt que de débarquer, mais sous ce soleil éclatant, sur cette mer miroitante, devant ces rivages qui portent des palmes, il me parut que les âmes ne pouvaient être ténébreuses. Je gagnai le gaillard d'avant. L'univers était beau comme aux premiers jours du monde. Sur une mer unie, inondée de pure lumière, le bateau glissait entre les îles chargées de forêts mystérieuses ; parfois une plage apparaissait, qu'un flot paisible bordait d'un ruban d'écume irisée ; puis un village de bois et de chaume avançant dans la mer sur les pilotis où étaient amarrées des barques. Le silence. La paix. Un chant parcourt les airs en une longue vibration. Des souffles parfumés nous viennent de la terre. Nous voici tout près du rivage ; la vie des hommes

se révèle : voici les maisons aux couleurs éclatantes, aux vérandahs fleuries, entourées de flamboyants et de palmiers dont l'éventail frémit dans la brise du matin ; voici les routes rouges, où courent les voitures légères qui se hâtent vers le quai ; comment le mal peut-il naître au sein de cette fête de lumière, de couleurs et de parfums ?

Je pensais à ma grand'mère quand Chaumette vint à ma rencontre. Eugène nous observait. Les deux hommes se saluèrent, Eugène avec une réserve où je distinguai du mépris et une certaine crainte, Chaumette avec une feinte indifférence. L'affaire était jugée. Chaumette pouvait être un aventurier ; j'étais en garde ; je le fis comprendre à Eugène en lui disant adieu. Dès que nous fûmes en voiture, Chaumette tenta une reconnaissance : « Bonne traversée ? Vous avez eu de la chance : vous étiez avec Eugène, un bien brave homme. — Un homme tout à fait sympathique, » répondis-je. Chaumette était adroit : il arrêta là l'interrogatoire.

Je me demandais néanmoins si je n'aurais pas cent fois mieux fait de ne point quitter Paris, lorsque la ville m'apparut et j'y cherchai ma destinée. Chaumette vantait la liberté dont on jouit dans cette ville où se coudoient tous les peuples de l'univers, m'annonçait que, venu si jeune, j'avais chance de faire fortune avant ma trentième année, et me recommandait d'être bien avec les Jésuites. Je l'écoutais comme un étranger peut écouter un guide sur le boulevard, entre la rue Drouot et la Madeleine, entre cinq et sept. J'étais dans une ville prodigieuse où, en quelques tours de roue, on passait d'une civilisation à l'autre, où l'on pouvait changer d'âme en changeant de rue ; où en une heure on traversait des dizaines de siècles vivants. Le temps qu'il nous fallut pour m'équiper, passer au Consulat, faire quelques visites ; sur deux lieues carrées, j'avais vu le canot creusé dans un tronc d'arbre à côté du cuirassé, la hutte sur pilotis à une portée de fusil du palais de la *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation*, l'échoppe d'un petit marchand hindou tout près d'un grand magasin à la française, où, à un comptoir, le Consul de Russie achetait des cigarettes égyptiennes, à un autre comptoir des demi-sang malaises achetaient des parfums de Lenthéric, et à un troisième, une ambassade de guerriers atchinois,

qui avaient l'air de sortir des bois, faisaient marché pour un lot de fusils allemands déclassés ; des Malabaraïs presque nus coudoyant, sous les vérandahs, des Européennes élégantes, la foule chinoise en travail, d'alertes geishas, tous les peuples d'Asie, toutes les nations d'Europe et des gens de nulle part, des maisons chinoises adossées à des buildings construits par des architectes d'Amsterdam, des hôtels qui ressemblaient à des palais égyptiens, les églises et les temples de vingt religions. Mes idées d'Europe sur l'évolution des peuples reçurent un choc ; j'eus la première intuition d'une grande mystification. Cette paix où vivaient tant d'hommes si différents, si près et si loin les uns des autres, ce trafic, ces travaux immenses, était-ce l'œuvre de la fraternité des peuples réunis dans le suffrage universel ? On me montra le fort qui dominait la ville. Je regardai sans sympathie les soldats anglais qui circulaient dans les rues, un léger bambou à la main. Je conclus à l'excellence des voyages pour la formation de la jeunesse. Il y avait décidément beaucoup à apprendre dans une ville pareille, et Chaumette pouvait être assuré (je ne lui donnai pas cette assurance) que je m'intéresserais à de tout autres choses qu'à ses trafics.

Le soir de mon arrivée, le monde s'était singulièrement élargi pour moi. Il me fallut un grand effort d'imagination pour me représenter que, là-bas, en France, il y avait à vingt lieues de Paris, vers l'est, une maison qui, dans mon esprit, était le centre du monde et dont les règles étaient la mesure de toutes choses : deux vieillards, informés par un télégramme de Paris, de l'arrivée à Singapour du bateau qui me portait, se demandaient, l'un si je demeurerais un bon républicain, l'autre si je deviendrais un honnête homme. J'avais dîné à la table de Chaumette, avec sa femme, une Chinoise sans âge, un de ses assistants, un noir de l'île Bourbon et un Français qui fabriquait des conserves d'ananas. Ces gens ne croyaient ni à Dieu ni à diable, parlaient du cours des ananas, du caoutchouc, du pétrole, du dollar japonais et de la piastre mexicaine, s'occupaient de ne rien faire qui pût les mettre en difficulté avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique ou avec les Pères des Missions étrangères ; les progrès de la démocratie en Occident ne paraissaient pas présenter pour eux un intérêt considérable. C'étaient pourtant des esprits libres. Retiré dans

ma chambre, il me fallut sortir de mes malles un fascicule de la *Revue socialiste* et un numéro du *Chambard socialiste*, dont la première page portait un grand dessin de Steinlein, pour me convaincre de l'existence d'un irrésistible mouvement de la démocratie universelle vers la vraie république du peuple, la république sociale, aboutissement logique de celle dont mon grand-père m'avait donné l'amour.

La revue et le journal me parurent tout à fait impuissants à me fournir une explication quelconque du monde où j'entrais. La nuit, la belle nuit des tropiques, était venue depuis longtemps ; avec elle, des mystères devant lesquels mon esprit s'arrêtait. De mon balcon, je vois un ciel que je ne connais pas, je vois des bals de lucioles dans les arbres ; j'entends les chants d'une chapelle méthodiste voisine, les musiques énervantes qui montent d'un temple hindou, une longue rumeur qui vient de la ville chinoise et du quartier malais. Dans cette maison où il y a peut-être quelque mystère hostile, le silence. Dans cette grande avenue où nous sommes et qui touche à la fois au port et à la forêt, un grand silence peuplé d'ombres. Les orchidées des vérandahs répandent des parfums violents. Où suis-je ? Que suis-je ? Quelle aventure suis-je donc venu chercher sur ces rivages ? Je fais venir sur le sombre écran de ce ciel inconnu les images des années qui me séparent, si peu, de mon enfance, mais qui sont déjà les années où apparaît mon destin.

II

Examen de problèmes généraux et particuliers. — Je suis à Singapour, Établissements des Détroits, n'ayant pas encore atteint ma dix-septième année, parce que, dans un siècle dont la loi est celle de l'argent, un jeune homme qui a le goût de la science désintéressée et qui est totalement dépourvu de fortune, n'a presque aucune chance d'atteindre les buts qu'il se propose. Je me garde de reprocher ce fait à mes parents qui m'aiment, mais qui ont augmenté le nombre des difficultés sociales que j'avais à surmonter : je le reproche au capital et au capitalisme, qui ont donné aux miens des idées qu'il faut détruire, et voilà pourquoi j'ai apporté, dans ce pays qui les ignore, les feuillets de la

Revue socialiste. C'est ma protestation à la face de l'univers. Il y a un malentendu entre mon siècle et moi. Il est grave : c'est le malentendu qu'ont connu des milliers et des milliers de jeunes hommes et qui, quelque vingt ans plus tard, servira d'explosif pour faire sauter l'empire russe.

Quand j'eus douze ans, ayant épuisé les concours et examens de l'école primaire, on m'a demandé ce que je voulais faire ; j'ai répondu que je voulais étudier les sciences. Pourquoi ? Pour étudier, pour savoir ce que c'est que l'homme. On s'est demandé alors si je n'avais pas déjà beaucoup trop lu. On m'a montré qu'un garçon dans ma situation avait à chercher comment il gagnerait sa vie. J'ai cité de grands noms : on a craint que je fusse plein d'une ambition à laquelle je n'avais pas droit. Pour donner une direction utile à cette ambition que l'on voyait se manifester sous une forme absurde, on m'a démontré que l'on pouvait parfaitement arriver à la célébrité par d'autres moyens : on m'a dit l'histoire de Boucicaut, de Félix Potin et d'un nombre considérable de gens qui sont arrivés à Paris en sabots et qui en sont sortis en carrosse. J'ai tenu, appuyé doucement par ma grand'mère, qui voudrait me voir entrer dans l'armée, d'école en école, et par le directeur de l'école, qui voit en moi une bonne recrue pour l'enseignement. On a cédé une fois, et l'instituteur a organisé un cours spécial pour trois élèves, dont je suis.

Un an après, même question, même réponse. Cette fois, réaction générale. Parents et amis sont coalisés contre ma folie, et l'on me démontre que mes idées sont des idées de l'autre siècle, qu'elles ne conduisent à rien de positif, que, dans ce siècle-ci, on doit penser à gagner de l'argent. Mon grand-père, que j'essaie de séduire au nom de la science, mère de la démocratie, regarde la science pure comme un luxe d'homme riche ; la science qui l'intéresse est celle qui fait les machines, et les machines, finalement, font de l'argent. D'ailleurs, il faut que je gagne ma vie le plus tôt possible. J'oppose que j'aurai toutes les bourses d'études utiles. On m'oppose qu'elles ne me serviront qu'à végéter dans le professorat, que j'ai d'ailleurs écarté moi-même. La science que je désire n'est une carrière que pour les gens qui ont leur fortune faite. Dès lors, mon plan est établi, que je tais : je ferai ce que j'ai décidé, d'étape en étape,

par des moyens que je découvrirai bien le moment venu. Lorsqu'il me faudra gagner absolument ma vie, j'entrerai chez Armand Colin, qui fait de très beaux livres, puis j'écrirai moi-même des livres.

Aidé encore une fois par l'instituteur et par ma grand'mère, je fais accueillir l'idée d'un passage dans une école industrielle. On accepte, bien que quelques parents prétendent que les écoles mettent des idées fausses dans la tête des enfants (ce n'était pas mal jugé, je le dis trente ans plus tard, car les écoles industrielles ont fourni un large contingent au socialisme et à l'anarchie, au siècle passé). Mon grand-père est gagné, et j'accepte provisoirement d'être une machine à faire des machines, parce que, au moins, je me saoulerai de mathématiques, de physique, de chimie et dix autres matières scientifiques que je vois au programme. Je passe au concours ; j'obtiens une bourse ; c'est une solution. En voilà pour trois ans. Une bonne moitié des professeurs, autant d'élèves, sont socialistes. Je sors de là, avant terme, exclu dans une fournée d'élèves qui ont manifesté trop bruyamment contre la nourriture (on n'aurait pas fait cela à des bourgeois !), éclairé sur la mal-faisance du capitalisme.

Je suis invité de nouveau à prendre une décision sur mon avenir. Je n'ai pas varié. Mais on me demande si j'ai des rentes. Je déclare que j'accepterai n'importe quel régime : je balaierai les classes d'un lycée, je laverai la vaisselle pourvu que je vive ma vie. Je cite des savants, des hommes de premier ordre qui n'ont pas agi autrement dans leur jeunesse. Il m'est prouvé que ce sont là histoires d'un autre âge ; aujourd'hui, le moindre balayeur d'école est fonctionnaire. Cette fois, je me trouve devant une hostilité générale, et comme je suis à Paris, en subsistance chez des parents, on brusque le mouvement, et je me trouve, sans en avoir délibéré, titulaire d'une fonction incertaine chez un commerçant du quartier des Halles, qui est venu, lui aussi, à Paris en sabots, et qui se charge de me dresser. C'était un excellent homme, qui vendait des draps, des blouses et des tabliers : mais nous n'étions pas faits pour vivre ensemble ; il faisait partie du comité royaliste de son quartier : un jour qu'il tenait des propos séditieux avec ses clients, je suis intervenu avec une certaine hauteur pour défendre les institutions. Ce discours d'un gamin de seize

ans a failli faire étouffer mon marchand de draps. Il m'a renvoyé à ma famille. Nous étions ainsi satisfaits l'un et l'autre.

Là-dessus, je demande et j'obtiens la liberté de chercher moi-même ce qui me convient le mieux. Je combine que si je m'adresse aux rédacteurs des journaux que lit mon grand-père, je serai compris et l'on m'appuiera pour l'avenir de la démocratie. Je fais mes démarches et je suis reçu comme un Huron. Enfin, une porte de la presse, que je regarde comme le lieu où vit l'esprit, s'entr'ouvre pour moi ; mais ma stupéfaction est grande : je trouve un asile dans l'administration commune de deux journaux cléricaux et réactionnaires, *la France nouvelle* et *l'Observateur français*. Je n'avais pas prévu cela et je recule tout d'abord. Mais je trouve là une vie et une cordialité que je n'attendais pas chez des défenseurs du trône et de l'autel ; il y a de braves gens, le vieux M. Lefebvre qui me permet de lire les collections du journal, à condition que je ne le dérange pas ; cet autre vieux journaliste, le critique Niel, qu'on appelle le Maréchal, à cause de son nom, et qui me nomme le jeune Florentin, à cause de mon teint, qui est d'Italie, et de mes cheveux, que je porte longs, comme doit le faire un républicain socialiste ; on parle beaucoup, dans la maison, d'Amouretti et de Maurras. Je crois bien que j'aurais eu quelque peine à résister à la séduction de ces hommes courtois, que n'effrayaient point les idées que j'apportais et qui m'ont fait l'honneur de les discuter, si l'un d'eux ne m'avait d'un mot montré que les aspirations du peuple étaient incomprises dans ce milieu : c'est un grand garçon, qui signait Jacques de Sivry, qui, un soir que je revenais avec lui de la Chambre où une grève de mineurs avait provoqué une interpellation, me dit : « C'est entendu, le métier de mineur est dur ; mais pourquoi se font-ils mineurs ? » Ces réactionnaires avaient beau être sympathiques ; ils n'étaient pas de notre temps. Mais je conserve d'eux un bon souvenir : je les ai entendus s'exprimer avec beaucoup de bon sens le jour où Vaillant, l'anarchiste, a jeté une bombe à la Chambre, lorsque j'ai apporté des clous projetés par l'explosion dans la tribune de la presse ; ils ne louaient pas Vaillant, mais ils ne plaignaient pas les députés ; nous étions dans le même sentiment. Malheureusement, il y a eu encore un malentendu entre l'administration et moi :

on m'a fait observer que j'étais là pour travailler aux abonnements et non pour lire et suivre des discussions politiques et littéraires. Peu après, j'entends dire dans la maison que l'argent du pape n'arrive plus ; c'est vrai ou faux, mais à la fin du mois, on supprime la moitié des emplois ; et je pars, en même temps que le vieux M. Lefebvre, qui est devenu tout blanc, lui, quand on lui a annoncé la nouvelle.

Je commence à trouver que la vie est difficile ; malgré le bon souvenir que je conserve de la *France nouvelle*, j'ai perdu mon temps ; je n'ai pas réalisé mon programme d'études, et je me vois encore obligé de trouver un moyen de payer ma pension. Je passe chez un fabricant de produits chimiques. Celui-là est encore réactionnaire. Mais c'est un vilain bourgeois : il me trouve dans son laboratoire en train de faire des expériences, il croit que je tente la fabrication des explosifs ; il ouvre le tiroir de mon bureau pendant mon absence : il y trouve mes livres, mes cahiers, mes notes et conclut que je suis anarchiste. Il a une terreur folle des bombes. Nous nous séparons, et il me dénonce à la police. L'affaire n'a pas eu de suites, mais je regarde aujourd'hui les anarchistes avec une certaine sympathie et les bourgeois de l'espèce de mon fabricant de produits chimiques comme des pleutres.

C'est alors que j'ai calculé que l'organisation moderne n'était pas du tout faite pour permettre la réalisation de mes désirs. Autrefois, du temps où l'on tenait en estime l'intelligence (mais une certaine intelligence), on voyait cette aventure d'un homme qui découvrait à côté de lui un enfant à l'esprit ouvert, et qui, concevant que l'enfant ferait honneur à sa maison, lui facilitait l'accès de la science. Ces choses-là ne se voient plus. On met bien en serre des enfants et des jeunes gens, mais pour en faire des serviteurs de la bourgeoisie. Il y a bien encore une ressource : s'adresser aux prêtres qui assurent les études des jeunes gens pauvres. Mais ce serait là une tromperie : je suis leur adversaire. Comment résoudre le problème que je me pose et qui est à deux faces : intellectuellement, c'est un jeu ; matériellement, c'est une tout autre affaire. Il va falloir bientôt que je gagne entièrement ma vie seul. Cela peut se faire ; je consens à supprimer un repas pour acheter des livres ; je l'ai déjà fait et, si ce n'est pas un plaisir,

ce n'est pas non plus une grande peine. Mais la difficulté est ailleurs : se lever à sept heures, travailler de huit heures du matin à sept heures du soir, et se remettre au travail de neuf heures à minuit, avec le régime alimentaire du pain noir, c'est sans aucun doute dur à soutenir. L'expérience acquise m'a montré qu'un garçon de dix-sept ans rencontre, dans ces combinaisons, un ennemi : le sommeil.

Au milieu de ces calculs, j'ai entendu parler de Chaumette, qui cherche un jeune homme à former pour lui succéder. Voilà la solution. Tous les problèmes matériels sont résolus ; je ne perdrai pas trois heures par jour dans les omnibus ; à cinq heures, chaque soir, je serai libre, et quelle occasion unique de voir, d'apprendre, de connaître les peuples, l'homme et son mystère ! Je verrai l'Inde et ses sages, la Chine et ses lettrés, le Japon et ses artistes, Il y a bien là de quoi enthousiasmer une imagination, même plus mûrie que la mienne. Tout bien calculé, et, je l'avoue, quelque diable aussi me poussant, j'ai signé un contrat tout préparé où l'on a ajouté mon nom. Ma grand-mère a beaucoup pleuré le jour des adieux, et je crois bien qu'en revoyant son visage, devant les lucioles dansantes, j'ai dû laisser couler quelques larmes. Mais je ne suis plus un enfant : j'ai dix-sept ans, j'ai signé un contrat, j'ai fait mille lieues à l'âge où les fils de bourgeois ne voyagent qu'avec leur maman. C'est déjà un résultat.

III

Les calculs de l'enfant de dix-sept ans n'étaient pas faux. Singapour est un des rares lieux du monde où les pensées de tous les peuples viennent se confronter, à nu, sans tricherie possible. Dans cette ville du trafic, j'ai connu la puissance de l'esprit. La plupart des voyageurs vous diront que Singapour est une ville très pittoresque, au climat tempéré par les moussons et où l'on fait de merveilleuses affaires. Je puis dire que j'y ai fait ma vraie philosophie. Après vingt-cinq ans, je n'ai pas épuisé ses leçons. Je ne dis pas que j'en ai recueilli sur l'heure le bénéfice ; c'est même exactement le contraire qui s'est produit ; ce n'était pas un jeune esprit, vénérant les illusions du siècle passé, qui pouvait saisir le sens des réalités qu'il observait. Mais

j'ai vu et j'ai retenu, et la vie m'obligeait à comparer les idées entre elles, à choisir, à confronter les systèmes et les faits. Je regarde comme un excellent exercice intellectuel d'être obligé d'abandonner, au milieu d'une nuit de veille, la lecture des *Châtiments* pour faire face à une petite émeute de coolies chinois, avec en tête la conviction que si, même sans barbe au menton, on ne réussit pas à maintenir le prestige de l'Europe, on risque d'avoir le crâne endommagé bien avant que la police ait été prévenue. C'est également un bienfait pour l'esprit que de s'arracher à l'*Histoire de la Révolution française*, pour rouler vers les quais, traîné dans un pousse-pousse par un homme presque nu à qui l'on donne quelques sous, de rêver à la mission révolutionnaire de la France dans le monde, et de constater, sans le vouloir, que hors le paquebot des Messageries qui arrive d'Europe, il n'y a pas un pavillon français aux quais ni en rade.

De cent, de mille faits de ce genre, qui imposent à l'esprit des comparaisons pleines de signification, un enfant de dix-sept ans ne tire peut-être pas le plein enseignement ; mais s'il voit et s'il retient, il faudra bien qu'il en tire parti un jour ou l'autre. Sept ans plus tard, ayant appris à mettre un peu d'ordre dans mon esprit, à faire une certaine critique des paroles et des actes, et à classer le tout, je me suis trouvé beaucoup plus riche que l'excellent Alfred Binet sous la direction de qui j'avais fait de la psychologie expérimentale à l'aide du cylindre de Marey.

Et sans attendre ce moment, lorsque, ouvrant l'*Émile*, j'y lis que « tout est bien sortant des mains de l'auteur des choses : tout dégénère entre les mains de l'homme », je conçois que l'on fasse la lecture de la suite dans un jardin de l'Ile-de-France, et même sous les sapins en Savoie, mais j'éclate de rire à la pensée du spectacle qu'offrirait Jean-Jacques à deux lieues de Singapour seulement, et à pas plus de mille pas dans la forêt que traverse la route de Johore.

En ce temps-là, j'entendais mieux Condorcet et les gens de sa suite, car je voyais la civilisation refouler peu à peu la sauvagerie et la barbarie dans le néant. Mais l'opération ne se faisait pas avec des manuels d'éducation civique, ce qui me causait un grand trouble. Et les pionniers laïques du progrès se frayaient des routes avec des canonnières,

tandis que les missionnaires pénétraient dans les pays peuplés d'affreux sauvages avec leurs livres de prières et une boîte de quinine. Ce qui me donnait à penser qu'il n'y a guère que deux méthodes pour faire entrer les peuples dans la civilisation : l'une qui consiste à verser son propre sang sous le couteau des païens, qui finissent par se convertir après avoir massacré un certain nombre de missionnaires ; l'autre qui consiste à verser le sang des autres, païens, sauvages, demi-sauvages ou civilisés à la chinoise, qui finissent par accueillir la civilisation lorsqu'ils ont été massacrés en nombre imposant par les envoyés du progrès. On voit passer à Singapour assez de missionnaires, de voyageurs, d'explorateurs, d'expéditions de toute sorte pour savoir de science sûre qu'il n'y a pas d'autre méthode connue à ce jour. La première méthode est celle de l'Église catholique, apostolique et romaine, qui n'est pas toujours imitée par ses concurrentes, lesquelles envoient souvent leurs missions après les canonnières ; c'est malheureusement une méthode arriérée pour les esprits qui s'affirment dégagés des superstitions ; la seconde méthode est celle de la civilisation moderne, du capitalisme, disais-je alors.

Je me demandais s'il y avait un troisième moyen de civilisation, à l'usage de la république universelle, démocratique et sociale. Je n'en vis aucune application ; j'ai appris un peu plus tard que les socialistes estiment qu'il faut faire passer les peuples non civilisés sous le joug du capitalisme avant de leur faire connaître la vérité sociale intégrale, ce qui revient à dire qu'il y a bien une troisième méthode de civilisation qui consiste à faire verser le sang des autres par des agents du progrès qui sont indignes de ce progrès et que l'on saignera quand la concentration capitaliste universelle sera accomplie. C'est la méthode dite, en 1921, de Moscou ou de la III^e Internationale. Elle n'avait pas encore été appliquée en 1895, et j'étais dans un grand doute à son sujet, ce qui fit que, lorsque je rentrai en France, je n'avais qu'une faible confiance dans l'avenir du socialisme.

IV

Ce n'était pas pour me permettre ces observations et les réflexions qu'elles entraînent que Chaumette avait payé mon passage à bord d'un paquebot des Messageries mari-

times et m'avait fait signer un contrat. Le contrat était vraisemblablement un marché de dupes ; il y avait une partie non écrite que je n'ai jamais connue. Mais la dupe ne fut pas l'enfant que j'étais. Il y avait un contrat : je l'exécutai. J'appris le malais pour pouvoir acheter et vendre mille choses d'Europe et d'Asie à des Chinois, à des Arabes, à des Hindous et aux Malais eux-mêmes. Les montres tenant une place importante dans les relations de l'Europe avec l'Asie, j'ai inscrit avec précision, sur des bordereaux, les numéros d'un nombre considérable de montres qui venaient de la Chaux-de-Fonds et qui allaient mesurer le temps dans les sultanats de l'intérieur. J'ai acheté du thé et j'ai vendu des cotonnades. Ces exercices étaient faits avec une honnêteté louable sous la présidence de Chaumette, avec le concours de gens qui appartenaient aux nations les plus diverses. Selon la recommandation d'Eugène, je pensais à ma grand'mère tous les jours, et j'observais Chaumette.

C'était un homme avec qui l'on pouvait vivre et qui mettait de la gaieté dans une maison. A quarante ans, il était resté jeune, et quinze années presque ininterrompues de colonies ne lui avaient pas fait perdre son allure parisienne. Dans la mesure où l'on peut marquer une élégance personnelle avec l'uniforme vêtement blanc des Européens sous les tropiques, il était élégant. Sa conversation était agréable ; il connaissait l'Extrême-Orient mieux qu'un Parisien ne connaît son quartier ; il possédait les mille histoires que l'on se raconte, dans les hôtels ou sur les paquebots, de Poulo-Pinang à Yokohama. Ses discours ne révélaient pas qu'il eût une morale inflexible ; mais en ceci, il n'était pas très différent d'un nombre considérable de ses semblables qui ont accès dans les maisons bien tenues. Mais c'était un homme aux aspects multiples : chez lui et chez les Français que nous fréquentions, on n'en voyait qu'un. Avec un peu d'observation, on en soupçonnait d'autres. C'était, au fond, un aventurier qui se donnait le plaisir de payer patente. Les trafics normaux ne l'intéressaient que dans la mesure où ils lui fournissaient une assise, un port d'attache. Son plaisir personnel était l'aventure : il partait parfois pour l'intérieur pour des tournées que justifiait mal son commerce. Que vendait-il ? Qu'achetait-il ? Vendait-il même ou achetait-il quoi que ce soit ? Je n'en ai jamais rien su. C'était

surtout un fantaisiste, pour qui le bonheur était de changer de ciel, de quitter sa maison pour passer huit jours sur la natte, dans une jonque, sur quelque rivière, le vent le poussant vers un pays qu'il ne connaissait pas encore. Parfois, le soir, il nous laissait dîner seuls, et allait prendre son repas dans un restaurant chinois ; il aimait à se mêler à la foule chinoise ou à la foule indigène ; ce sentiment d'exaltation qu'un Européen connaît à Paris, sur le boulevard, il le trouvait sous les arcades du quartier chinois, au milieu des promeneurs de toutes les nations d'Asie ; s'il éprouvait du plaisir dans des réunions de Français, il était visible qu'il en prenait plus encore dans ces réunions que je voyais se tenir chez lui et où venaient des gens de tous pays, qui tenaient des conversations en dix langues et dont la caractéristique commune était que leur nationalité respective devenait incertaine. La clé de cette vie singulière, qui mettait dans la maison un malaise indéfinissable et non sans un attrait trouble, je finis par la posséder : Chaumette était depuis longtemps pris par l'Asie, tiré par elle non par la tête mais par les pieds. C'est une aventure connue, et que Kipling a décrite plusieurs fois : un Européen, gagné d'abord par l'exotisme, qui perd peu à peu sa nationalité, puis sa race et qui finit par plonger dans la vie asiatique, avec l'obscur sentiment d'une déchéance. Quand vous rencontrez des gens de cette espèce, il vaut mieux vous abstenir de les fréquenter : faites des affaires avec eux, écoutez-les à une table de café, où ils sont souvent tout à fait intéressants, mais sachez que des hommes qui sont ainsi à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie n'ont plus les mêmes valeurs morales que vous et qu'il doit même y avoir un moment, pour eux, où le bien et le mal sont entièrement confondus.

Chaumette dut voir rapidement que je ne serais pas l'homme sur qui il avait compté pour une confiance particulière. Moins de trois mois après mon arrivée, il annonça qu'il allait associer à ses affaires un Hollandais qui arrivait de Paris. Le Hollandais, courtois et correct, mais parfaitement antipathique, vint s'installer dans la maison avec tout un matériel de chasse et accrocha aux cloisons de sa chambre les portraits de toute sa famille et de sa fiancée. Chaumette partit en voyage. Une semaine plus tard, une nuit, le Hollandais vint m'éveiller brusquement : la maison

brûlait. Il était déjà en tenue de ville. Les habitants de la maison eurent juste le temps de s'habiller et de sortir ; Mme Chaumette, la Chinoise, quitta sa chambre au moment où le plancher s'effondrait. L'incendie fut splendide, la maison étant presque entièrement en bois : lorsque les pompiers arrivèrent, il ne restait que les murs ; meubles et marchandises étaient entièrement détruits. Après une enquête qui aboutit à établir le chiffre des pertes de Chaumette, la Compagnie d'assurances liquida le sinistre. L'association avec le Hollandais fut rompue peu après. Chaumette décida d'aller s'installer à Hong-Kong : j'avais signé un contrat pour Singapour et non pour Hong-Kong ; ce fut pour moi une bonne occasion de rompre avec Chaumette et de traiter avec un Français qui, lui, était abonné à des journaux et à des revues de France, possédait une bibliothèque française bien constituée, ne manquait pas l'arrivée de la malle de France, ne fût-ce que pour entendre parler français, et avait construit une maison de chez nous, avec un jardin à la française. Je n'eus plus de nouvelles de Chaumette que par de vagues rumeurs de paquebots et j'eus l'occasion de remercier Eugène.

V

Alors, la tête en France, les yeux ouverts sur l'Asie, j'ai regardé les peuples, le ciel et la terre.

J'ai vu le soleil se lever et se coucher sur les eaux des détroits, des cieux de pur azur, de turquoise et d'or, des nappes de sang glisser dans la mer incendiée, et les ténèbres soudaines trouées par d'éclatantes étoiles ; j'ai vu la mer paisible ou tourbillonnante, au flot vert ou laiteux, étincelant ou sombre, illuminé la nuit lorsque les phosphorescences dessinent en lignes lumineuses le corps qui s'y plonge, lorsque la barque ouvre dans l'eau un sillon de feu, lorsque la rame laisse retomber des gouttes d'or en fusion sur le miroir éteint de la rade endormie. J'ai connu la lumière qui rajeunit le monde dans la fraîcheur des matins, où, dans le silence, les choses sortent peu à peu de la brume légère et où l'esprit croit se trouver au jour même de la création de la terre et des eaux ; j'ai connu la lumière qui tue dans les midis où l'âme tremble devant le feu qui va consumer

les corps ; j'ai connu la lumière qui s'éteint dans un souffle qui parcourt la cime des arbres et laisse l'esprit devant le mystère d'une vie qui demeure dans les ténèbres, à l'heure où le flot mourant qui te baigne, l'air sans brise, la terre et ton sang sont parcourus par un même frisson, et qu'il te semble que ton sang coule dans l'univers, l'air et l'eau dans tes veines et que tu entres dans le sein de l'Éternel.

J'ai vu la forêt, où la terreur habite, sous les voûtes sombres, dans les enlacements des lianes, les réseaux d'épines, sur le sol jonché de végétations mortes, où le silence de midi étouffe le corps et te donne l'angoisse de ce qui est caché ; où l'heure de l'orage te donne le vertige de la destruction ; où la nuit tombante te fait fuir devant l'immense voix qui s'élève de toutes parts et qui te révèle soudain les milliers et les milliers de présences, de l'insecte au fauve, que tu n'avais pas soupçonnées.

J'ai connu les jours où il semble que, devant les spectacles de la nature qui n'éveillent aucune image de l'enfance, l'on est retranché de tout ce que l'on aime et de tout ce qui vous aime, où l'âme est en détresse et crie de désespoir. Et j'ai connu les jours où, devant les cultures, près d'un village, mille aspects familiers apparaissant, les cloches d'une église me faisaient chercher la route qui conduit à la maison de mon enfance.

Il y avait la ville, la ville une et multiple. Ville de marchands, qui ne pensent qu'au négoce, mais où l'histoire du monde est inscrite. Parce qu'elle est la porte de cette route des mers qui unit le Céleste Empire et le pays du Soleil Levant à l'Europe, les marchands de la Cité ont demandé au Léopard de planter ses griffes sur la terre malaise. Un sultan, souverain nominal de ce pays, est exilé dans une île lointaine ; son peuple est demeuré, occupant un quartier de la ville, quelques villages le long des côtes ou dans l'intérieur de l'île. La ville et sa banlieue sont livrées aux Chinois qui l'envahissent. Cela parce que Singapour est sur la route du thé, de la soie et des cotonnades.

Quand vous arrivez de France avec des idées toutes faites sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur le rôle de l'Angleterre mère des Parlements, vos idées sont violemment blessées. Vous êtes venu par Port-Saïd où vous avez vu des habits rouges, par Aden où vous avez

trouvé des soldats anglais, par Ceylan où vous avez été salué sur le quai par un policeman anglais. Vous ne l'ignoriez pas ; mais vous l'avez vu de vos yeux et vous vous rendez compte que, de Gibraltar au Japon, la route est jalonnée d'escales anglaises, et qu'il a fallu déplacer du monde, renverser des trônes, bousculer des peuples pour organiser des escales et les placer sous l'autorité effective de Sa Majesté Britannique. Cela ne vous cause aucun plaisir, surtout si vous vous entendez traiter de *bloody Frenchman* par un fonctionnaire anglais. Passe si c'était la France qui fût là, car chacun sait que la France de la grande Révolution est l'amie des peuples, la libératrice des opprimés. Mais l'Angleterre ? Vous commencez à douter de la solidité des principes qui vous ont été enseignés. C'est alors que, lorsque vous êtes Français, vous avez une nouvelle sympathie pour Dupleix et que vous murmurez les noms de cinq villes de l'Inde où l'on ne risque pas d'être traité de *bloody Frenchman* : Pondichéry, Mahé, Chandernagor, Karikal et Yanaon. Et vous êtes bien obligé de vous représenter que ce n'est pas par les vertus du suffrage universel que les événements se sont accomplis dans les lieux du monde que vous avez traversés. Puis-je avouer que j'avais quitté Paris avec l'idée confuse que je verrais des peuples gémissant dans les fers (sauf, toutefois, dans l'Indo-Chine française où nous apportions les lumières) ? Quand je fus convaincu que les peuples ne gémissaient pas, que quelques-uns paraissaient trouver leurs chaînes très légères, mais que, néanmoins, ils étaient prêts à jeter à la mer tous les hommes de ma couleur et à s'entre-tuer ensuite, j'eus les plus grands doutes sur la valeur des idées que j'avais apportées dans mes malles et dans mon esprit. Je m'en tirai sur le moment en pensant que le grand travail de libération ne faisait que commencer, que la France (avec ses colonies) était le seul pays de l'univers où la fraternité des peuples était une réalité, que tout le reste du monde était soumis à l'empire de la force brutale.

Je dois dire que c'est là une explication qui ne satisfait pas beaucoup l'esprit. Il en a été fait le plus grand abus depuis un quart de siècle. Ceux qui l'acceptent savent bien qu'elle ne résout rien. Il reste à comprendre comment cette force se maintient. Quand je regardais la foule grouillante des peuples dans North and South Bridge Road, et que j'y

cherchais la force qui régnait, je ne parvenais à voir qu'une douzaine d'agents de police. Il y avait bien la force cachée dans les casernes, et un bateau de guerre qui faisait le fanfaron dans la rade. Mais, selon l'heure, cela tient tout ou cela ne tient rien. Si je me donnais ce complément d'explication que ces peuples asiatiques sont inférieurs et ne peuvent résister au moindre appareil de force européen, rien n'était résolu : des centaines de gravures, exposées aux étalages des marchands japonais, me montraient les épisodes de la guerre sino-japonaise qui se terminait. Et ces peuples malais, qui rappellent par tant de côtés les sujets du mikado, étaient-ils si peu aptes aux exercices guerriers ? Il ne fallait pas chercher très longtemps en ville, en ce temps-là, pour trouver quelque mutilé qui avait passé par les mains de leurs pirates, et les Atchinois n'ont jamais cessé de tenir en haleine les soldats de la reine de Hollande. La force explique et n'explique pas.

Quand on est à mille lieues de chez soi, dans un pays où ni Gambetta ni Jaurès ne sont venus faire de discours, mais où ce que l'on nomme leurs idées fait partie de votre bagage, il faut bien confronter les idées avec les faits. Je ne cessais de faire ces confrontations. — Qui règne dans ce monde, la force ou l'esprit ?

La ville est une et multiple. Son dieu est celui des marchands. Il est pacifique. Est-ce lui qui établit la paix entre les peuples qui sont ici et qui lui rendent unanimement hommage ? J'aurais voulu le penser, le croire. Mais la ville me révélait ses visages divers : ses cent mille Chinois faisant tous les métiers, ses Malais pêcheurs, paysans, jardiniers ou cochers, ses Parsis marchands de soieries et de parfums, ses Malabarais terrassiers, ses Klings blanchisseurs, ses Arabes changeurs, ses Cheetys usuriers, ses cent visages de l'Inde des plaines et des montagnes, ses Juifs, ses Arméniens, ses Eurasiens, métis de toutes les races, ses Levantins, ses Anglais maîtres de la banque et du haut commerce, ses Européens de toutes nos nations, tous trafiquant les uns avec les autres, mais s'isolant les uns des autres, créant dans la ville autant de villes que de peuples, vivant en paix et prêts à se massacrer les uns les autres. La paix n'est pas *entre* eux ; elle est *sur* eux. C'est, je crois bien, Melchior de Vogüé qui, par la différence entre ces deux seuls mots, a

indiqué ce qui sépare les conceptions d'un pur humanitaire de celles qui naissent dans l'esprit d'un homme qui a le goût du réel. Je ne connaissais pas alors cette distinction ; le réel me l'imposait ; il fallait bien que je la fisse ; mais mon esprit, formé selon les dogmes de la libre fraternité des peuples, la repoussait.

La paix régnant, sous le couvert des canons anglais masqués par des rideaux d'arbres fleuris, avec l'aide de cet ordre qui permettait aux marchandises d'arriver au port à jour fixe, il y avait une certaine fraternité dans la ville. Et le spectacle en était la grande curiosité qui me donnait chaque jour un plaisir nouveau. A Paris, le commerce m'avait paru une occupation indigne d'un homme cultivé, ami des hommes et des arts. A Singapour, c'était le plus beau des spectacles, passionnant comme la comédie, et plus riche de couleurs et de décors que les plus étonnantes féeries.

Le centre en était ce quartier du haut commerce européen, où la poste, la douane, les banques, et quelques magasins sont autant de palais construits selon les plans d'architectes venus peut-être de tous pays, mais ayant un goût commun pour l'architecture polychrome, et qui avaient élevé des façades dont le bleu, l'ocre, le rose et le vert n'offensaient pas les regards. Quand vous avez touché un chèque dans un de ces palais, où des Chinois vêtus de soie faisaient sauter les piastres d'argent avec une élégance dédaigneuse, et que vous passez, dans une ruelle voisine, pour acquitter quelque droit chez le fermier chinois des alcools, vous vous trouvez dans une maison sordide, qui sent le poisson séché, et où de vieux Chinois à lunettes vous donneront votre acquit avec de beaux caractères dessinés au pinceau sur des carrés de papier rouge. En une matinée, vous aurez vu passer dans vos bureaux presque toute l'Asie, depuis ce beau musulman de l'Inde, si grave et si noble sous son turban et ses longs manteaux de soie, jusqu'à ce Malais de l'intérieur, hirsute, à face presque féroce, dont vous vous étonnez qu'il n'entre pas chez vous tout armé ; c'est un plaisir des yeux et de l'esprit que de traiter les affaires dans ces conditions, quand il vous faut exercer vos facultés contre toutes les ruses asiatiques, en prenant soin de ne point faire d'offense à Mahomet ou à Confucius, pendant que votre serviteur chinois balance, au-dessus de vous

et de vos visiteurs, le grand pankha blanc qui fait passer la brise sur vos délibérations.

Vous quittez votre bureau vers le milieu du jour : vous prenez votre repas dans ce quartier des hôtels, tout en jardins où frémissent les palmes, coupé de rues qui sont de hautes voûtes de verdure et de fleurs ; devant vous, la mer, les centaines de barques dansantes, des voiles rouges qui volent vers le large, des bateaux dans la rade, les îles à l'horizon.

Vous parcourez la ville : voici la ville chinoise, les artisans et marchands y sont réunis par groupes de métiers, une rue est pleine d'objets d'or et d'argent, une autre de chaussures blanches, une autre encore de cercueils rouges et jaunes ; les enseignes multicolores flottent ; c'est le lieu du mouvement incessant et du bruit : un double courant ininterrompu de pousse-pousse et de voitures emplit la rue, l'ordre se faisant et se défaisant à chaque instant à grands cris ; se repose-t-on jamais dans ces lieux où tous les visages expriment l'âpre volupté du gain ? Voici les rues des Parsis qui sont comme des femmes ; les rues des Juifs, où des Juives épaisses traînent leurs longues robes ; voici, dans les faubourgs, les quartiers hindous, où les femmes si belles, bagues aux orteils, anneaux d'argent aux oreilles, portent sur leurs épaules les grands vases de cuivre jaune, où les enfants bruns tout nus jouent dans la poussière rouge ; la ville portugaise, avec ses centaines d'Albuquerque, de da Silva et de da Souza, qui se croient tous de sang noble, et descendent des navigateurs par les femmes indigènes, qui gagnent vingt piastres par mois dans les bureaux, et qui, pour tenir leur rang, offrent au regard le spectacle de leurs salons grands ouverts sur les vérandahs ; la ville malaise, enfin, aux maisons assises sur les pilotis plantés sur les bords de la rivière et dont les habitants, court-vêtus d'étoffes sombres, dédaigneux des richesses de l'Orient et de l'Occident, paraissent attendre qu'Allah anéantisse cette ville de trafiquants étrangers qu'ils ne comprennent pas et qui ne les comprend pas.

Sur ces peuples différents, la paix règne : le jour durant, il semble qu'une grande fusion s'opère, dans les bureaux, les magasins, sur les marchés, dans la rue, où tous se rencontrent et paraissent accorder leurs âmes. Mais au jour tombant, des appels retentissent dans les temples, chants

et musiques s'élèvent, et chaque peuple retourne à lui-même, cherchant son Dieu dans les ténèbres.

C'est alors que tous les Européens fuient le centre du trafic, font quelques tours d'esplanade, se saluant les uns les autres, traversent en hâte ces rues et ces quartiers où ils se sentent devenus tout à fait étrangers, et vont retrouver femme, enfants ou amis, dans la forêt découpée en parcs et en jardins, qui entoure la ville et où sont cachées les résidences. L'Européen retourne à l'Europe. Sous les vérandahs fleuries d'orchidées, des hommes qui n'ont pensé qu'au trafic tout le jour ouvrent les yeux sur ce qui les entoure : le cocher et le jardinier malais agenouillés sur les nattes remercient Allah ; les serviteurs chinois, passant silencieusement, se demandent si c'est aujourd'hui que l'on découvrira leurs vols ; la forêt toute proche est pleine de bruissements que l'oreille ne reconnaît pas. D'une résidence voisine, vient la musique d'une chanson que l'on a entendue en Europe. Alors, penchés sur la nuit, les hommes regardent l'ombre pour y voir ce qui est dans leur esprit : les montagnes d'Écosse, les cerfs dans les bois du Harz, les villages du Valais, Regent Street, le pont des Arts et Notre-Dame de Paris.

Il est venu un temps où, chaque soir, je voyais mon pays, et ma grand'mère assise près du poêle dans sa maison ; un temps où, en plein jour, je voyais mieux les rues de Paris que les rues de Singapour. Je commençais à vivre dans une angoisse constante, et j'eusse volontiers donné la lumière et le chant de l'Orient pour entendre une sonnerie de clairons sur la grand'place de mon village. Je le dis à mon ami Martin, le planteur, qui vivait depuis vingt ans seul dans ses plantations. Il habitait à trois lieues de la ville, près de la mer, complètement isolé, recevait ses amis chaque mois, passait son habit trois fois par an pour aller aux bals officiels, régnait sur un village malais, recevait l'*Intransigeant* et était heureux. Je lui exposai qu'il me fallait rentrer en France, à cause du grand trouble où étaient mes idées, et que c'était seulement à Paris que je trouverais la vérité. Martin me dit son sentiment : « Vous avez tort ; ici nous sommes des aigles, là-bas nous sommes des oies. » Il essaya de me retenir. Il pensait que je n'avais besoin que de reprendre un peu d'air dans un pays français, et me

conseilla d'aller passer quelque temps en Cochinchine. Je le fis. Mais en arrivant à Saïgon, je me précipitai chez le libraire de la rue Catinat. Dans le paquet de livres que j'emportai, il y avait un petit livre de Richepin, *les Réfractaires*, qui prédisait la mort de la bourgeoisie et annonçait le triomphe de l'innombrable prolétariat. Je le lus d'un trait. Le lendemain, mon parti était pris. A la malle suivante, je partais, l'âme altérée des vérités nouvelles. Je traversai les détroits la gorge serrée, l'esprit tendu. Je revis Singapour, pendant une brève journée d'escale. Nous quitâmes le port vers le soir. J'emplis une dernière fois mes yeux de la gloire des îles dans le soleil couchant. La nuit vint : il n'y eut plus que la masse sombre des terres au ras de l'eau, quelques feux... O palmes dans l'azur, plages au sable d'or, je ne vous verrai plus !

GEORGES VALOIS.

Les derniers travaux du 3^e Bureau du G. Q. G.

(NOVEMBRE 1918-AOÛT 1919)

L'expérience de la guerre et la réorganisation militaire ⁽¹⁾.

L'ACTIVITÉ du 3^e bureau (opérations) semblait devoir être considérablement réduite à partir du moment où le dispositif d'occupation des pays rhénans eut trouvé son assiette.

Celle du 1^{er} bureau (organisation) fut au contraire portée à son plus haut point : car il s'agit alors de démobiliser et de rétablir à l'intérieur les cadres des formations du temps de paix.

Pouvait-on revenir cependant à ces formations sans avoir la vision de ce que devrait être en cas de nécessité le nouveau pied de guerre ? Oublier que nous n'étions qu'en armistice et que les formules d'accord paraissaient malheureuse-

(1) On connaît mal le vrai rôle joué par le 3^e Bureau — Bureau des opérations — du G. Q. G. français dans la phase finale de la Grande Guerre. C'est à éclairer là-dessus le grand public que s'est consacré l'officier d'état-major dont nous publions ici ces pages inédites : elles font partie d'un ouvrage d'ensemble où il retracera l'activité du Bureau des opérations à cette période décisive de la guerre. On trouve exposés dans l'article que voici les travaux entrepris dès l'armistice en vue d'ébaucher les principes de notre réorganisation militaire, et cela, d'après l'expérience immédiate de la guerre. On pourra se rendre compte que nos chefs et notre état-major général ont su voir vite et large, ouvrant délibérément au législateur la voie vers les réformes les plus hardies.

ment difficiles à établir? Négliger de conserver en main une puissante arme de pression pour le cas où nos ennemis relèveraient trop vite la tête et tenteraient de se soustraire à nos exigences?

Le 3^e bureau n'était donc pas, en réalité, à l'heure du repos. Il lui appartenait de préparer des conclusions, en vue de déterminer aussi rapidement que possible quelle devrait être l'ossature des armées mobilisées de l'avenir, comment se poseraient les grandes règles de leur emploi; et, en conséquence, de montrer sur quelles bases il faudrait asseoir la nouvelle armée du temps de paix, de souligner les principes fondamentaux d'une réorganisation militaire rapide, rationnelle, modernisée.

A Metz, vers la fin de décembre 1918, nous entreprîmes une première étude, concernant « l'organisation de l'armée sur le pied de guerre » : pour éviter qu'elle eût un caractère doctrinal, le commandant en chef tint à la baser sur une consultation préalable des commandants de groupes d'armées et d'armée.

L'établissement et le dépouillement des volumineux dossiers de cette consultation exigèrent plusieurs semaines et ce n'est que le 5 février 1919, au moment de notre retour à Chantilly, que notre travail fut approuvé et signé par le maréchal Pétain.

Je vais rappeler très sommairement comment nous avons essayé de caractériser les principales armes combattantes, puis les principes de leur groupement en grandes unités et de leur emploi collectif. Nous n'avons certes pas eu la prétention de rien dire de « définitif » et nos études de ce début de 1919 ne pouvaient être qu'un premier pas à la recherche de la vérité. Notre recul dans le temps n'était pas suffisant pour permettre vraiment de « conclure ». J'analyserai donc nos travaux en toute sincérité, pour montrer franchement ce que nous avons pensé au lendemain de l'armistice, brûlant encore des fièvres de la bataille.

A d'autres de corriger et de finir ces ébauches.

I. — *Les différentes armes.*

L'infanterie, disons-nous d'abord, « agit par le feu et la manœuvre ».

Dans cette définition, nous donnons la première place

au feu, qui est l'élément prépondérant du combat. Comme nous l'explique le commandant en chef, en nous indiquant les directives de notre étude : la défense est le feu qui arrête ; l'attaque est le feu qui marche ; la manœuvre est le feu qui se déplace. Ainsi la manœuvre est surtout un moyen de produire des feux au point, au moment et au degré voulus.

Telle est la raison d'être d'une vérité nouvelle, que plus personne d'ailleurs ne discute aujourd'hui : la cellule fondamentale de l'infanterie est l'arme automatique. La plus petite unité d'infanterie doit comprendre les hommes qui servent l'arme automatique et ceux qui la protègent. On appellera les premiers « fusiliers », les seconds « voltigeurs ». Le terme « grenadiers » disparaîtra : non que la grenade soit considérée comme un moyen d'action inutile ou suranné, mais parce que tous les fantassins au contraire devront être aptes à s'en servir, au même titre que de la baïonnette, dans les circonstances où le combat rapproché s'imposera. L'arme des fusiliers sera un fusil-mitrailleur perfectionné ou une mitrailleuse légère ; celle des voltigeurs un fusil court, à tir rapide, tirant la même cartouche que l'arme automatique. L'unité élémentaire d'infanterie, ainsi constituée à quinze ou vingt hommes, s'appellera le « groupe de combat ».

Le général Buat tient à ce que nous émettions, au moins à titre d'indication, une conception encore plus hardie et il obtient du commandant en chef l'insertion, en renvoi de notre texte, d'une note qu'il a rédigée en ces termes :

Le groupe de combat ainsi conçu répond aux nécessités du moment. Il n'est pas téméraire de prévoir que, en raison des perfectionnements apportés au matériel et en présence des effets formidables du feu ennemi, le champ de bataille d'un avenir plus ou moins éloigné ne comporte plus un seul homme combattant à poitrine découverte : ce sera l'époque où le groupe de combat, réduit en conséquence, sera tout entier enfermé dans une carapace protectrice et mobile, autour de son arme automatique.

Deux groupes de combat formeront une section, la plus petite unité commandée en principe par un officier.

Mais au-dessus de la section ?

Déjà, pour définir le groupement des sections, nous nous heurtons au problème, si souvent posé, de l'organisation militaire : ordre ternaire ? ordre quaternaire ? faut-il trois ou quatre sections pour une compagnie, trois ou quatre com-

pagnies pour un bataillon, trois ou quatre bataillons pour un régiment, trois ou quatre régiments pour une division?

Nous penchons nettement pour l'ordre ternaire, parce qu'il tend à économiser des hommes au profit du matériel : *l'organisation générale de l'armée pourrait être basée sur ce principe fondamental qu'on ne mettra désormais que trois hommes là où une tradition plusieurs fois séculaire en mettait quatre, l'homme ainsi économisé étant remplacé par le perfectionnement et l'accroissement des moyens matériels mis à la disposition des trois autres.* C'est d'ailleurs la conséquence logique de la vérité première que nous avons affirmée : la prépondérance du feu.

Mais nous avons contre nous tout le poids de la tradition, tous les partisans « quand même » de la manœuvre, de la vitesse, du choc : et ceux-ci ne cessent d'affirmer leur prédilection pour l'ordre quaternaire, qui permet une plus grande variété dans les combinaisons tactiques !

J'expliquerai, en traitant le problème de la division, pourquoi le maréchal Pétain a passé outre à ce courant d'opinion, pour toutes les unités supérieures à la compagnie, et pourquoi il a adopté le principe de l'ordre ternaire à partir du bataillon.

Il ne l'a pas voulu en ce qui concerne la compagnie, seule unité pour laquelle l'expérience des faits ne soit pas venue à l'appui de la théorie. Dans les derniers combats, en effet, nos cadres subalternes ont eu à manier des compagnies à trois sections, à partir du moment où l'insuffisance des effectifs a obligé le commandement à supprimer une section sur quatre : ils ne s'en sont pas trouvés bien, ayant été surpris par cette transformation, faute du temps nécessaire pour y adapter leurs habitudes de commandement. Le commandant en chef ne veut pas confirmer cette mauvaise impression des jeunes cadres, bien qu'elle ne lui paraisse pas justifiée. Il se réservera de faire leur instruction, technique et morale, afin que des économies d'effectifs puissent être réalisées ultérieurement dans une infanterie qui aura été mieux éclairée sur son rôle et sur sa destinée.

L'*artillerie*, comme l'*infanterie*, se caractérise par la « recherche de la puissance des feux et de l'aptitude manœuvrière ».

Nous ne prétendons rien innover par le premier point ;

mais, par le second, nous voulons insister sur cette idée que « la manœuvre » n'est plus, sur les champs de bataille modernes, le privilège de la seule infanterie et que, si manœuvrer consiste à agencer et à déplacer des feux, l'artillerie doit tout particulièrement s'y entraîner.

A cet effet, il faut que l'artillerie puisse, sur un champ de bataille déterminé, accompagner l'infanterie sur tous les terrains et par tous les temps, c'est-à-dire avoir une grande « mobilité tactique » ; d'un champ de bataille à un autre, effectuer des déplacements rapides pour assurer les concentrations de moyens, c'est-à-dire être douée d'une grande « mobilité stratégique ».

La traction la plus intéressante à ce double point de vue est la traction automobile. Elle peut en effet donner simultanément : la mobilité tactique, par le montage du matériel sur « chenilles », qui permet le déplacement rapide à travers champs, et la mobilité stratégique, par le montage du matériel « sur roues » pour les longues étapes par voies routières. Des procédés industriels seront à expérimenter en vue de combiner, pour un même matériel, ces deux systèmes de montage.

L'emploi des chevaux pour la traction de certains matériels sur le champ de bataille et l'utilisation de la voie ferrée pour l'établissement ou le transport des matériels extra-lourds ne seront pas à écarter : mais on n'oubliera pas, dans la part qui leur sera faite, que l'élevage des chevaux tendra de plus en plus à se raréfier en France ; que, à la bataille, les ravitaillements en avoine représentent un tonnage beaucoup plus considérable que les ravitaillements d'essence ; que, enfin, les plus grands efforts doivent être tentés pour retirer à la voie ferrée une part des charges excessives qui lui ont incombé dans la dernière campagne.

Le problème des moyens de transport étant ainsi résolu, on ne se laissera pas hypnotiser par la simplification et l'unification des calibres. Les tâches multiples de l'artillerie imposent au contraire une grande diversité de matériel et des moyens de production de munitions dépassant de beaucoup ce que l'on avait conçu avant 1914.

Ces indications d'ordre très général, que nous avons données dans notre étude du 5 février, sont complétées le 24 par un travail plus technique où le problème de la « chenille » est présenté sous un jour complet et qui conclut ainsi :

L'artillerie à chenille doit, à l'avenir, former une part importante de notre artillerie. Les études entamées à son sujet au cours de l'automne 1918, et interrompues sans raison bien apparente au moment de l'armistice, sont à reprendre et à étendre. Elles doivent être intimement liées à celles concernant les chars de l'infanterie... En réalité, le problème qu'il faudrait envisager avec résolution est celui des engins mobiles, armés et protégés, l'armement variant depuis la mitrailleuse jusqu'aux canons des plus gros calibres possible, — la protection couvrant dans toutes les directions jusqu'au simple bouclier ne couvrant que dans une seule, — les types divers étant déterminés d'après les missions à remplir sur le champ de bataille et sous cette réserve réduits au minimum.

Et le commandant en chef ajoute, abordant une grande idée nouvelle sur laquelle nous reviendrons à plusieurs reprises :

Qu'il s'agisse d'armement d'artillerie ou d'infanterie, de chars blindés, d'aviation, d'automobiles, etc., il faut centraliser les fabrications entre les mains d'un service général des fabrications de guerre, subordonné au haut commandement de l'armée, dont il serait à la fois le conseil technique et l'organe d'exécution.

Les chars — que nous avons appelés « d'assaut » pendant la guerre, que nous dénommons « blindés » dans notre étude du 5 février, qui seront finalement dits « de combat » — constituent une arme nouvelle ou tout au moins une subdivision d'arme.

Si l'on se place à ce dernier point de vue, à quelle arme les rattacherons-nous? A l'artillerie qui leur a donné leur premier nom? A l'infanterie dans les rangs de laquelle ils ont reçu le baptême du feu?

Incontestablement, à l'infanterie. Et nous écrivons en tête des principes d'emploi : « Les unités de chars blindés agissent par le feu et surtout par le mouvement. Elles sont avant tout des unités d'infanterie blindées. »

Nous proposons de réduire à deux types les chars de l'avenir :

1^o Des « chars légers », pour combattre dans les rangs mêmes de l'infanterie, avec un matériel léger, facilement transportable par camions, doué d'une grande facilité d'évolution, susceptible de progresser rapidement soit à travers champs soit sur routes. Ils seront armés de mitrailleuses

puissantes ou de canons automatiques de petit calibre, tirant des projectiles capables de traverser à cent mètres des blindages d'une trentaine de millimètres ;

2^o Des « chars lourds », pour précéder l'infanterie et lui frayer la voie, ainsi qu'aux chars légers, au travers des terrains organisés de longue date, bouleversés, ou parsemés d'obstacles. Ils agiront surtout par leur masse. Ils auront comme armement soit des canons de moyen calibre à tir tendu (type 75 mm.), soit des mortiers à tir courbe, et devront pouvoir entreprendre la lutte contre les chars ennemis ou contre les canons anti-chars.

Comme nous l'avons fait pour l'artillerie, nous faisons suivre ces données générales et élémentaires par une étude technique très poussée où tous les problèmes de l'avenir sont envisagés. Le général Buat tient à développer les idées hardies dont il a jeté le germe en traitant les questions d'infanterie et il fait insérer dans cette dernière étude, qui sera datée du 8 juillet 1919, une rubrique intitulée « le Char de combat de l'avenir », dont je reproduis ci-après quelques passages particulièrement intéressants :

Au point de vue mécanique, il n'est pas douteux que l'on puisse, dans un temps assez prochain, réaliser un appareil assez rapide, assez souple, assez mobile, assez bien armé, d'un franchissement et d'une protection suffisants, d'un encombrement acceptable, pour en doter toute l'infanterie. La puissance de ces appareils étant assurée par leur grand nombre, il n'y aurait aucun inconvénient à rechercher la solution dans le plus petit modèle possible...

...La substitution progressive de la puissance du moteur à la puissance musculaire du combattant s'impose. Elle a sa place dans l'évolution de la bataille comme elle a eu sa place dans l'évolution du travail. Des deux éléments de la tactique, un seul, le feu, avait jusqu'alors profité du progrès du machinisme : il en avait profité à un point tel que le mouvement disparaissait, ou presque, du combat. Le cheval était totalement éliminé et le combattant, terré, n'était en mesure de se mouvoir que lorsque tous les organes du feu de l'adversaire étaient détruits ou anesthésiés. L'apparition du moteur sur le champ de bataille rend au mouvement toute son importance, puisqu'il permet au combattant de se déplacer sous un blindage qui le rend invulnérable à la grande majorité des projectiles actuels...

Que le lecteur m'excuse de cette longue citation ! Mais je la lui devais, pour effacer l'effet de certaines campagnes

de presse qui ont accusé l'état-major français de n'avoir pas su comprendre, au lendemain de cette guerre, l'importance du facteur matériel et du machinisme.

Je reviendrai sur ces idées d'ailleurs, en continuant d'exposer l'évolution et l'établissement de nos conclusions.

L'aéronautique comprend : l'aviation, arme nouvelle ; l'aérostation, qui s'est beaucoup développée pendant la guerre en raison de l'importance des services d'observation ; et la défense contre les aéronefs, dont les multiples rouages sont également pour la plupart d'origine récente.

« L'aviation » a pour rôle d'assurer différents services d'observation (reconnaitances, actions en combinaison avec l'infanterie ou avec l'artillerie amie), de lutter contre l'aéronautique ennemie (avions ou ballons) et d'attaquer des objectifs terrestres (troupes, voies de communications, centres urbains ou industriels). Pour être apte à remplir ces missions, elle sera orientée vers des inventions susceptibles de combiner de bonnes qualités de vol et une grande puissance d'armement : tous les modèles doivent être perfectionnés ou recherchés, depuis l'avion de chasse léger et extra-rapide jusqu'à l'avion de bombardement à grand rayon d'action et très gros porteur, avec des armements variant de la mitrailleuse au canon. Quels que soient les services que notre aviation ait rendus, ils ne sont rien en comparaison de ceux qu'on pourra lui demander dans une guerre future, et rien ne doit restreindre *a priori* le champ des recherches et expériences scientifiques.

« L'aérostation » ne comporte que des organes d'observation du type des ballons captifs. Le personnel et le matériel qu'elle nécessite sont ceux qui ont été employés pendant la guerre ; il n'y a pas de modifications importantes à prévoir.

« La défense contre aéronefs » est au contraire à perfectionner et à développer. Elle a été insuffisante, sinon contre les zeppelins, du moins devant les grandes randonnées aériennes des escadrilles de bombardement allemandes. Il faudra étudier et chercher à résoudre le problème sous toutes ses faces : service de renseignements et de recherches concernant l'activité ennemie aérienne (projecteurs, écoutes, radiogonométrie, etc.) ; tir et chasse, tant nocturnes que diurnes, contre les aéronefs ; barrages défensifs (filets de ballons captifs, gaz, fumées, foyers lumineux d'aveugle-

ment, etc.) ; camouflages des organisations, des formations et des agglomérations au sol, aménagements souterrains et cuirassés. Il importe au plus haut point que ces études soient très poussées et, à cet effet, que des commandements et des unités de défense contre aéronefs soient organisés dès le temps de paix, avec un outillage scientifique très complet.

La cavalerie sera employée comme une arme susceptible de « transporter rapidement des moyens de feux puissants ».

Elle sera cependant alourdie le moins possible, afin de conserver l'aptitude à la mobilité et à la manœuvre.

La cellule élémentaire, le peloton, aura une composition telle qu'elle puisse mettre à pied « un groupe de combat » constitué, armé et équipé sur le modèle du groupe de combat d'infanterie. Le sabre sera conservé, mais ajusté au harnachement.

Quatre pelotons formeront un escadron et quatre escadrons un régiment. Le régiment de cavalerie, comme celui d'infanterie, sera doté de moyens de signalisation et de transmission. Il disposera en outre d'autos-camions et d'autos-mitrailleuses, et les cadres seront instruits avec le plus grand soin sur le mode d'emploi de ces voitures blindées, appelées à rendre de très importants services.

Les subdivisions d'armes nous semblent pouvoir être réduites à trois : des dragons avec chevaux de moyenne taille ; des hussards avec chevaux légers ; des chasseurs d'Afrique avec chevaux arabes. Pour ces trois subdivisions, « on orientera l'élevage du cheval vers un type de porteur (taille moyenne ou petite, dos bien fait), et non plus vers le type galopeur ».

Nous dûmes batailler vigoureusement pour faire insérer dans notre étude les textes que je viens de résumer et qui, nous ne l'ignorions pas, soulèveraient bien des protestations parmi les cadres traditionnalistes de notre cavalerie.

Le maréchal Pétain, dans son souci de ne jamais heurter de front les raisons d'ordre moral ou d'idéal, consentit plus tard à revenir sur certains points de la première rédaction et, lorsque nous fîmes imprimer notre étude, le 3 avril 1919, pour la répandre parmi les hautes autorités militaires, il nous fit modifier les paragraphes touchant au subdivisionnement des armes dans la forme suivante :

L'instruction sera uniformisée dans toute l'arme. Il n'en résulte

pas cependant que les appellations qui caractérisent les différentes subdivisions d'armes (cuirassiers, dragons, chasseurs à cheval, hus-sards, chasseurs d'Afrique, spahis) doivent disparaître de ce fait : ces appellations seront en principe maintenues comme éminemment favorables à la conservation de l'esprit de corps des régiments.

L'élevage continuera à être orienté vers un type qui conserve à la cavalerie sa mobilité, malgré le poids imposé au cheval, c'est-à-dire le type du cheval de selle apte à porter du poids. La formule suivante, adoptée avant la guerre, — le sang sous la masse dans un cheval équilibré, — répond à tous les besoins.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la présence dans les régiments de cavalerie de chevaux de galop, en facilitant la pratique des sports, a contribué dans une large mesure à développer dans les cadres de l'arme de précieuses qualités de vigueur, d'énergie et d'audace.

Une étude détaillée, sur « l'organisation et les missions de la cavalerie en campagne », sera arrêtée le 7 octobre 1919 sous le timbre commun du 3^e bureau et de l'inspection générale de la cavalerie aux armées. Elle sera appuyée sur les conclusions arrêtées par ce dernier texte du 3 avril.

Que penser de ces conclusions qui nous ramènent en partie à des conceptions d'avant-guerre, surtout si on les compare à celle que nous avons adoptées à propos des chars?

Évidemment ceci : c'est qu'elles ont été inspirées au commandant en chef, à titre provisoire, par des considérations d'ordre moral. Dans une armée usée et généralement dépouillée de son élite à la suite de ses pertes écrasantes, la cavalerie continue d'émerger avec ses brillantes qualités d'antan, avec des cadres capables d'entretenir le feu de traditions que nul ne voudrait éteindre. Au sein de l'armée qui va se réorganiser, la cavalerie pourra donc exercer une haute influence morale, et, dans ces conditions, il serait dangereux de toucher prématurément à ce qu'elle tient pour la sauvegarde de son idéal.

Nous connaissons assez le maréchal Pétain, au 3^e bureau, pour penser que la formule adoptée par lui le 3 avril n'est pas définitive et qu'il saura amener peu à peu ses jeunes camarades à une conception plus véritablement moderne de l'emploi de leur arme.

Je ne donne, bien entendu, cette explication qu'à titre purement personnel : je puis me tromper en la formulant, mais elle me paraît être dans la logique des personnes et des choses.

Le génie « sera avant tout une troupe de communications ».

Les travaux qu'il aura à entreprendre demanderont de gros effectifs, mais ils pourront être confiés en grande partie à des troupes auxiliaires. Il y aura donc lieu d'organiser les unités du génie de telle sorte qu'elles absorbent facilement le personnel de renforcement : question d'encadrement.

L'outillage des unités restera mobile ; il ne sera pas alourdi de tout le matériel nécessité par les opérations sur un front stabilisé, et il sera seulement complété, par prélèvements sur les parcs, lorsque besoin sera.

Ces indications n'intéressent d'ailleurs que ce que l'on pourrait appeler « le génie de ligne ». De nombreux autres éléments spécialisés sont en outre à prélever sur l'arme du génie : en particulier, les troupes de « transmission » et les troupes de « chemin de fer ».

Nous sommes donc amenés à entreprendre une deuxième suite de travaux, d'ordre technique, pour préciser ce que doivent être l'organisation et les missions tant du génie de ligne que des troupes spécialisées. Ce sont :

1^o Une étude qui paraîtra le 8 août 1919, sur « l'Organisation et les missions du génie en campagne » ;

2^o Deux études, l'une sur « les troupes de transmission du génie », l'autre sur « l'organisation et le fonctionnement du service de transmissions », qui porteront respectivement les dates du 13 juillet et du 18 août 1919 ;

3^o Une étude qui sera signée le 9 juillet 1919 et qui sera intitulée « projet d'organisation des troupes de communication ».

Je n'entreprendrai pas l'analyse de ces études, — car je limite l'exposé de nos conclusions à ce qui concerne les armes combattantes, — mais je veux indiquer cependant qu'elles proposent des innovations très hardies.

Leur but est de donner une impulsion nouvelle et très modernisée à la mise en œuvre des appareils ou machines aptes à faciliter la préparation ou le développement de la bataille. A cet effet, des organes de direction et de commandement seront créés, au quartier général de chaque grande unité, et les troupes d'exécution seront nettement indépendantes de l'arme du génie, à laquelle elles ne seront rattachées que pour le recrutement et l'instruction en temps de paix.

II. — *Les grandes unités.*

La division d'infanterie restera-t-elle le groupement élémentaire des différentes armes combattantes ayant des propriétés ainsi définies?

La division d'infanterie est partie en campagne en 1914 avec beaucoup d'infanterie (4 régiments ayant des effectifs de 250 hommes par compagnie), peu d'artillerie (un régiment à 3 groupes de 75 mm.), très peu de génie et de cavalerie, pas d'aéronautique : c'était vraiment une grande unité d'infanterie à laquelle se trouvaient mêlés quelques éléments des autres armes.

Sa composition s'est complètement modifiée au cours de la guerre : on l'a diminuée en infanterie (3 régiments avec, en fin de campagne, un effectif de 175 hommes par compagnie, et la 4^e compagnie de chaque bataillon étant remplacée par une compagnie de mitrailleuses à effectif encore moins élevé) ; on l'a augmentée d'un groupe d'artillerie lourde courte et on a reconnu la nécessité de lui affecter encore deux groupes supplémentaires, l'un de légère, l'autre de lourde courte (soit 6 groupes au total) ; on l'a rendue capable, par la constitution de ses cadres, d'absorber de nombreux autres groupes d'artillerie au moment de son engagement ; on l'a dotée d'aviation, on a accru ses formations du génie et de troupes auxiliaires de travailleurs ; on a développé considérablement le personnel et le matériel d'observation et de transmission.

Pratiquement, cependant, le front de combat de la division est resté le même. Aux premiers temps qui ont suivi la diminution des effectifs de l'infanterie, on a voulu réduire ce front, qui est descendu parfois à 1 200, voire à 1 000 mètres. Puis, on s'est habitué à engager l'infanterie en formations beaucoup plus diluées, moins vulnérables, à compenser le manque d'hommes par un meilleur emploi des moyens matériels. Et, en fin de campagne, comme au début, nos divisions combattaient aisément sur des fronts de 2 500 à 4 000 mètres, malgré l'extrême réduction de leur infanterie.

La formule à laquelle je faisais allusion en parlant de l'infanterie s'est donc presque trouvée réalisée : *on ne met plus que trois hommes là où quatre étaient autrefois nécessaires, et on supplée à la différence par des machines.*

En réalité, notre division de fin de guerre n'est plus une

division d'infanterie : c'est une grande unité qui comprend pour une moitié de l'infanterie, pour l'autre moitié de l'artillerie, de l'aviation, du génie, de la cavalerie, éventuellement des chars. C'est la « division de toutes armes », « la division de combat », ou « la division d'armée ».

Nous ne faisons cependant pas une réforme de terminologie, et, en attendant que le mot nouveau s'impose, nous conservons l'expression de « division d'infanterie ».

Étant donnés les principes de proportionnalité nouvelle que je viens de rappeler, adopterons-nous le type « à trois régiments d'infanterie » ou reviendrons-nous au type « à quatre régiments »? Ordre ternaire ou ordre quaternaire?

Celui-ci, je l'ai dit, est âprement réclamé par la plupart des commandants de grande unité que nous avons consultés : il est dans la tradition, il facilite la manœuvre, il permet de conserver un commandement de l'infanterie articulé en deux brigades, alors qu'on ne sait vraiment pas comment employer ce genre de fonctionnaire sans attributions que la guerre a vu naître sous le vocable de « commandant d'infanterie divisionnaire »!

Qu'une erreur — si c'est une erreur — soit dans la tradition, peu nous importe à cette heure où il s'agit de faire du neuf : le premier argument ne saurait tenir, vis-à-vis d'une question d'organisation générale, scientifique, et non d'idéal comme celle à laquelle j'ai fait allusion à propos de la cavalerie.

Que la manœuvre soit facilitée par l'ordre quaternaire, c'est tout ce qu'il y a de plus discutable : la manœuvre d'une infanterie isolée, dont on déplace les unités comme des pions, en les échelonnant les uns par rapport aux autres parce qu'ils sont seuls à s'assurer un appui réciproque, cette manœuvre-là, peut-être ; mais pas la manœuvre de toutes armes, où chaque unité d'infanterie entraîne avec elle un lourd cortège de canons, d'engins d'accompagnement, de chars, de ballons, d'avions, de troupes de ravitailleurs et de travailleurs. Ce qu'il faut pour protéger un bataillon au combat, répété neuf fois dans la division à trois régiments, représente déjà une grande unité de combat lourde et difficile à déplacer. Que sera-ce s'il faut le répéter douze fois? Non, le deuxième argument n'est pas plus valable que le premier, pour qui sait voir ce qu'est une division dans le combat moderne.

Que, enfin, le « commandant de l'infanterie divisionnaire » soit condamné à n'être qu'un fonctionnaire sans attributions, ce n'est véritablement point raisonnable de le prétendre ! Sans doute, la plupart des généraux de division ont-ils de la peine à s'habituer à l'idée qu'ils ne commandent pas une formation d'infanterie, mais une grande unité de toutes armes. Les amener insensiblement à s'occuper davantage des armes d'appui de l'infanterie que de l'infanterie elle-même, cela leur paraît une atteinte à leur privilège le plus cher. Quoi de plus logique, pourtant, que de mettre sous leurs ordres directs un « commandant » des troupes de chaque arme, et un seul ? Dans leurs conseils, ils peuvent traiter alors, de haut, les questions combinées et complexes où l'infanterie, l'artillerie, les chars, l'aviation tiennent une part importante ; et ils sont en même temps préservés contre cette idée dangereuse qu'il faut à l'infanterie de très gros effectifs dans la division pour faire face à une très grosse « usure », car il devient plus facilement évident à leurs yeux que les fatigues et les pertes ne doivent plus être le privilège des fantassins, lesquels au contraire s'imposent à la constante sollicitude du commandement. Le troisième argument n'est donc pas enfin à prendre en considération, et le maréchal Pétain y répond par une note ainsi rédigée :

Longtemps, nos généraux commandants de division sont restés des commandants d'infanterie et il leur a semblé que le commandement de l'infanterie ne faisait que les doubler. Cette instruction est à faire : elle se fera. Il n'y a, en particulier, aucune raison pour que le suppléant du général de division soit le commandant de l'infanterie. Ce sera le plus apte : donc, aussi souvent le commandant de l'artillerie que le commandant de l'infanterie.

Pour maintenir la division à trois régiments d'infanterie, des raisons d'ordre stratégique viennent appuyer les considérants tactiques.

La première de ces raisons est que le haut commandement doit se réserver un maximum de réserves générales, pour pouvoir faire face, constamment, à l'extrême variété de situations qui est une des caractéristiques de la guerre moderne. Il lui faut donc beaucoup d'« unités de combat » pour constituer ces réserves tout en alimentant les besoins permanents de ses armées : chacune de ces unités de combat, c'est-à-dire chaque division, doit être limitée au plus petit groupement

de toutes armes susceptible de conduire un engagement par ses propres moyens, de façon que les ressources du recrutement national puissent donner au commandement un nombre maximum d'unités dont la composition intérieure aura été réduite au minimum.

La deuxième raison, c'est que, si l'on veut conserver à la division le moyen d'être « l'unité de combat », il faut lui laisser la possibilité d'être « l'unité de transport ». Au début de la guerre, on a essayé d'effectuer des transports par corps d'armée constitués, c'est-à-dire par groupement de plusieurs divisions. On s'est vite heurté à des difficultés insurmontables : pendant qu'un corps d'armée mettait, par exemple, une semaine à s'écouler par voie ferrée de l'Alsace vers la Champagne, des besoins nouveaux naissaient qui obligeaient à varianter les derniers éléments vers les Flandres, ou bien d'autres courants de transport, plus urgents, s'enchevêtraient avec le premier et en suspendaient la continuation. Pratiquement, on arrivait rarement à déplacer, sans heurts et sans variante, plus d'une division, les corps d'armée se trouvaient disloqués, et la division, seule « unité de transport » possible, devenait la véritable « unité de combat ». Grâce à la diminution réalisée sur l'infanterie au fur et à mesure que les autres armes ou services s'enflaient, la division est restée l'unité qui peut s'écouler en quarante-huit heures sur un courant de transport de 200 à 300 kilomètres de développement. Il faut, de toute nécessité, lui conserver cette aptitude et éviter, par une augmentation de l'infanterie qui amènerait un accroissement proportionnel des autres armes, qu'elle devienne à son tour un petit corps d'armée.

Le maréchal Pétain, en dépit des opinions défendues par des autorités souvent considérables, émet donc l'avis formel que la division de combat future doit conserver sensiblement la composition qu'elle avait en fin de guerre avec trois régiments d'infanterie, un régiment d'artillerie légère à quatre groupes, un régiment d'artillerie lourde courte à deux groupes, une escadrille d'aviation, une compagnie d'aérostiers, un escadron de cavalerie, un bataillon du génie, un bataillon de pionniers et des services largement approvisionnés tant en personnel qu'en matériel.

Une telle division sera « assez largement dotée en moyens de tous ordres pour pouvoir vivre et combattre ; assez allégée

pour être mobile ; bien articulée, dans chacune de ses armes organiques, pour être manœuvrable ».

Le corps d'armée, de toute évidence, ne pourra plus jouer le rôle qui était prévu pour lui au début de la guerre et que l'on s'est efforcé, en vain d'ailleurs, de lui conserver pendant la campagne.

Il ne saurait plus être considéré comme « un groupement organique de plusieurs divisions et d'éléments des différentes armes ».

En effet, si l'on veut essayer de le transporter avec ses organes normaux, on est presque toujours amené à varier ou à interrompre le courant : d'où dislocation.

Et, si l'on réussit à l'engager avec tous ses moyens sur un front déterminé, on est bientôt obligé de relever les divisions et autres unités organiques par d'autres, puis celles-ci par d'autres encore, avant que les éléments organiques soient assez reconstitués et reposés pour remonter en ligne : d'où, à nouveau, dislocation.

La conservation des liens constitutifs du corps d'armée est un mythe, que nous avons inutilement poursuivi pendant cinq ans. Nous avons ainsi aggravé la charge de nos transports stratégiques, en faisant courir les uns après les autres des unités qui ne pouvaient jamais se rejoindre, ou qui, si nous avions réussi à les souder, ne tardaient pas à se disloquer de nouveau sous la pression de circonstances impérieuses.

Le corps d'armée ne peut être qu'un instrument de commandement, largement doté en cadres pour être susceptible d'absorber de nombreux moyens de renforcement.

Il doit comprendre : d'une part, un fort état-major et des services importants pour ossaturer le sous-secteur d'armée où le commandant de corps d'armée aura à exercer son commandement ; d'autre part, des « éléments non endivisionnés », pour encadrer et appuyer dans la bataille les divisions ou autres organes de renforcement qui viendront s'engager momentanément dans le sous-secteur. Ces éléments non endivisionnés comprendront en principe : un régiment de chars, une ou plusieurs escadrilles, une ou plusieurs compagnies d'aérostiers, un régiment d'artillerie lourde longue à quatre groupes, un régiment de cavalerie, un bataillon du génie, un régiment de pionniers et de services assez large-

ment outillés pour faire face aux besoins de quatre divisions venant combattre avec le corps d'armée.

L'armée est également un noyau de commandement et d'encadrement. Elle ne peut avoir aucune composition fixe en grandes unités ou moyens de combat divers : vouloir arrêter « la dotation » d'une armée pour une longue période, c'est se donner des entraves dans la conduite de la bataille qui se déroule aujourd'hui ici et qui, demain, s'ouvrira peut-être à 1 000 kilomètres plus loin.

Rien ne doit se stabiliser dans un secteur d'armée. Tantôt il y aura cinq corps d'armée déployés chacun sur cinq kilomètres, tantôt trois déployés sur quinze kilomètres, tantôt huit déployés sur trois kilomètres. La manœuvre stratégique se caractérise par sa variété et sa souplesse. Elle modifie constamment les densités, tant sur les fronts qu'en profondeur. Les états-majors subalternes et les troupes en sont fort gênés, mais ils s'inclinent devant une nécessité qu'ils savent reconnaître : *dura lex, sed lex!*

L'armée n'a qu'une stabilité relative : c'est sa ligne de communications et sa zone d'étapes, sur lesquelles elle peut exercer une action territoriale continue. Encore tout commandant d'armée doit-il admettre qu'il sera parfois troublé dans les prévisions à longue échéance qu'il aura cru devoir faire sur ce terrain, car il lui arrivera, au cours de la bataille : soit, sans que sa zone de l'avant soit modifiée, d'avoir à souder celle-ci avec d'autres éléments d'arrière ; soit d'être porté sur une autre partie du front où tout sera nouveau pour lui, zone de l'avant, zone des étapes, arrières.

Car la guerre a montré que le commandement, l'état-major et les services d'une armée sont un très utile instrument de manœuvre stratégique. Ils constituent un ensemble qui peut très avantageusement être retiré d'un front, mis en réserve générale, reporté sur une autre partie du front ou sur un autre théâtre d'opérations.

Nous avons usé largement de ce procédé et les Allemands encore bien davantage.

Le groupe d'armées est d'une importance considérable et telle qu'il ne semble pas que nul la puisse contester.

Il a cependant des détracteurs et des ennemis, surtout parmi les commandants d'armée, parce que le commandant

de groupe d'armées est délégué par le haut commandement pour conduire la bataille et réaliser ces variations de densité qui sont la nécessité stratégique la plus élémentaire.

Or, les commandants d'armée, je l'ai dit, souffrent beaucoup de ces variations et ne peuvent admettre que, lorsqu'ils développent le succès de leurs entreprises, on les prive brusquement de tout ou partie de leurs moyens, pour porter ceux-ci ailleurs.

Il est pourtant bien évident que cette variété de la manœuvre stratégique a été la caractéristique de la « manière Pétain », puis de la « manière Foch », alors que la « manière Ludendorff » a laissé trop longtemps de suite aux mêmes armées les mêmes moyens : les commandants d'armée allemands ont été sans doute moins troublés que les nôtres dans le développement des missions reçues, mais ils n'ont abouti qu'à creuser des poches profondes, à base insuffisante, avec des voies de communications dont le rendement ne pouvait pas être proportionné aux effectifs engouffrés dans la poche ; ils n'ont ainsi ébranlé le front que sur peu de points à la fois et cet ébranlement s'est presque toujours, après la formation de la poche, transformé en une menace pour leur propre sécurité. Chez les Français, au contraire, puis chez les Alliés, le général Pétain et le maréchal Foch ont constamment changé les groupements et les points d'application de leurs forces, évitant les poches profondes, secouant et brisant l'ennemi sur des secteurs très éloignés les uns des autres.

La valeur des méthodes se juge aux résultats ! L'instrument de la méthode française, c'a été le groupe d'armées. C'est par le groupe d'armées qu'elle a été si souple et capable d'une si grande rapidité d'exécution.

III. — *La direction de la guerre.*

Les différentes armes étant organisées en petites unités et groupées en grandes unités suivant les principes que je viens de résumer, comment le haut commandement en sera-t-il assuré ? Quelles indications peut-on donner, d'ores et déjà, touchant la direction et la conduite de la guerre ?

Nous nous proposons de l'examiner dans deux études que nous entreprenons immédiatement après celle du 5 fé-

vrier : elles seront signées respectivement par le maréchal Pétain le 23 février et le 3 avril 1919.

Notre première préoccupation est de rechercher un système équilibré et logique qui, toutes considérations politiques mises à part, permette de passer sans heurt de la paix à la guerre. Souvent, dans l'expression que nous donnerons à notre pensée, nous dépasserons les possibilités compatibles avec notre système actuel de gouvernement : nous tiendrons à les faire connaître cependant, pour que nos législateurs tendent à s'en rapprocher au maximum.

Le point de départ n'est d'ailleurs pas discutable et montre que nous ouvrons largement notre esprit à une transformation de l'état militaire du pays. Voici comment nous l'établissons :

Pour être stable dans le système de paix que l'on cherche aujourd'hui à instaurer, une nation devra donner aux autres l'impression qu'elle peut passer rapidement et simplement du pied de paix au pied de guerre.

A défaut d'effectifs de paix importants, — car il ne saurait être question, au lendemain d'une guerre d'épuisement, d'entretenir une armée permanente nombreuse, — il faudra donc plus qu'autrefois : un commandement et des états-majors bien préparés, rompus à leur rôle et placés en temps de paix, autant que possible, à la place qu'ils devront occuper en temps de guerre ; des cadres abondants, bien instruits et susceptibles d'absorber dans de bonnes conditions les effectifs mobilisés ; un matériel puissant prêt à subvenir aux besoins de toutes les unités à mobiliser.

On peut dire, sans doute, que ces conditions primordiales ont été recherchées de tout temps. Mais il n'en reste pas moins vrai que la nation française avait coutume de compter beaucoup sur sa faculté d'improvisation et sur une tradition séculaire de ruée au danger qui l'avait souvent servie dans son histoire.

Elle sait mieux aujourd'hui que, en s'organisant et en se préparant à l'avance, son rendement en face du danger sera plus sûr et moins coûteux : elle consentira donc plus volontiers, avec le service à court terme, l'effort méthodique d'organisation et de préparation qui est nécessaire.

Les déductions à faire de ces vérités premières sont trop vastes pour pouvoir être présentées définitivement et avec précision : nous n'avons pas d'autre prétention que de les ébaucher.

La plupart des guerres futures seront des guerres d'alliances, mettant en jeu les nations entières, et non point seulement les armées des pays alliés.

Au sommet de la hiérarchie, il faut donc concevoir un « Conseil de commandement suprême des forces alliées ». Ce Conseil comprendra les chefs d'État, les chefs du gouvernement de chaque État, peut-être aussi les ministres des forces terrestres et navales de chaque État. Il confiera le commandement effectif des forces terrestres et navales à un « généralissime des Alliés » et à un « amiralissime des Alliés ». Peut-être y aura-t-il plusieurs généralissimes ou amiralissimes des Alliés, dans le cas d'une guerre mondiale s'appliquant à des théâtres d'opérations n'ayant aucun lien les uns avec les autres : mais ce n'est pas là un principe, et nous ne l'envisageons pas.

Le Conseil de commandement suprême, assisté du généralissime et de l'amiralissime, arrêtera les bases du « plan de guerre des Alliés ».

Il y a évidemment une large part d'utopie dans une telle conception, car jamais des pays alliés ne seront assez étroitement unis en temps de paix pour réaliser cette préparation théorique de la guerre. Il est à prévoir que l'accord ne se fera à nouveau que sous la pression du danger ! Aussi le maréchal Pétain, au texte que nous lui avons soumis, ajoutait-il de sa main les lignes suivantes :

Dans une prochaine coalition, il importe que les ordres du commandant en chef désigné, qu'il soit Français ou étranger, ne puissent être contestés. C'est affaire aux gouvernements de s'accorder d'abord : pour fixer le but de la guerre ; pour désigner l'homme qui reçoit la confiance de tous ; pour lui laisser ensuite la plénitude du choix des moyens propres à atteindre le but fixé. Mais c'est peut-être trop demander à une coalition où des intérêts divergents tendent sans cesse à se manifester, en particulier dès que le succès s'affirme...

Au point de vue national, le principe de la hiérarchie reste le même.

Un « Conseil de commandement suprême des forces nationales » comprendra le chef de l'État, le chef du gouvernement, les ministres des forces navales et terrestres (1). Ce Conseil

(1) Nous n'envisageons pas l'existence ou la création d'un ministère des forces aériennes, car il nous semble que les combats de l'air se livreront toujours

se transformera en « Comité national de guerre » en s'adjoignant tous les ministres chargés de mettre en valeur ou d'exploiter les ressources du pays ou des colonies : le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Marine marchande, du Commerce et de l'Industrie, le ministre des Colonies. Il remettra le commandement des armées nationales à un « commandant en chef des forces terrestres » et à un « commandant en chef des forces navales », avec lesquels il arrêtera les données du « plan de guerre » pour l'ensemble des théâtres d'opérations.

Sur chaque théâtre d'opérations, le commandement incombera à un « commandant en chef des armées » et à un « commandant en chef des escadres ». En ce qui concerne les opérations sur les continents, l'idée nouvelle que nous essayons de faire prévaloir est celle d'un commandement en chef des forces terrestres se superposant aux commandements en chef des armées sur les divers théâtres d'opérations. Cet organe nous a manqué pendant la guerre.

Il doit fonctionner à Paris, ou à proximité immédiate, auprès du ministre des forces terrestres, et jouer vis-à-vis de ce dernier le rôle d'un « état-major général des forces terrestres ». Comme état-major général, il actionnera, au nom du ministre, les services et régions de l'intérieur. Comme échelon supérieur du commandement, il dirigera la manœuvre générale des armées sur les divers théâtres d'opérations d'après les directives stratégiques du généralissime des Alliés.

Une seule volonté, appuyée par les autorités suprêmes du pays, pourra ainsi tendre vers la lutte toutes les forces vives qui doivent y participer : « Une telle organisation réalise vraiment la conception de la nation armée. Il n'y a plus d'arrière. L'arrière est le centre d'instruction et de production des armées. »

La grosse objection que l'on nous fera, nous ne l'ignorons pas, est cette subordination au haut commandement militaire des services de l'intérieur, et notamment de ces direc-

en coopération étroite avec les forces terrestres ou avec les forces navales. Je pense qu'on peut avoir une conception encore plus hardie et prévoir une guerre aérienne conduite, par-dessus les continents et les mers, avec des masses aériennes indépendantes de celles qui coopéreront avec les forces terrestres ou navales.

tions », qui sont immédiatement rattachées, depuis si longtemps, à notre vieux ministère de la Guerre.

Nous y répondons d'avance en soulignant que, d'autre part, nous proposons de subordonner, beaucoup plus qu'autrefois, le haut commandement militaire au pouvoir civil. Si l'on admet que la préparation et la direction supérieure de la guerre soient affaires de gouvernement et que les chefs militaires ne soient que les agents d'exécution techniques du Conseil de commandement suprême, on doit logiquement accepter que, inversement, les chefs militaires aient une action plus efficace sur les services civils.

L'effort doit être unique et national. Mettons les chefs à la place qui leur revient dans la hiérarchie générale, mais ne leur retranchons aucune des attributions qui sont les garanties de leur action.

Le commandant en chef des forces terrestres, agissant comme chef d'état-major général de son ministre, aura donc autorité sur les fameuses directions des armes et services, qui nous semblent devoir être ainsi réparties :

1^o Une direction générale pour chacune des armes combattantes, — infanterie, artillerie, chars, aéronautique, cavalerie (y compris service vétérinaire et remontes), génie, troupes coloniales (si l'on maintient une armée coloniale distincte de l'armée métropolitaine), — et une direction générale des transmissions (le service des transmissions ayant pour principale attribution de souder entre elles, à la bataille, les armes combattantes). Chacune de ces directions aurait une section du recrutement et des effectifs et une section technique (études et commandes pour l'armement, l'équipement, les munitions et le matériel de l'arme).

2^o Une direction supérieure actionnera les grands groupements des services de guerre, savoir :

a) une direction supérieure des fabrications de guerre (répartition des priorités de fabrication, des matières, de la main-d'œuvre);

b) une direction supérieure des ravitaillements et transports (répartition des charges entre les chemins de fer et les convois automobiles, la navigation, les moyens aériens);

3^o Une direction générale pour chacun des services dont le groupement sous une direction supérieure ne s'impose pas : intendance, santé, géographie et cartographie, ordre et police, trésorerie, postes, contrôle.

Cette meilleure centralisation des services de guerre auprès du haut commandement pour l'ensemble des armées françaises allégera considérablement les charges du haut commandement sur chacun des théâtres d'opérations. Celui-ci pourra ainsi s'adonner entièrement à la conduite militaire des opérations.

IV. — *La conduite des opérations.*

Il nous reste à donner quelques indications sur cette conduite militaire des opérations sur un théâtre d'opérations terrestre. Nous voulons nous en tenir aux généralités et, dans une première rédaction, nous essayons d'esquisser une physionomie idéale de la guerre continentale, quel que soit le lieu de son développement. Le maréchal Pétain et le major général estiment que c'est viser trop haut : nous ne pouvons et nous ne devons traiter qu'un cas concret, celui des opérations éventuelles à entreprendre à proximité de notre territoire national et, selon toute vraisemblance, vers notre frontière militaire du Rhin.

Le premier problème qui se pose est celui-ci : offensive ou défensive?

Nous répondrons nettement : *a priori* et en valeur absolue, ni l'une, ni l'autre. Il ne saurait y avoir, en stratégie, de « doctrine » à ce point de vue, puisque nous avons posé en principe que c'est une question de « plan de guerre », c'est-à-dire de « Conseil de commandement suprême ».

Ce plan initial s'appuiera sur des considérations d'ordres divers : politiques, économiques, géographiques.

Le point de vue politique dépend à peu près uniquement du gouvernement.

Dans l'ordre économique et géographique, les avis du commandement militaire devront au contraire peser d'un très grand poids sur les décisions à prendre. En effet, les agglomérations, les ressources du sol ou du sous-sol constituent des richesses qu'il est généralement nécessaire de viser ou de défendre pour le développement général des opérations. Les communications sont d'une importance primordiale, parce qu'elles sont le moyen essentiel de réaliser les manœuvres que l'on envisage et parce que, en les menaçant

chez l'ennemi, on peut empêcher celui-ci de développer son plan. Certaines régions enfin, de plaines ou de montagnes, sont de nature à favoriser ou à entraver l'évolution des armées, à faciliter des engagements de masses ou au contraire à permettre des économies de forces.

Mais ces considérants, quelle que soit leur valeur, ne suffisent pas pour éclairer et justifier le plan. Il faut tenir compte de l'ennemi, peut-être plus qu'on ne l'a fait dans le passé. Nous en donnons l'indication dans les textes ci-après, à la rédaction desquels le commandant en chef a attaché une toute particulière attention, et que je crois pouvoir reproduire sans inconvénients, car ce sont des vérités d'ordre général devenues banales :

Il est bien entendu que le choix des objectifs (de la manœuvre stratégique) ne saurait être uniquement basé sur des considérations territoriales. Il n'y a pas d'objectifs purement géographiques. Et s'il importe souvent de viser certaines régions plutôt que d'autres, rien ne prévaut sur la nécessité de détruire les forces ennemies. D'où l'importance de localiser ces forces avec toute la vraisemblance possible dans le champ des hypothèses basées sur l'organisation politique et militaire de l'ennemi, et les renseignements que l'on a pu recueillir sur les grandes lignes de ses plans de guerre.

Il faut examiner en particulier : la forme probable de son dispositif de couverture et de concentration ; les zones de rassemblement possibles de ses gros et la durée de ces rassemblements ; les fronts sur lesquels il aura intérêt à demeurer sur l'expectative, et combien de temps ; les directions de marche que chercheront à prendre les armées ayant une mission offensive, et dans quel laps de temps.

De ces données, le commandement déduira les perturbations que l'ennemi, s'il était libre, pourrait apporter à l'exécution de la manœuvre générale prévue. Il fixera alors définitivement les objectifs des différents groupements de forces, la forme de leur concentration et décidera de leur engagement pour livrer et exploiter, dans les meilleures conditions, une ou plusieurs batailles à forme offensive ou défensive.

Il ne faut pas faire de mystère ni de secret autour de ces méthodes, et il importe au contraire de les divulguer, pour les rendre familières. Il semblera, à ceux qui liront cette analyse, que je m'appesantis sur des vérités évidentes : les grandes lignes du terrain, les ressources générales du sol,

les communications, prises du point de vue ami, et les mêmes données examinées en ce qui concerne l'ennemi, belles nouveautés en effet ! Tant mieux si l'on est frappé de cette évidence. Car alors nos plans de guerre seront toujours marqués au coin de la « possibilité ». Ils ne seront pas bâtis sur le sable.

Il serait intéressant que l'opinion publique fût également éclairée touchant les premières dispositions à prendre par le haut commandement sur le théâtre d'opérations où il prend ses responsabilités à partir de la déclaration de guerre.

La plupart des lois organiques militaires que l'on discute dans les Parlements s'appuient ou devraient s'appuyer sur ces lumières.

Pendant toute une période critique, — celle de la « concentration », — le commandement ne dispose que d'un système ténu et linéaire : celui des troupes de « couverture », que l'organisation du temps de paix a établies aux avancées du pays. Le moins qu'on puisse leur demander, c'est de former barrage aux vues et aux feux, afin que la concentration ne soit point troublée, d'une part, et que, d'autre part, il soit encore possible de surprendre l'ennemi quand il démasquera ses gros.

En fonction de cette mission minima, les gouvernants doivent en temps utile, au moment où ils définissent le tracé et l'organisation des frontières, envisager les besoins de la couverture en effectifs et en moyens. Il est certain par exemple que, si l'on dispose d'un obstacle formidable et continu, comme le Rhin, et que l'on puisse y installer son dispositif de couverture, le problème se trouvera orienté vers les solutions les plus simples : on n'aura qu'à tenir les passages permanents, à surveiller les points où l'ennemi pourrait entreprendre la construction de nouveaux ponts, à articuler les gros de couverture de façon que leur transport vers les points menacés soit très rapide, à monter un système extrêmement puissant d'aviation de chasse et de défense anti-aérienne.

Là s'arrête, me semble-t-il, le domaine de l'opinion.

J'ai parlé du système de couverture, parce qu'il se trahit lui-même, par l'organisation des régions frontières et par la répartition des troupes.

On peut également, sans violer aucun secret, étudier l'orientation générale de la concentration, qui se déduira en partie du tracé et du débit probable des grandes voies ferrées, de la valeur du réseau routier, de l'existence des quais et des terrains d'atterrissage, etc. Cependant, il est déjà possible de trouver à de telles indications des interprétations erronées ou incomplètes : témoin l'ignorance de la concentration allemande où nous sommes restés longtemps en août 1914.

Pour ceci et pour le reste, nous n'avons donc pas le droit de pousser plus loin notre analyse.

Que feront les masses concentrées par le commandant en chef? S'établiront-elles, comme leur couverture, en front continu? S'accrocheront-elles au sol, profondément enterrées et couvertes par de puissants obstacles? Seront-elles articulées au contraire en grands groupements de manœuvre et s'inspireront-elles de la tradition napoléonienne en l'adaptant aux progrès de la science moderne?

L'infanterie s'avancera-t-elle à poitrine découverte, ou aura-t-elle accentué son évolution vers le cuirassement et vers l'exploitation rationnelle des propriétés des armes automatiques à grand rendement? Pour l'artillerie et les chars, aura-t-on donné la préférence au poids et à la puissance, ou à la mobilité? Les avions seront-ils assez nombreux et capables d'écraser les agglomérations ou organisations qui s'offriront à leurs coups? La cavalerie escadronnera-t-elle?...

Autant d'objets pour nos conclusions, autant de points que nous avons voulu étudier sur les leçons de la guerre, en tâchant de voir quelle sera leur place dans la tactique de l'avenir; autant de sujets sur lesquels il vaut mieux rester discret. Nous tenons seulement à dire qu'ils ont été envisagés. Et nous demandons au pays, avant de fixer ses destinées par une législation nouvelle, de se retourner parfois vers ceux — quels qu'ils soient, chefs, officiers d'état-major ou soldats — qui ont rapporté les lumières du front.

Ode aux violons

A Camille Maclair.

QUELLES affres, quels orages,
O miraculeuses mains,
Nous prodiguent les présages
De vos gestes surhumains!
Quelle grâce déchirante,
Quelle torche vous tourmente,
Ruche ardente de désirs!
Qui, du rêve ou du délire,
Pour l'horreur dont il expire
Nous arrache à nos plaisirs!

Est-ce toi, muse vivante,
Qui terrasses nos genoux?
L'éphémère m'épouvante
D'où déferle ton courroux.
Par le creux de sa venelle
Tu vomis l'âme éternelle

*Aux outrages des déserts;
L'âme qui naît des cadences
Meurt sans cesse aux apparences
D'innombrables univers.*

*Mais, tandis qu'aventurée
Et folle au même degré,
L'âme, de feu dévorée,
Se transfigure à son gré,
Ta lucidité terrible,
De l'esprit, même impassible,
Tire de lourdes rançons;
Le silence n'est pas pire
Que les gouffres de l'empire
Où s'exaspèrent les sons.*

*Rien qui ne tente d'y naître!
Les désirs les plus lassés
Et le vœu de se connaître
S'imaginent exaucés.
Fugitives, mais si pures,
Il surgit tant de figures,
Que, de leurs traits inconstants,
Se forme un dieu qui ressemble
A mon rêve... Que je tremble
De le perdre en peu d'instants!*

*Non... l'enfer que tu composes
Si s'exalte ta fureur,
Ne fulmine que de roses
Et n'inspire point l'horreur;
Lamenté par une flûte,
Le sort du barbare hirsute*

*Fait hésiter mon désir...
Si les joies et les alarmes
Ont pour moi les mêmes charmes,
Muse, lesquelles choisir?...*

*Ainsi l'artificieuse,
De sa peine à mes amours,
Séduisante et sinueuse,
Me réserve ses retours.
Et l'aigreur de dissonances
Ravissant aux vigilances
Les accents de cœurs blessés,
Presse d'une voix tremblante
La déesse qui les hante
De traduire ses penses.*

*Pleurons leur clarté diffuse,
Si le moindre dans l'éther
Se dissipe et me refuse
De perpétuer l'éclair.
En vain leur grâce mobile
Penche une âme de sibylle
Sur les secrets de l'étang;
Aux furtives transparences
Le mensonge des cadences
Ne se mire qu'un instant.*

*Un instant! mais quelle épreuve
Quand l'archet suspend son vol!
Faisant place aux voix du fleuve,
Aux sanglots du rossignol...
Une attente langoureuse
Peuple ma caverne osseuse*

*Des mânes d'un souvenir
Qui suggère... qui devine!
L'agonie assez divine
Pour me tenter de mourir.*

*Ni menaces, ni prières,
Seul, un imminent bonheur.
De contraintes singulières
Faisant fleurir la rigueur,
Il ranime mon histoire,
Il propose à ma mémoire
Par son verbe sans pareil,
La saveur, l'arome et l'ambre,
La chair même! qui se cambre
Dans la gloire du soleil!*

*Que tu passes l'espérance,
Joie au cantique éclatant
Qui te fais de la souffrance
Le messenger triomphant!
Muse inaccessible et tendre,
Qui conquiers et fais entendre
Nos secrets les plus profonds,
Consolatrice du monde,
Lucidité sans seconde,
Pur esprit des violons!*

LUCIEN FABRE.

Choses vues pendant la Révolution russe

IMPOSSIBLE de raconter, voire même de se rappeler ce qu'il y eut d'affreux au cours de quelque affreux rêve. C'est ainsi qu'il nous est impossible, à nous, de raconter ce qui se passe actuellement en Russie : à peine si nous nous en souvenons.

Marchant par les rues de Petrograd et regardant les gens au visage, vous pouvez dire aussitôt : voici un communiste. Ce n'est point tant le fauve repu ou la bête stupide ; non, le signe caractéristique de ce visage est l'ennui, l'ennui transcendant « du paradis terrestre », du royaume de l'Antéchrist.

A Petrograd, les usines ont depuis longtemps cessé de travailler, les cheminées de fumer. Le ciel par-dessus la ville agonisante est limpide, pâlement vert comme sur les cimes. Par les rues, de la neige — une neige virginale comme aux champs. Toutes les boutiques sont closes ; les passants rares ; presque pas d'équipages — seulement quelques automobiles emportant les commissaires et des camions chargés de gardes rouges. Au milieu de la rue, un cadavre de cheval aux côtes mises à nu, dont les chiens s'arrachent par lambeaux la viande saignante. Montés sur leurs chevaux à longs poils, des Baschkirs, au teint jaune, aux yeux obliques, chantent

une mélopée, la même qu'ils chantaient dans les steppes salées de l'Asie centrale.

Il est plus aisé qu'on ne pense de s'habituer à la faim. Pendant six mois, nous nous sommes nourris de pommes de terre gelées, de choux aigres, de pain noir et de paille, — eh bien, nous nous y sommes faits ! Et même nous avons ressenti cette légèreté ailée de l'âme dont parlent les ascètes chrétiens. Jamais nourriture plus succulente que deux morceaux de sucre avec une croûte de pain noir, — un vrai festin.

La peur de la faim est plus atroce que la faim elle-même. Nous vendions tout ce que nous pouvions : habits, meubles, vaisselle, livres, — et nous prévoyions qu'il ne resterait bientôt plus rien à vendre. Quand une livre de pain coûte trois cents roubles et une livre de beurre trois mille, il n'y a pas de fortune qui tienne : la mort est là qui vous guette.

La peur de la faim a fait mourir le grand écrivain russe Vassili-Vassiliévitch Rozanov. Peu de jours avant sa mort, il ramassait des mégots dans les rues.

Le froid est une torture pire que la faim. Un brave homme de fonctionnaire au commissariat de l'Intérieur nous fit parvenir un peu de bois du four crématoire. Il avait promis également de nous envoyer des bûches quand on abattrait les arbres du cimetière. Mais ce bois funèbre ne nous suffit pas. Nous parvînmes à chauffer tant bien que mal deux ou trois pièces ; les autres furent condamnées. Nous gardions sur nous nos pelisses. Regardant ma bibliothèque, je me consolais à l'idée que l'on pourrait brûler d'abord les rayons, ensuite les livres.

A Moscou, les conduites d'eau ont cessé de fonctionner. On a condamné les W. C. ; il est formellement interdit sous peine de mort d'y pénétrer. Les malades vont au grenier et les bien portants dehors. Dans les cours s'accumulent des tas d'immondices gelées. Aucun moyen de les transporter nulle part. Avec le printemps, ce sera le dégel.

Les conduites d'eau qui étaient gelées crèvent. Les murs des maisons s'écroulent. Encore deux ou trois hivers, et des villes russes il ne restera que ruines.

La Russie peut-elle se passer des villes? Pourquoi pas. La Russie est une vaste campagne; or, la campagne n'aime pas la ville: « Vous avez bu assez de notre pauvre sang, — nous vivrons sans vous. » Et ils vivront. Ils redeviendront sauvages, bestiaux, pouilleux, mais ils vivront satisfaits et repus. Quand la moelle épinière est atteinte, l'homme tombe dans l'idiotie. Mais les idiots vivent parfois très vieux avec une santé excellente, ils engraisent. Et si le peuple russe allait devenir ce gras idiot « aux yeux blancs » dont la sinistre apparition effraya tellement Ivan Bounine, bon connaisseur de la campagne russe? Le paradis communiste ne repose-t-il pas sur les épaules de cet idiot comme le ciel sur les épaules d'Atlas?

Qu'est-ce que la Russie? Un désert glacial où quelqu'un erre en quête d'un mauvais coup. Le mot est de Pobiedonostsev.

Des étudiantes de dix-sept ans et de vieux professeurs sont contraints d'aller creuser des tranchées à quinze verstes, par un froid de vingt degrés au-dessous de zéro. Indigné, Gorky a écrit à Lénine; il demande le retrait de pareilles mesures; comme si Gorky n'en était pas l'auteur lui-même, avec Lénine.

Gorky affecte envers Lénine la même attitude d'opposition bienveillante que Souvorine envers Nicolas I^{er}. Gorky et Souvorine, c'est le même personnage bon à tout faire: « A vos ordres. » Chez l'un comme chez l'autre, une âme béante sur le néant, le nihilisme. — Ces deux grands pécheurs ne sont-ils pas plutôt deux grandes pécheresses par l'absolu de leur féminité russe, leur prostitution absolue?

Gorky a fondé une maison d'édition riche à millions des classiques européens traduits en russe. C'est la « Littérature universelle », entreprise de bienfaisance en faveur des écrivains russes qui meurent de faim. Le prix par feuille imprimée de quarante mille lettres est fixé à trois cents roubles de Lénine, trois kopecs tsaristes — soit une livre de pain. Assez pour mourir de faim lentement.

Dissimulé derrière Gorky, le spéculateur Grjebine est en train d'acquérir pour une somme infime toute la littérature

russe. Dans la toile de cette araignée, tous les écrivains russes se débattent comme des mouches.

Un nouveau genre de supplice vient d'être imaginé à Moscou : on fourre l'homme dans un sac rempli de vermine et les poux le dévorent. C'est dans un sac pareil que Gorky a mis l'âme de la Russie. Toutefois, l'Europe se demande si l'évolution progressive est possible du sac à vermine à un régime basé sur le droit.

Les bourreaux chinois vendent dans les marchés en guise de veau la chair des fusillés. Peut-être est-ce une légende. Mais un fait indéniable m'a été rapporté par un témoin oculaire : à l'Institut de médecine expérimentale de Pétersbourg, on prépare le bouillon de culture en faisant passer au hachoir du foie humain. Et l'Europe se demande s'il est possible ou non d'évoluer graduellement de ce hachis humain jusqu'à la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Parmi les communistes russes, il n'en est pas que de féroces ; il est aussi de braves gens, presque des saints. Ce sont les plus terribles. Plus encore que des communistes féroces, il s'exhale d'eux une odeur de viande chinoise.

Tout l'été 1919 ne fut qu'une longue torture par l'espérance. De jour en jour, d'heure en heure, nous attendions notre libération. Lors de l'offensive de Ioudenitch, quand le bruit sourd de la canonnade se rapprochait, nous l'écoutions comme ceux qui, enterrés vifs, prêtent l'oreille aux coups frappés contre le couvercle du cercueil. Tout le monde était fou de joie : on voyait déjà les patrouilles de Blancs par l'avenue Transbalkanique ; dès que se faisait entendre la musique militaire, on sautait du lit le matin, on se penchait aux fenêtres, pensant que c'étaient les premiers détachements des libérateurs. On riait et l'on pleurait en regardant évoluer les avions des Blancs.

Mais la canonnade peu à peu se fit plus lointaine, et finalement se tut. Nous cessâmes d'attendre : nous comprîmes que si l'on avait frappé sur le couvercle, c'était pour mieux clouer le cercueil.

Alors, nous comprîmes que la paix allait être conclue et que l'inévitable politique de non-intervention de l'Europe

dans les affaires de Russie deviendrait une véritable intervention en faveur des bolcheviks. Le mal que l'Europe a fait alors à la Russie ne sera jamais pardonné. Nous ne vous le pardonnerons, et vous-même ne nous le pardonnerez pas.

Quel est le sens de la guerre mondiale, si ce n'est le triomphe du droit sur la force. Mais en concluant la paix avec les bolcheviks, l'Europe consacre le triomphe de la force sur le droit, — un triomphe comme il n'y en eut jamais sur la terre et qui réduit à néant tout le sens de la guerre mondiale.

Au beau milieu de la rue, sous nos fenêtres, une herbe drue d'un vert sombre s'est mise à pousser. Aux jours tranquilles de l'été, l'ébranlement du vent pourra suffire à emporter la transparente touffe de duvet.

Je contemple le ciel bleu comme à travers la grille d'un cachot. — La Russie tout entière est une prison : ce sentiment ne m'a pas quitté un seul instant au cours de ces deux dernières années.

La maison des Invalides est située en face de nos fenêtres. Jour et nuit s'y fait entendre le son d'un accordéon. Si je m'attarde à l'écouter, il me semble que depuis longtemps je suis mort ; que le temps a pris fin et que c'est l'éternité qui commence. Ainsi dans l'Apocalypse : à ceux qui participent de l'éternité, l'ange a juré que le temps ne sera plus. Ennui non terrestre du paradis terrestre, le royaume de l'Antéchrist.

J'ai informé le soviet des députés ouvriers et paysans de Petrograd que je désirais, pour cause de maladie, me rendre à l'étranger. Pour toute réponse : « Ne laisser partir en aucun cas. » Avec l'infinie puissance dont ils disposent sur leurs cent cinquante millions d'esclaves, ces individus ont peur d'une seule et unique voix libre en Europe. Ils me tortureront, me tueront, mais ils ne me lâcheront pas.

Voici une conversation que j'eus avec le brave commissaire qui m'avait apporté du bois :

— S'ils ne me laissent partir, je franchirai la ligne de front.

- Je ne vous le conseille pas.
 - Est-ce qu'on me fusillera?
 - Oui, peut-être...
 - Eh bien ! remettez-moi donc un papier qui m'évite d'être fusillé.
 - Ce n'est pas de notre ressort. La question est d'ordre militaire. Si l'on vous attrape, vous serez pris pour un espion et collé au mur.
 - Que devenir alors?
 - Mais pourquoi tenez-vous à partir? Restez en Russie.
 - Je mourrai de froid et de faim ici. Et puis rien à faire. Je perds la tête à force d'ennui.
 - Nous vous donnerons tout, pourvu que vous travailliez ; écrivez, faites des conférences.
 - Je ne suis pas communiste.
 - Personne n'exige de vous que vous adhériez au communisme. Il ne manque pas en Russie de moyens de collaborer à la culture générale.
- Je me rappelai la littérature universelle de Gorky, « le sac à vermine », et ne répondis rien.

On m'avait proposé de prononcer le discours d'anniversaire du 14 décembre 1825 ; le jour de la solennité, au palais d'Hiver, dans la salle blanche du péristyle, je devais célébrer les martyrs de la liberté russe en face des assassins de la liberté. Si les cinq pendus en question ressuscitaient, on les pendrait, sous Lénine, comme on le fit sous Nicolas 1^{er}.

*O corde à nœuds de Nicolas plus propre
Que les paties de ces singes gris!*

Voilà ce que j'aurais dû dire ; quant à refuser de prendre la parole, jamais ils ne me l'eussent pardonné. Je le savais parfaitement, et ils le savaient bien aussi. Dans le silence de mes nuits d'insomnie, je pesai le pour et le contre de cette alternative, également affreux. Vivre en Russie, c'était la lente agonie physique et morale. M'enfuir — presque le suicide : quelque chose comme descendre par une fenêtre de cachot située à une hauteur vertigineuse, en me suspendant à des essuie-mains joints bout à bout. Et comment fuir en abandonnant les miens ? Que valait-il mieux ? Périr tous ensemble ou me sauver seul ? Faire le choix, peser les consi-

dérations sur la balance intérieure, opter pour la fuite — peut-être était-ce encore plus difficile que de fuir.

Pour les anciens, l'exil équivalait à peu près à la mort. Nous eûmes alors un avant-goût de cette mortelle amertume que nous buvons aujourd'hui à pleine coupe. Vous qui êtes demeurés là-bas, n'enviez point notre sort.

Notre vieille Niania silencieusement s'est mise à pleurer quand je lui parlai de notre évasion, et notre bon vieux chien Afik, en nous regardant elle et moi de ses yeux intelligents, poussa un hurlement plaintif ; on eût dit que l'un et l'autre m'accompagnaient à la mort.

Nos préparatifs d'évasion durèrent près d'une année. Trois fois, il arriva que tout était prêt et que l'affaire manqua au dernier moment. Notre intention tout d'abord fut de franchir les lignes finlandaises ; puis les lignes lettones ; enfin les polonaises. Pendant les derniers temps, beaucoup étaient au courant de notre dessein, des bruits circulaient par la ville et nous vivions dans la crainte perpétuelle d'être dénoncés. Que de peine, quelles bassesses, quelles ruses fallacieuses nous a coûté le papier qui nous permit de quitter Petrograd : une mission de conférences éducatrices auprès de l'armée rouge.

Nous savions que les roubles de Lénine à l'étranger ne vaudraient pas un radis, et que nous ne serions ni plus ni moins que des mendiants, nus comme vers. Mais il ne fallait pas compter prendre avec soi plus de linge ni d'effets que chacun en pourrait porter dans un sac à main. Corvée de trimballer ses bagages et difficulté de choisir entre la paire de chaussures ou le manuscrit précieux ; et quelle adresse de filous à coudre l'argent sous la doublure des habits et des valises.

Trois jours avant notre départ, il fit un froid de 27 degrés et nous ne savions pas si le wagon serait chauffé. Mais impossible dès lors de reculer.

Par un soir rose et gris de décembre, le long des rues dépeuplées, en deux traîneaux loués à raison de deux mille

roubles, nous nous dirigeâmes vers la gare de Tsarskoïé-Sélo. A la gare, dernier meeting avec discours de communistes, concert de divas d'opérettes et chant de l'*Internationale*. Avant le troisième coup de cloche, le porteur engagé pour mille roubles nous lâche au beau milieu d'une foule bestiale de gardes rouges et de mercantis qui s'engouffrent dans le train. Nous n'arrivions pas à transporter nos bagages ; il fallait ou bien les laisser, ou rester nous-mêmes en panne. Deux de nos compagnons étaient déjà montés dans le train ; et la foule qui nous séparait d'eux. Enfin quelqu'un vint et nous aida. Nous parvînmes à nous entasser. Le couloir était bondé de soldats rouges, encombré de valises et de sacs. Quatorze dans un coupé de quatre places avec une atmosphère telle que l'un de nous se trouva mal.

Trois jours de Pétersbourg à X..., un vrai cauchemar. Descentes de commission extraordinaire, interrogatoires, fouilles, arrestations, saoulerie, chants, mots orduriers, disputes, bagarres presque au sujet des places, — manque d'air, obscurité, puanteur, sensation d'insecte rampant le long de votre corps... Mieux vaut ne pas s'en souvenir.

Un grand village près de la ligne du front. La moitié des habitants sont atteints du typhus exanthématique. Nous sommes descendus dans une auberge tenue par un juif, quatre personnes dans la même chambre, à raison de mille roubles par jour. Le contrebandier-aubergiste nous a littéralement écorchés, sachant fort bien pourquoi nous étions là. A X..., il existe une véritable association de contrebandiers qui se chargent de faire passer le front, non seulement aux marchandises, mais aux bourgeois. Comme nous avions d'excellentes recommandations de Petrograd, il nous fut facile de nous entendre. On nous promit de nous transporter jusqu'à Z... moyennant vingt mille roubles. Nous louâmes deux izvozstchiks, lesquels d'ailleurs nous trompèrent en s'abstenant de venir. Nous vivions dans la terreur d'être dénoncés.

Nous avons fait prendre l'air à nos pelisses, échauder notre linge pour nous débarrasser des poux. Mme Z. M... avait de la température. Je craignis qu'il ne s'agît du typhus. La nuit, la malade délira. Il lui semblait monter un escalier

d'une hauteur vertigineuse, dont les marches étaient si hautes, qu'elle ne pouvait les gravir, et cependant il le fallait — sinon elle eût fait un faux pas, et serait tombée dans l'abîme ; et tout au sommet de l'escalier, se tenait un gigantesque pou blanc.

— Quel abandon ! quel abandon ! murmurait la malade.

Jamais je n'oublierai ce murmure. Toute la détresse de l'exil exprimée en deux mots.

Le cocher russe nous a trompés, tandis que le Letton, plus honnête, est venu. Une brise souffla du sud-ouest et le froid se fit moins intense. Nous nous couvrîmes chaudement, nous nous allongeâmes dans un traîneau plat ; et, dans le petit matin encore sombre, à travers les larges rues désertes, aux maisons endormies, nous partîmes avec précaution de peur de nous heurter à quelque patrouille de gardes rouges. Quand nous eûmes franchi le poste de garde, que le vent souffla de l'immense plaine neigeuse, et qu'ensuite par le petit bois de sapins une odeur de résine s'exhala dans l'air printanier, je ressentis une telle allégresse que, pour cela, il eût valu, semble-t-il, de risquer la mort.

Alors seulement, je compris que je ne m'étais pas trompé dans mon choix, que j'avais bien accompli ce qu'il fallait : mourir, mais rester libre.

Par des sentiers perdus en pleine forêt, parfois même en l'absence de tout sentier, sur la couche de neige intacte, nous cherchions à atteindre le village de N... — notre dernière étape avant le front polonais. A N..., le Letton nous remit à un contrebandier polonais, qui lui aussi faisait passer le front aux fugitifs. Ce garçon niais, à l'air poltron et égaré, ne nous inspirait guère confiance. Vers le soir il fit une reconnaissance et rentra tard dans la nuit, en déclarant qu'il était dangereux de partir : des patrouilles étaient postées sur la route. D'autre part, il était dangereux de rester : on perquisitionnait dans toute la localité. Nous résolûmes de partir.

Lorsque, franchissant la dernière maisonnette où aurait pu se trouver quelque poste, le cocher tourna anxieusement la tête vers celle-ci — nous aussi nous y jetâmes un regard :

n'allait-il pas soudain paraître une lumière à travers les vitres obscures ; par cette porte, n'allait-il pas surgir des gens armés de fusils ? Nous savions que si nous tombions entre leurs mains, mieux vaudrait être fusillé sur-le-champ que de subir la lente torture d'un jugement dérisoire. Dieu merci ! nous passâmes !

A la faible lueur des étoiles, par la plaine obscure, couverts de neige, nous recommençâmes à contourner les frontières, sans route tracée, nous enfonçant parfois dans la neige et ayant à passer encore devant deux postes, à N... Enfin, ces postes aussi furent franchis. Nous pénétrâmes dans la forêt par un sentier si étroit que les branches de sapins vêtues de neige nous frôlaient le visage en passant de leurs grosses pattes blanches duveteuses.

Encore un village. Le dernier. Lorsque à l'entrée nous nous vîmes entourés par une foule de paysans, le cœur me faillit. Si l'on allait crier : halte-là ! Mais ils regardèrent avec curiosité, en silence, et nous laissèrent passer. Plus tard, nous apprîmes que, dans le même village, peu de temps auparavant, les paysans avaient tué plusieurs réfugiés après les avoir complètement dévalisés.

Une steppe de neige déserte. Voici le sentier vers R... Les poteaux télégraphiques, dont les fils résonnent mélancoliquement. Un vent glacial, coupant comme un couteau. Pour ne pas geler, nous nous étendîmes au fond du traîneau, la tête enfouie. Soudain au bout de la plaine blanche, des points noirs apparurent : c'était le front polonais.

- Qui êtes-vous ?
- Réfugiés russes.
- D'où venez-vous ?
- De Petrograd.
- Où allez-vous ?
- A Varsovie, Paris, Londres.

Un légionnaire de Posnanie fit un signe, une porte cochère s'ouvrit, et nous franchîmes la ligne sacrée qui séparait ce monde-ci de celui-là.

DIMITRI MEREJKOWSKI.

Aimée Collinet

(ROMAN)

PREMIÈRE PARTIE

I. — Un enlèvement.

Du jour où un camp d'aviation fut établi dans le voisinage de leur maison d'exil, la vie de la famille Collinet se trouva bouleversée. C'avait été une vie obscure, quiète et comme ramassée sur elle-même. Pendant les mois, les années les plus tragiques de cette guerre, quelques personnes ont ainsi vécu dans un engourdissement complet. Plus tard, peut-être nommeront-elles bonheur, ce sommeil factice où se fixe pour elles, dans une immobilité de tout l'être, le souvenir confus d'heures sans émotion ni pensée. Chassé du littoral belge, au moment où ils s'y installaient avec leur petite-fille, pour quinze jours de villégiature, perspective caressée de longue date, emporté en Angleterre dans le tourbillon de ces réfugiés fuyant l'invasion, le ménage Collinet-Debarsy, vieilles gens de Stavelot, se trouva installé aux environs de Londres, entretenu et laissé à lui-même pendant savait-il combien de temps?

Antoine Collinet, notaire honoraire, eût pu constater, à l'usure de sa redingote, que cette installation en exil ne datait pas d'hier. Sa femme, experte à garder les anniversaires, par deux fois, avait repassé sur le calendrier de 1914, qu'elle n'avait pas renouvelé, les dates de naissances fêtées au pays : celle de son mari, celle de son fils unique demeuré là-bas, et dont on n'avait jamais eu de nouvelles, de la cousine à héritage qu'on s'était félicité d'avoir emmenée sur le littoral, mais qui ici devenait encombrante, celle enfin de la petite Aimée, fillette au départ et que ses parents continuaient à traiter comme telle.

Pour Hortense Debarsy, aucune des vicissitudes de cette étrange aventure ne lui faisait perdre le sentiment de son importance. Elle savait bien qu'on ne lui avait demandé de se joindre aux cousins Collinet que dans l'espoir qu'elle paierait une partie du séjour à la mer. Roulée avec eux dans la vague qui les jetait tous sur la rive étrangère, elle continuait de revendiquer la royauté attachée, dans la petite ville wallonne, à sa situation privilégiée de parente riche et célibataire.

Mais ce matin-là, un matin d'août 1917, il se passa une chose nouvelle et insolite. On vit Hortense quitter le jardin où elle s'attardait à picorer, comme une vieille poule, les groseilliers, entrer dans la maison, traverser le salon et gagner la cuisine. Elle s'assit brusquement sur la chaise en face de l'appareil à gaz, où chauffait un café sans parfum ; au bout d'une minute elle s'en versa une tasse, qu'elle but à petites gorgées. Puis elle demeura assise un long moment en hochant la tête. Enfin elle articula lentement :

— Voilà où nous en sommes !

La phrase ne quitta pas ses lèvres, répétée à satiété avec une vertu d'apaisement à la fois et de navrance.

Antoine Collinet, promenant son désœuvrement le long des plates-bandes en désordre, reçut à bout portant de la bouche de sa femme l'explication d'une scène qui couvrait depuis quelques jours.

— J'ai remis Hortense à sa place. Elle n'a aucun droit de me chahuter. Nous sommes tous des gens ruinés. Il faut qu'elle comprenne que son autorité est finie.

Juliette Collinet, fort excitée, brandissait la houe avec laquelle elle avait sarclé le champ de pommes de terre formant le fond du jardin contre la haie, par-dessus laquelle on découvrait une large plaine à demi couverte de baraquements. Elle portait des gants noirs usés. Son visage était énergique, une moustache grise ombrait ses lèvres.

— Mais il ne faut pas oublier qu'elle est la marraine de la petite, que nous avons toujours compté sur elle pour sa dot ! fit le vieillard.

— Non. Tout ça ne signifie plus rien. Aimée doit compter sur elle-même et chercher à gagner sa vie. Elle le sait bien. La petite a des idées. Toi-même il faudrait songer à t'employer. Nous ne pouvons pas continuer à vivre de la charité anglaise. Je me charge bien du jardin qui contribue à nous nourrir. Mais Hortense doit faire la cuisine... C'est la guerre.

Et la bonne femme s'en fut à son travail avec une énergie dont on n'eût point cru capables ses bras dodus et ses larges reins ceints d'un tablier en toile de sac.

Antoine, non convaincu, reprit sa promenade. Il portait des pantoufles en tapisserie et marchait à petits pas. D'un élan il repoussa la suggestion de sa femme. Travailler, lui, un ancien notaire, et à quoi ! Et puis, la Belgique avait sauvé le monde. On pouvait bien, par reconnaissance, loger, nourrir et laisser tranquille le ménage Collinet.

Debarsy. Il s'appliqua à tenir exactement le milieu du chemin. De temps en temps, il se passait la main sur le menton d'un air pensif. Mais il ne pensait absolument à rien.

Un vrombissement emplît l'air qui lui fit lever la tête et aussitôt après baisser les épaules avec un frisson. Un large avion passait bas dans le ciel, rasant presque la cime des peupliers d'Italie à l'extrémité du jardin. Il venait de s'élever de la plaine voisine. Son élan l'emportait jusqu'aux nuées où il allait disparaître. A une fenêtre du premier étage, une silhouette apparut et se pencha à mi-corps, les bras levés vers le ciel en un geste familier. Au moment où l'oiseau humain piqua dans l'ouate d'un nuage, la main frôla les lèvres et quelque chose comme un baiser s'esquissa, aussi léger, aussi aérien que le vol de l'avion.

Pendant le déjeuner, il ne fut pas question de l'escarmouche entre les deux femmes. Mais au dessert Aimée déclara :

— J'ai trouvé une place. Deux livres par semaine et mon abonnement payé jusqu'à Londres. J'entrerai lundi.

Juliette Collinet cria :

— A la bonne heure !

Antoine ouvrit de grands yeux effarés. Mais Hortense fit, avec moins d'assurance qu'elle ne pensait y mettre :

— Tu es trop jeune pour voyager seule et ta santé ne supportera pas la vie enfermée.

Le rire de l'enfant éclata comme un trille :

— J'ai dix-neuf ans depuis le 5 août ! Je me porte comme un charme et je serai libre tous les samedis à une heure. Il n'y a plus que des femmes dans les bureaux et elles gagnent ce qu'elles veulent, une fois qu'elles sont au courant. Et puis, c'est fini d'être une petite fille. Je veux, moi aussi, gagner la guerre !

— Oh ! gagner la guerre, nous en sommes loin... Et du train où vont les gens de ce pays...

C'était Antoine qui venait de parler. La réplique ne se fit pas attendre :

— Ce sont des gens qui font les choses à leur aise, mais qui les font à fond... Ils s'entendent à rendre malgré tout la vie gaie. C'est la bonne manière... Que sert de prendre la vie au tragique ? La guerre est la guerre. Prenons-la comme elle vient et tirons-en ce que nous pouvons.

La profession s'acheva sur un air sautillant sifflé par des lèvres décidées. Les trois vieilles gens de Belgique se regardèrent et se turent. Juliette Collinet détourna la conversation :

— Avez-vous vu qu'il y a un troisième rang de hangars ? Je serais curieuse de savoir combien ils vont avoir d'aéroplanes.

— Je le sais. Deux cent vingt-deux en tout. Les plans sont prévus pour ce chiffre. Pinner va devenir un grand centre d'entraînement pour les deux mille pilotes que le nouveau ministre de l'air a décidé

de former parmi les troupes de l'Angleterre et des Dominions. Tous les services auxiliaires seront confiés à des femmes. C'est là que j'espère arriver... En attendant je suis envoyée comme « typiste » pour la correspondance franco-anglaise à Londres. J'entrerai lundi.

Avant que le grand-père Collinet, demeuré bouche bée devant les déclarations de sa petite-fille, eût trouvé un mot pour traduire les mouvements entremêlés d'admiration, de scepticisme et d'ahurissement qui soulevaient l'écorce de son âme paisible, Aimée bondit sur ses pieds. Trois coups de corne d'auto ponctuaient, au dehors, le frémissement d'une motocyclette. Comme si un interlocuteur nouveau fût entré dans la salle, la jeune fille répondit en anglais :

— Me voici, boy ! C'est bien de ne pas oublier votre promesse. Je suis à vous jusqu'à ce soir. Le temps est prometteur. Nous pourrons faire une longue course.

Et campant sur ses cheveux ébouriffés un feutre mou, elle le transperça d'une longue épingle.

— Tata ! parents, cousine... C'est un ami qui m'enlève. Ne m'attendez pas avant la nuit...

Mme Collinet courut à la fenêtre. Aimée était déjà loin. Assise sur la prolonge de l'instrument, la jupe courte claquant sur les jambes balancées dans le vide, elle faisait corps avec l'officier kaki. Un halo de poussière et de soleil enveloppait l'être hybride qu'ils formaient avec la trépidante machine. La route l'aspira, il s'évanouit. La vieille dame se retourna émerveillée vers l'intérieur de la chambre.

— Comme cela va vite !

Mais Hortense avait résolu de parler tout son saoul :

— Plus vite qu'il ne sied à des chrétiens. Juliette, votre petite-fille court à l'abîme. C'est folie de votre part de la laisser faire et quelle espèce de personne allons-nous ramener à Stavelot un jour ! Est-ce qu'une expérience de ce genre ne vous suffit pas ?

La dernière phrase avait été lancée avec une acuité voulue. Antoine s'effraya de l'allusion.

— Hortense, à quoi pensez-vous ?

— A ce que vous ne devriez jamais oublier ni l'un ni l'autre. Quand on a eu le malheur d'avoir déjà dans la famille une femme qui a mal tourné, on...

Mais la grand'mère s'était levée véhémentement :

— Hortense, taisez-vous une fois encore, une fois pour toutes. Je ne supporterai plus d'allusion de ce genre, je vous l'ai déjà dit. C'est moi qui ai permis à Aimée cette excursion. L'officier canadien qui l'a invitée est un gentleman et c'est la coutume ici que jeunes gens et jeunes filles sortent seuls. Vous et Antoine, vous pensez toujours que vous avez affaire à une fillette. Elle a grandi. Il n'y a qu'elle et moi qui soyons acclimatées. Vous autres, vous vous croyez toujours à Stavelot. Y retournerons-nous jamais ? En attendant, la vie continue...

Mme Collinet, debout et animée, offrait le plus curieux contraste.

Le corsage rouge arboré sur sa vaste poitrine débordait sur une jupe écossaise à carreaux, nettement coupée bien au-dessus des chevilles. Visiblement elle visait à prendre le goût et les allures britanniques. Mais son accent chantant et ses phrases allongées, quand elle voulait les plier aux expressions d'une langue si étrangère à son tempérament, faisaient l'effet le plus drôle. Il fallait l'entendre deviser avec le « grocer », le « chemist » et le tenancier de la « Vanity shop », de « High street », en ce village de Pinner où se prolonge la banlieue rurale de Londres. Hortense et Antoine voyaient seulement dans son évolution une manie dont ils repoussaient l'emprise avec tout leur instinct continental.

L'ancien notaire fit écho à l'affirmation de sa femme :

— C'est une triste vie.

Et Hortense Debarsy traduisit sa nostalgie :

— On aurait mieux fait de rentrer...

Mais sur ce terrain Mme Collinet était intraitable.

— Rentrer? Jamais de la vie. Devenir esclave des Boches, se condamner à végéter dans le silence et l'immobilité. Oui-dà, quand on y est et qu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Mais ne voyez-vous pas la chance qu'il y a à être ici en contact avec un grand peuple, à vivre au cœur de la guerre, de la lutte pour le triomphe de la civilisation?

Lancée, la bonne femme continua longtemps sur ce ton. Toute une littérature dominicale passait par sa voix, absorbée à longues doses en lisant ces journaux où des plumes, expertes à triturer l'âme populaire et bourgeoise, déversent une fois par semaine les plus sérieux et les plus minutieux lieux communs. Au bout d'un certain temps, elle perçut l'étonnement qu'elle provoquait. Elle cessa brusquement avec dédain :

— Mais vous n'avez même pas réussi à apprendre à lire l'anglais...

Et elle sortit. Hortense Debarsy nonchalamment se mit à desservir. La maison était commode et riante. Un confort élémentaire mais réel y régnait, facilitant le service, réduisant au minimum les nécessités domestiques. Par la fenêtre, des perspectives de nature s'encadraient : paysage verdoyant, ondulé et comme enveloppé de soie transparente. Sur la route macadamisée et goudronnée, passaient des cyclistes et des automobiles sans soulever de poussière. Le samedi après-midi emplissait de sa détente salutaire l'âme britannique.

Les vieilles gens, demeurés dans la salle commune, entendirent Mme Collinet franchir le seuil du jardin et fermer la barrière de la route. Ils virent sa silhouette massive longer la haie et disparaître. Hortense ricana :

— Savez-vous où elle va, Antoine? Je vous le donne en mille. Apprendre à jouer au golf! A son âge et dans sa situation, c'est de la folie!

L'ancien notaire montra que plus rien ne l'étonnait. Il s'en fut

retirer d'une armoire une liasse de vieux journaux belges d'avant guerre, soigneusement repassés au fer, mais qui gardaient encore certains plis par où se révélait l'usage qu'on en avait fait, et se mit à les lire. La vieille fille haussa les épaules et murmura entre ses dents :

— Ils sont aussi fous l'un que l'autre, Juliette avec son golf et Antoine avec ses papiers d'emballage. Et moi je n'existe plus. Voilà où nous en sommes.

Mais la pensée de la petite-fille lui revint. Elle se complut étrangement à deviner vers quels lieux l'entraînait son galant compagnon. Ce jeune Canadien, on l'avait vu quelquefois sonner à la porte, pénétrer dans le jardin, échanger quelques paroles. Il était grand, bien découplé, toujours de bonne humeur et en somme fort réservé, presque timide. Il semblait épris d'Aimée et docile à lui obéir. Mlle Debarsy ne se défendait plus de sourire à leur tendre amitié. Mais plus son cœur s'amollissait à l'évoquer, plus elle se sentait encline au blâme et à l'ironie :

— Je vous demande un peu à quoi cela peut mener ? Elle ne reviendrait plus, que je n'en serais pas surprise. Comme la mère, elle se serait fait enlever.

Un message téléphonique, à 9 heures du soir, annonça à Mme Colinet qu'Aimée et son compagnon, ayant eu une panne irrémédiable à trente kilomètres de Pinner, se voyaient obligés de loger à l'hôtel et rentreraient le dimanche matin par chemin de fer :

Un peu ahurie, Juliette prit le parti de rire.

— Heureusement qu'on est en Angleterre.

Et le comique de l'aventure lui parut plus vif en songeant à ce qui en serait résulté dans son pays. La cousine Debarsy y fit écho en prononçant :

— Aimée est compromise.

— Taisez-vous donc. Garçons et filles voyagent ensemble ici. Je suis sûre qu'à l'hôtel où ils sont ils ne sont pas les seuls.

— Vous allez devoir marier cette gamine à ce Canadien.

— Si c'est leur idée, ils nous le diront bien. Mais Guy n'est pas un sentimental et Aimée ne pense pas à se lier. Ce sont deux enfants plus camarades qu'amoureux.

À l'autre bout du fil, le couple soupait gaiement en une de ces auberges avenantes et cordiales devant lesquelles on a toujours envie d'évoquer le relais pittoresque du *mail coach* d'autrefois. Ils firent après souper une courte promenade au village sous les tilleuls tardifs dont le parfum pénétrait l'atmosphère. Leurs propos étaient simples et cordiaux, entrecoupés de silences paisibles. Vers dix heures, l'officier reconduisit la jeune fille. Ils ne se touchèrent même pas les doigts en se souhaitant la bonne nuit. Aimée dormait à poings fermés quand son compagnon gagna une chambre voisine et ayant fumé une dernière pipe se mit au lit pour dormir du même sommeil juvénile et profond.

II. — L'engagement.

Aimée Collinet, depuis un mois, faisait chaque matin le trajet en train de Pinner à Londres (Bakerstreet), où elle grimpait sur l'impériale d'un « buss » pour gagner à 9 h. 30 les baraquements édifiés dans l'étang asséché de Saint-James park. Cette vie était conforme à ses goûts de jeune fille neuve, animée par l'effort d'un peuple puissant et riche et décidé à remporter la victoire. Dans ces constructions fraîches et commodées, bâties, meublées et décorées avec un souci marqué de l'élégance dans la simplicité, rien ne sentait l'ancienneté, le précédent, le formalisme, tout ce fatras administratif que le langage populaire baptise du nom de « red tape » et qui est un sujet de plaisanterie et de récrimination dans les journaux d'opposition ou d'avant-garde. Le nombre extraordinaire de dactylographes et de fonctionnaires trahissait bien quelque prédominance du vieil esprit. Mais l'invasion du personnel féminin et le renouvellement du cadre dans la verdure et les fleurs donnaient malgré tout au public l'impression d'une activité débridée, d'une force agissant en dehors des préjugés et de la parcimonie.

Les jeunes filles écloses comme des fleurs, en cette troisième année de la grande guerre, affirmaient une double ambition : se faire une existence indépendante en entrant dans un service public, usines à munitions, chantiers navals, offices gouvernementaux ; avoir un ami dans l'aviation de terre ou de mer, un de ces garçons élevés au rang de sous-lieutenant sans distinction d'origine et portant sur la manche bleue ou jaune les ailes dorées. Les œuvres de miséricorde et d'assistance étaient laissées à la garde persévérante des femmes, jeunes et vieilles, des autres années qui, obstinées et déjà marquées par le dur labeur, réfugiaient la plupart dans les hôpitaux, les cantines, le travail de la terre, la douloureuse fierté ou l'anxieuse appréhension du suprême sacrifice.

Aimée Collinet, petit Belge anglicisée, se félicitait sans s'en étonner d'avoir atteint d'emblée ce double rêve. Elle avait contraint ses grands-parents à fixer le prix de son entretien et elle leur payait ponctuellement sa pension avec les belles bank-notes neuves et fleurant la peinture fraîche que lui payait l'amirauté. « Je ne suis plus une réfugiée, disait-elle en souriant à sa grand'mère qui, piquée au jeu, ne parlait de rien de moins que d'entrer dans une fabrique de bombes et ne laissait plus de trêve au pauvre Antoine, bien décidé, lui, à continuer à toucher l'allocation du « War refugee's Committee ».

Hortense Debarsy ayant obtenu, sur la foi de ses rentes en Belgique et avec la garantie d'un Stavelotain de marque, un petit crédit dans une banque, n'acceptait plus aucune allusion et s'enveloppait dans le dédain de la femme riche pour les gagneurs d'argent. La jeune

filles, vite débrouillée et experte à la correspondance dans les deux langues, eut bientôt le salaire suffisant pour rivaliser d'élégance et de crânerie avec les plus jolies « clarks » de son bureau. Elle permit alors à quelqu'un de venir la prendre à l'heure du lunch et ce fut vite, entre eux, une habitude de rentrer ensemble par le même train, chaque soir, après la journée dans la ville fiévreuse, vers le calme campagnard de Pinner.

Le « boy » d'Aimée s'appelait Guy Stanhope. Elle l'appelait « Stan », faisant un prénom pour elle seule de la première syllabe de son nom de famille. En quelle province du Canada cette famille occupait-elle un grand domaine agricole et quel rôle jouait son chef au parlement d'Ottawa? C'est ce que la petite Wallonne n'avait jamais cherché à savoir quand incidemment l'aviateur lui avait dit qu'il était de souche rurale et de tradition parlementaire. Elle avait su que la guerre l'avait trouvé à Oxford par une traduction en vers anglais d'une ode d'Horace glissée de son portefeuille un jour qu'il y fouillait pour lui montrer une fleur séchée qu'elle lui avait donnée à leur première rencontre. Il avait été en Égypte avant l'expédition des Dardanelles, mais ses vrais débuts il les avait faits dans les tranchées d'Ypres qu'il prononçait « Wypers ».

Après la prise de Wystschaet, dont il faisait « Witched », où il avait été convaincu qu'il délivrait la Belgique, il avait passé à l'aviation. Ses connaissances géographiques, étendues sur plusieurs continents se resserraient singulièrement aujourd'hui autour des clochers de Bruges dont il commençait à pouvoir dessiner de mémoire les divers profils au clair de lune.

Au camp de Pinner, son expérience de douze mois d'aviation de bombardement lui valait deux galons de plus et la surveillance générale de l'instruction des pilotes. Les loisirs de cette cure de repos avaient amené la rencontre avec Aimée Collinet.

C'était sans intention aucune que la petite réfugiée avait pris l'habitude d'observer par-dessus la haie du jardin les départs et les atterrissages des grands oiseaux dorés. Il fallait la passivité étrange du grand-père et l'obstination voulue de la cousine pour se refuser à s'intéresser à un sport aussi passionnant. Chaque fois que les soins du ménage ou la lecture laborieuse des journaux lui en donnaient les loisirs, Juliette Collinet, que la guerre positivement rajeunissait, rejoignait sa petite-fille. Ce fut en son absence cependant que le commander Stanhope proposa à Aimée, en manière de plaisanterie et en lui adressant pour la première fois la parole à la manière d'un cocher de *hansom-cab* :

— Allo ! lady, avez-vous envie de faire un tour dans les airs?

Sans s'émouvoir, mais le cœur battant, la petite répondit d'une voix claire :

— Quel est le tarif?

— Une tasse de thé et un baiser pour le pourboire...

Ce fut dit avec le plus grand sérieux ; sans attendre la réponse, l'officier s'en fut.

A quelques jours de là, Aimée qui le guettait parla la première :

— Pour le tour dans les airs, j'ai de quoi payer...

On éclata de rire et on s'approcha tout à fait de la haie.

— Il faut encore la permission du commander Stanhope.

— Qui est le commander Stanhope?

— Le plus haut gradé du camp. Un homme important s'il en fut.

— Ah ! Hé bien, demandez-la-lui pour moi.

— Oh ! vous ne l'obtiendrez que si vous lui parlez vous-même. C'est un chef strict.

— Je n'oserai jamais. Il est vieux. Il n'aime pas les jeunes filles.

— Il préfère les jolies et celles qui ont du courage.

— J'ai du courage.

— Vous avez donc deux raisons pour une de lui plaire.

Les répliques s'échangèrent ainsi, du tac au tac, pendant un long moment. Si elles eussent été empreintes du moindre souci de marivaudage, aucun des deux interlocuteurs n'aurait senti à les renvoyer le plaisir franc qui se fondit bientôt dans un double éclat de rire, quand l'officier cérémonieux déclara :

— Je suis le commander Guy Stanhope.

— Et moi, miss Aimée Collinet.

Il résulta de cette présentation spontanée une camaraderie sans équivoque, mais n'excluant point la possibilité d'un sentiment plus tendre. Du premier jour où il pénétra dans l'intérieur des exilés, Hortense vit que l'officier marchait droit à l'amour. Ce premier five o'clock avait été une grande affaire. Antoine parut prendre conscience tout à coup d'un rôle à jouer. Il mit la meilleure des deux redingotes emportées dans sa fuite du pays et fit au commander de grandes excuses sur l'impossibilité où il se trouvait de lui offrir autre chose que du thé. L'officier le remercia sans comprendre ce qui l'affligeait, mais l'ancien notaire voulut préciser :

— Ah ! si j'avais ici ma cave de Stavelot.

Stanhope s'effraya de l'éventualité où aurait pu le mettre l'offre à cette heure d'une dégustation de vin.

Hortense renchérit :

— Juliette, il aurait fallu faire de la blanche tarte...

La vieille dame la rabroua :

— Comme si nous ne mangions pas encore assez de riz !

Non, elle avait préparé de savantes rôties, des muffins beurrés chauds. Si bien que tout à coup très filial et attendri, l'hôte observa :

— Il me semble que j'ai retrouvé ma famille.

— C'est vrai, fit Antoine avec un grand air de pitié. Vous aussi vous êtes un exilé.

Mais Aimée et Guy s'entre-regardaient en souriant. Est-ce que vrai-

ment il était possible de dire qu'ils étaient l'un et l'autre loin d'une patrie? Qu'était-ce alors que ce sentiment qui ensemble leur donnait, ici, dans ce logis d'emprunt, sur le chemin fleuri de la gare, dans le compartiment encombré ou sur le toit du « buss », l'impression d'être si parfaitement chez eux?

La cousine Debarsy avait failli rompre le charme en prenant à part la jeune fille dès ce premier jour :

— Défie-toi, Aimée, cet Anglais est amoureux de toi.

Elle avait répondu avec une sorte de violence :

— A quoi pensez-vous, cousine? Nous sommes si bons amis.

Mais qu'était-ce que ce pincement au cœur qu'elle avait ressenti beaucoup plus tard, le jour où, pressé de questions, Guy avait avoué :

— Nous préparons quelque chose de sérieux. Je ne volerai plus à Pinner.

Elle n'avait pu en savoir davantage. Sans doute l'amirauté défend de rien laisser transpirer des plans ourdis contre l'ennemi. Mais toute la nuit Aimée avait eu des cauchemars. Et déjà elle regardait avec horreur les tours d'acrobate auxquels se livraient, par-dessus l'aérodrome, les pilotes en instance de brevet.

Elle avait obtenu un jour, la promenade aérienne demandée. Le pourboire promis avait été payé. Depuis, il n'en fallut pas tant pour que l'ami reçût la faveur de cet effleurement des lèvres qui n'engage à rien qu'à de l'amitié. Mais Guy avait trouvé des prétextes divers pour ne pas recommencer l'excursion, défendue d'ailleurs par les règlements. Avec une obstination d'enfant gâtée, la jeune fille insistait :

— Pourquoi ne voulez-vous pas? C'est la chose à quoi je tiens le plus. Être là-haut seule avec vous. La première fois, je n'ai pu apprécier. Je vous connaissais à peine. Aujourd'hui...

— Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose pour moi non plus, petite fille. Je vous aime...

Il avait dit la chose simplement avec l'air de rien. Mais Aimée, qui le regarda toute saisie, vit une expression d'infinie tendresse sur son visage rasé et rose.

Guy n'avait pas fait d'interrogation. Mais Aimée n'hésita pas une minute :

— Je suppose que vous savez que moi aussi...

Elle n'acheva pas, la voix étranglée tout à coup. Il la prit par la taille :

— Alors, vous acceptez de m'épouser?

Elle fit oui de la tête. Ils étaient aussi malhabiles l'un que l'autre à déguiser, à raffiner leurs sentiments. Un afflux ingénu et fort d'amour sain gonflait leur cœur. Tout le long du chemin du retour, ils marchèrent enlacés sans presque se dire une parole.

III. — Le grand départ.

— Connaissez-vous ces trois noms?

Guy Stanhope tendit à sa fiancée un bout de papier sur lequel il avait écrit de sa large écriture ronde et un peu tourmentée : « Franquinet, Grégoire, Grandprez. »

— Ce sont des noms de chez nous, grand'père saurait.

— Demandez-lui qui il connaît parmi ceux qui les portent. On en a besoin.

Aimée prit le papier sans questionner plus avant.

Mais dans l'obscurité précoce du soir d'octobre, tandis qu'ils revenaient côte à côte de la gare vers la route, au bord de laquelle le camp faisait suite à la maison, l'aviateur suggéra :

— Ne serait-ce pas amusant si j'allais travailler une de ces nuits dans votre coin de pays?

— A Stavelot? fit Aimée saisie.

— Les nuits deviennent longues et ce sera bientôt pleine lune.

Il riait, mais un bras trembla sous le sien. Il se repentait d'avoir parlé :

— Chérie, nous ne savons pas du tout si c'est nous qui partirons. Et c'est moins dur que le travail du front.

— Alors, Stan, je voudrais être votre femme le plus vite possible.

L'idée du mariage rapide hantait depuis quelque temps l'esprit de la jeune fille. Lui avait-elle été suggérée par le nombre croissant de ces unions célébrées à l'improviste, au hasard des permissions ou des convalescences. Les journaux illustrés étaient pleins de ces visions nuptiales au seuil des églises couvertes de lierre où le couple souriant passait sous la voûte formée par des épées de camarades d'armes ou des béquilles de frères d'hôpital.

Le commandeur regarda sa fiancée avec une gratitude infinie :

— Vous feriez cela, petite fille? Mais moi, je ne veux pas accepter.

— Alors c'est que vous ne m'aimez pas comme je vous aime. Est-ce que ce n'est pas dans l'ordre de s'unir définitivement, alors qu'on est devant un avenir complet? Nous sommes tous les deux cramponnés dans la vie, dans la lutte pour la plus grande issue qui soit. Ce n'est pas bien de rester dans le provisoire, dans la réserve.

Elle traduisait avec délicatesse le vœu de sa jeunesse devant l'éventualité de la mort. Il comprit et accepta avec simplicité.

— Hé bien, si vos parents consentent, ce sera quand vous voudrez, chérie. Il ne faut pas beaucoup de formalités, chez nous.

Dans la nuit tout à fait venue, un mince croissant de lune se montrait dans la direction de Harrow, une buée l'environnait. Les buissons de la route comme d'imperceptibles mains frôlaient le couple étroitement enlacé. Leurs pas étaient feutrés par le grand silence de la campagne, plus impressionnant et rigoureux de s'appuyer sur la

vague et confuse rumeur que la ville immense continuait à faire dans le lointain.

Aimée Collinet ne parla aux siens du projet arrêté entre Guy et elle que lorsque tout fut prêt. Le chapelain catholique de Pinner et le registrar, vu les circonstances, acceptaient pour véridiques les dires des jeunes gens dont les pères et mères étaient inaccessibles. Guǎ Stanhope, non-conformiste, ne voyait aucune difficulté de conscience à être marié à l'église catholique. Ses compagnons de l'aérodrome n'attendaient qu'un signe pour lui faire une sortie enthousiaste et chaleureuse qui lui vaudrait toutes les noces de temps de paix. Aimée avait trouvé dans les grands magasins de Londres autant de modèles tout faits de « Wedding dress » qu'elle en pouvait souhaiter. Mais à qui parlerait-elle d'abord, de ses grands-parents Collinet ou de la cousine Hortense ?

Antoine voyait d'un œil nouveau Stanhope depuis les renseignements qu'il lui avait fait demander par sa fiancée. Cet appel à sa compétence le tirait de la médiocrité humiliante où l'exil le ravalait.

Il avait dressé une liste méticuleuse de tous les Grégoire et de tous les Grandprez qu'il connaissait, avec des notes biographiques et même, anecdotiques en marge. Quand Aimée lui avait transmis les remerciements et les compliments de l'amirauté, l'ancien notaire s'était redressé et depuis ce jour il ne parlait plus que de la victoire prochaine et certaine.

Le nom de Franquinet l'avait embarrassé davantage. Il avait demandé un délai et s'évertuait à tirer de sa mémoire les images associées à un nom aussi peu évocateur à ses yeux. L'officier, toujours par l'entremise d'Aimée, dut préciser :

— C'est un homme de la frontière allemande. Il a ramassé un de nos pigeons et, en répondant à la question posée sous l'aile, il s'est offert à nous aider. Nous ne le connaissons pas. Les autres, nous le savions déjà, sont des gens connus de Stavelot et travaillent pour nous depuis longtemps. Ce sont des gaillards magnifiques et ils risquent leur tête. Celui-là paraît à même de faire davantage, mais peut-on s'y fier ?

« Un homme de la frontière allemande » ; Antoine Collinet fut illuminé. Parbleu, oui, c'est un nom de Malmédy, un de ces noms qui à eux seuls attestent la survivance wallonne dans cette pointe avancée du germanisme. Le pays lointain, à demi effacé hier par tant de surcharges imprévues apportées par les misères de la guerre et du long expatriement, se mettait à revivre. Voici ses collines ardennaises baignées d'une lumière précise, durcies contre un horizon rendu solide par l'air le plus vivifiant.

— Qu'as-tu, Antoine ? observa Juliette Collinet, fort absorbée dans un article de Mr Bothommeley. On dirait que tu as envie de te promener. Il est un peu tard pour sortir et c'est l'heure d'aller se coucher.

— Feïe, fit le vieillard, subitement rajeuni et revenant à la tendre

appellation de leurs jeunes années, Feïe, ce serait bon de s'en aller du côté de Wanne où la promenade est si belle. J'aimerais aller aussi un de ces dimanches revoir un curé que j'ai bien connu jadis quand je chassais du côté de la fagne prussienne et qui parlait wallon en chaire quand les Allemands voulaient l'empêcher de prêcher en français.

— Mais mon pauvre ami, dit sa femme effrayée, tu déraisonnes. Nous ne sommes pas près de voir la guerre finie, et les Boches en ont fait bien d'autres depuis.

— Oui, mais ils ne comptent pas sur ce qui les attend dans l'air. Aimée en sait quelque chose. Il vaut mieux se taire. Petite, dis à ton ami que je crois bien pouvoir garantir le Franquinet... Ah ! ah ! tout de même, Malmédy ne peut pas rester allemand.

Hortense, à qui on n'avait rien demandé, intervint aigrement :

— Oubliez-vous, Antoine, ce qu'on dit à Stavelot des gens de l'autre côté de la frontière ?

— Ce sont jalousies de tanneurs. On ne s'aime pas, c'est entendu. Mais on a vécu ensemble il y a cent ans. On est Belge, c'est moi qui vous le dis.

Il n'y avait pas à reconnaître le vieux Collinet. Il marchait de long en large à travers la chambre, ouvrant et reboutonnant sa redingote, redressant sa taille et laissant éclater une voix d'ordinaire assourdie. Juliette le regardait avec une surprise indicible. Pour elle les murs, l'ameublement, le journal qu'elle déchiffrait, son propre accoutrement et les sonorités anglaises dont bourdonnaient ses oreilles mettaient devant la singulière animation de son époux un écran définitif.

Aimée, ravie, suivait avec avidité les paroles de son grand-père. Elles se prolongèrent sur le même thème, inépuisables, resserrées, ramenant le discoureur aux palabres infinies de la vie locale. Vraiment il ne lui manquait qu'un verre à portée de la main. Il conclut avec éloquence :

— Je vous le dis à tous. Nous rentrerons plus vite qu'on ne le croit. Rien ne sera changé, si ce n'est que nous aurons appris ce que c'est que d'être un grand peuple. Ici nous ne sommes rien, c'est entendu, et on ne le sait que trop. Tout de même, c'est quand nous serons rendus à nous-mêmes, indemnisés, agrandis, que les gens d'ici sauront que la victoire est acquise. Avant ça, ils ont beau se démener, dépenser de l'argent, sacrifier des soldats, c'est comme si rien n'était fait... Mais moi, à partir d'aujourd'hui, j'ai confiance.

Impressionnées, Juliette et Hortense se taisaient. Aimée, hors d'elle-même, vit le moment favorable ; elle s'écria :

— Grand-père, alors, il faut me laisser épouser tout de suite Stan. Il est de ceux sur lesquels on compte le plus. Nous nous aimons. J'ai promis que nous serions mariés dans huit jours !

L'enthousiasme du vieillard tomba instantanément. La perspective du retour au pays réduisait l'anglicisme de Juliette et la rendait à mille préjugés. Hortense s'enhardit à prononcer :

— Ce serait de la folie ! On ne se marie pas comme cela.

La petite fille dut l'emporter de haute lutte. Que lui importait à elle, les convenances et les habitudes ! Il s'agissait bien de cela. Stan pouvait être tué. Il devait commander plusieurs de ces expéditions nocturnes qu'on préparait, disaient les journaux, sur les villes du Rhin et qui aboutiraient un jour à bombarder Berlin. Il ne lui avait rien dit, rien demandé. Mais c'était elle qui voyait clairement son devoir. Elle ferait comme les autres petites épouses. Ayant tout donné à celui qui risquait tout, elle prendrait mieux sa part du grand effort collectif...

La voix jeune ne put que se briser dans un sanglot. Elle avait exprimé comme elle avait pu cet élargissement d'une âme auquel, à son insu, l'amour le plus simple l'avait menée par la perspective acceptée du sacrifice. Mais il ne fallait pas aller au delà de son rêve où une si forte, une si bienfaisante certitude d'être épargnée secondait l'élan de la jeunesse et de l'amour.

Entre ses larmes, Aimée répétait :

— Je veux être sa femme, et Dieu me le gardera.

Les vieilles gens demeuraient autour d'elle silencieux, atterrés et émus. Antoine n'était plus qu'un homme las, impuissant à agir et ballotté par des impressions contradictoires. Juliette voyait de plus en plus se renforcer le mur qu'elle avait cru renverser de tout ce qui en Belgique s'opposait à une telle union. Hortense se sentait des réserves de sarcasmes et d'ironie. Mais tous trois aimaient infiniment la petite fille dont une mère infidèle et un père malheureux leur avaient laissé la garde. Parmi leurs baisers mouillés de larmes, elle emporta la permission de faire à sa guise et s'endormit dans la perspective enchantée d'être, sous l'éclair des épées et dans la pluie des fleurs, Mrs Guy Stanhope.

Il y a toujours en Angleterre, comme dans tous les pays du monde, des gens pour s'intéresser et prêter leur concours à un mariage. Qu'est-ce, lorsqu'il s'agit d'un brillant officier d'aviation et d'une radieuse jeune fille ? Revenant sur l'acquiescement spontané de la veille, les vieux Collinet avaient dit :

— Évidemment, nous ne pouvons nous occuper de rien.

Hortense avait renchéri inutilement :

— C'est un mariage qui n'en est pas un pour nous.

D'ailleurs, tant de choses leur parurent insolites dans la cérémonie elle-même qu'ils n'eurent aucun effort à faire pour se confirmer cette impression d'un événement hors de leur portée, étranger et tout artificiel. Il eut lieu à 8 heures du matin, ce qui enleva à l'ancien notaire le regret de n'avoir point d'habit noir et aux deux Stavelotaines le chagrin de n'être qu'en blouse de soie et en jupe de drap,

avec des chapeaux sans plumes ni ornement. Sans doute, une profusion de chrysanthèmes blancs couvrait l'autel, et l'harmonium, tenu par les doigts experts d'une véritable artiste, soutint d'accords majestueux les chants à trois voix d'une chorale improvisée parmi les soldats en traitement dans un hôpital voisin. Et tous les subordonnés et camarades du commandant étaient là, décidés à la joie et à l'enthousiasme. Un lunch charmant fut offert aussitôt après dans le hall confortable de « Blythwood » par un ménage inconnu mais désireux de faire, en mémoire d'un fils tué sous Ypres en 1915, quelque chose pour cette union romanesque.

C'est de cette maison que Juliette Collinet ramena avec mélancolie, serrée dans une enveloppe de papier fin, la souple robe blanche échangée avant de partir contre un costume tailleur, par celle qu'aucun des exilés ne pouvait se résoudre à appeler Aimée Stanhope. Antoine, tout au souvenir des égards dont il avait été l'objet, répétait pour se donner du courage :

— Ça c'est en somme bien passé.

Mais Hortense insinuait, rebelle à traduire l'émotion dont la cérémonie religieuse l'avait envahie :

— Combien de temps cela peut-il durer?

Tous trois se refusaient pourtant à exprimer la pensée qui les dominait, celle de la mort à quoi infailliblement ce mari d'un jour semblait être voué.

Emporté par la course frénétique du *side-car* étroitement adapté à la motocyclette de Guy, Aimée s'abandonnait avec une joie infinie au contentement d'avoir atteint son but et d'être désormais pour toujours liée au cher Stan. Ils avaient cinq jours de liberté pendant lesquels ils auraient le droit de croire que la guerre n'existait plus. Ils n'allaient vers aucun site frivole ou célèbre. A trente kilomètres de Pinner, cette auberge les abriterait, où un hasard, alors qu'ils venaient de faire connaissance, les avaient forcés de prendre gîte. C'était dans un pays de hauts bois de hêtres, dominant la vallée d'une mince rivière inconnue. Ils commencèrent par courir les bois et la vallée en véritables enfants. Le bruit de l'eau sur les pierres faisait écho à leurs rires et étouffait la sonorité de leurs baisers. Le rutilant automne n'avait jamais été un plus sûr complice pour leur glorieux bonheur.

Mais le soir, quand Aimée avait commencé de dénouer sa chevelure à la clarté douce du ciel, où la lune était pleine, pourquoi ferma-t-elle brusquement la fenêtre et tirant farouchement les rideaux, se jeta-t-elle au cou de son mari avec une frénésie douloureuse? Trop habitué ou indifférent, lui n'entendait pas, ne voulait pas entendre le cri strident de la sirène qui, à vingt milles à la ronde, prévient de Londres les habitants des campagnes de l'imminence d'un raid ennemi...

Les « gothas » vinrent sur l'Angleterre quatre nuits de suite. Était-ce le prélude d'une offensive régulière? Cela facilita aux jeunes époux

le choix d'un appartement à Londres après cette courte lune de miel. Ils purent trouver les trois pièces qu'ils désiraient, tout en haut des « Queen Anne Mansions » qui déparent de leur masse élephan-tesque la perspective du quartier de Westminster. C'était à proximité de leurs bureaux respectifs. A part la joie de ce foyer, rien n'était changé en effet à l'existence de l'aviateur et de la typiste. On parlait de plus en plus des représailles préparées contre l'Allemagne, justifiées à présent aux yeux des pires champions d'une guerre « propre » et d'une paix « honnête » par les incursions aériennes ennemies. Guy Stanhope n'en parlait jamais et Aimée avait à présent les plus fortes raisons de respecter son silence. Elle savait bien qu'il ne dirait rien ; que le jour où il partirait, elle ne le saurait pas et qu'il n'y aurait pas d'adieux. Du moins avait-elle, voulait-elle avoir, la certitude qu'il y aurait un revoir et, en attendant, chaque minute de leur intimité se chargeait pour elle, à cause de cette ignorance du jour et de l'heure d'une ardeur infinie...

Était-ce une invitation à s'y préparer que les absences faites par le commander sur divers points de la côte ? Elles ne duraient guère plus de deux jours. Aimée s'évertuait à les supporter sans rien changer à sa vie. Elle avait fait connaissance d'une jeune femme fort occupée à préparer dans un entresol de Victoria Street, la « land army », ce recrutement volontaire de jeunes femmes pour les semailles prochaines, car les derniers fermiers ayant échappé à la conscription en raison de la mise en culture forcée d'un certain pour cent de prairies, allaient être appelés. Emily Kippington lui tenait compagnie pendant les premières séparations. Afin d'éviter à Aimée la peine de lui faire signe, elle passait le soir, au moment de la sortie du bureau, devant la grille de Saint-James park, à heure fixe. La femme du commander n'avait qu'à la prendre par le bras et à l'emmener. Elle était toujours prête, souriante et infiniment gaie.

Ce 3 novembre Mrs Kippington avait déjà, contre son habitude, passé et repassé trois fois devant la grille. Elle était en avance, mais paraissait soucieuse de ne point se donner l'apparence d'attendre quelqu'un. Quand Aimée l'aperçut, elle avait eu l'air de fuir. A vrai dire, elle ralentit le pas et se laissa rejoindre juste au moment où un marchand de journaux étalait l'en-tête de l'*Evening Standard*, répétée sur toutes les feuilles du soir : « *Notre première incursion en Allemagne. Karlsruhe bombardé. Trois de nos aviateurs ne rentrent pas.* »

La femme de Stanhope fit bonne contenance. « Je ne crois pas que Stan ait été de l'expédition. Il m'a seulement quittée hier. » Emily eut un sourire plus large et prit simplement la main de son amie. Quand l'ascenseur les eut déposées au palier de l'appartement et que la porte se fut refermée, elle ne lâcha pas les doigts d'Aimée, mais quitta son sourire pour demander gravement :

— Est-ce que je vous ai jamais dit que mon mari aussi était aviateur et que je suis veuve depuis trois semaines ?

Et comme Aimée surprise allait s'apitoyer :

— Alors, n'est-ce pas, j'ai pensé que ce serait à moi qu'il incomberait de vous dire un jour... Et Guy Stanhope aussi l'a pensé... L'avis de l'amirauté est arrivé chez moi sur son ordre... Une des machines qui n'est pas revenue le portait...

Aimée n'a pas faibli, ne s'est pas effondrée en hurlant. Un bras vigoureux la soutient sur lequel elle peut s'appuyer tant qu'elle veut. Ainsi c'est debout que les deux vaillantes veuves, l'Anglaise et la Belge, ont pleuré ensemble le départ des héros.

IV. — De la mort à la vie.

Kippington Manor domine un paysage admirable. Le *weald* du Kent dévale depuis le pied des collines de Sevenoaks jusqu'aux falaises de Hastings à Eatsbourne. Aperçu du sommet de ces *beacons*, où naguère les signaux d'alarme ou de réjouissance flambaient de la mer à la cité, on dirait une succession de vagues feuillues immobilisées dans un océan d'herbages, avec de temps à autre l'écume d'une terre à moisson. Le château est adossé à la crête ronde de la colline. En sorte que, par derrière, on pénètre de plain-pied au second étage. La terrasse, par contre, s'avance dans le vide. On a l'impression d'y planer parmi les rhododendrons qui la bordent.

C'est là qu'Emily a emmené son amie pour faire diversion à son terrible chagrin. Kippington Manor abrite depuis deux ans des officiers convalescents de cet étrange mal, particulier à cette guerre d'explosifs et qu'on appelle le *shell-shock*, l'ébranlement nerveux. La bonté, la simplicité des hôtes, le calme du site, la vigueur de l'air, concourent à amener un apaisement souvent si lent à venir. Il faut à ces névrosés le parfum des fleurs, des musiques douces et de jolis visages empreints de la plus souriante gaieté. L'idée n'était-elle pas baroque d'en rapprocher le deuil tragique de cette femme, hier encore une enfant?

— Vous n'avez qu'à passer matin et soir parmi eux avec un air de courage et de vie. Ils ne demandent pas qu'on leur parle. C'est un effort à vous imposer et vous serez récompensée par le sentiment d'être utile. En peu de temps, vous trouverez la force de reprendre votre besogne. Car, n'est-ce pas, la vie continue?

Et après huit jours consacrés à aider son amie, Emily Kippington retourna à son obscur bureau de Victoria street, laissant Aimée à la garde de ses deux beaux-parents. Lord et lady Kippington étaient aussi âgés presque que les grands-parents Collinet. La mort de leur unique enfant amenait pour eux l'effondrement de beaucoup d'espérances et la ruine d'une chance de survie. Cependant l'Anglaise ne se croyait pas obligée de leur tenir compagnie. Ils avaient leur œuvre de convalescence et d'hospitalisation. Elle retournait à son

travail. Aimée avait éprouvé, pendant les premiers jours, comme un bienfait inestimable, le réconfort d'une douleur équivalente sans doute à la sienne, mais déjà muée en puissance active. Cependant elle connut, après le départ de la veuve, la douceur d'une autre détente. Rien ne lui était plus favorable que l'atmosphère de convalescence respirée à Kippington Manor. Le goût du retour au travail ne lui venait pas. Elles semblaient avoir sombré dans le brusque naufrage de sa vie conjugale, ces ambitions puériles de participer à l'universelle activité guerrière. Combien sourire à des blessés, à des malades, bénéficier de la prévenance attendrie de deux vieilles gens tout en politesse et en grâce désuète, lui paraissait plus normal, mieux approprié à sa détresse, à l'éveil de son âme.

Car Aimée Collinet, dans la paix d'une nature énergique et, malgré l'hiver approchant, empreint d'une magnifique grandeur, s'épanouissait intérieurement. Un bref et violent amour sans complication sentimentale, mais achevé moralement et physiquement, brusquement évolué dans la mort, n'est-ce pas une source de découvertes pour une très jeune âme? Aimée pensait beaucoup au héros disparu, elle le pleurait encore avec frénésie. Son image pourtant se confondait facilement avec tous les visages de séductions que revêtaient pour elle le site, l'humanité souffrante ou bienfaisante et les perspectives d'une vie loin d'être désespérée.

— Je suis comme si j'avais vécu une très longue existence et je découvre pourtant mille choses nouvelles et délicieuses...

Aimée révélait ingénument à son hôte ce qu'elle appelait le premier résultat de sa cure. Le vieux lord, assis près d'elle à la terrasse dans le rayon chaud de midi, se pencha vers elle avec un contentement indicible.

— C'est exactement, madame, ce que j'éprouve moi-même, maintenant que ma carrière est finie et que l'avenir ne devrait plus rien m'apporter.

Sa voix était discrète et confidentielle. Il avait un visage d'une aménité charmante. Tout dans ses manières était cordial, délicat et élégant. Cependant, c'était, pour beaucoup de choses, le fils de ses œuvres. Issu d'un pasteur du Yorkshire, il avait été un pionnier industriel et, par la valeur et la persévérance de ses capacités d'ingénieur, avait réussi à créer une fortune métallurgique dont le domaine de Kippington avait été, et alors que l'homme courait encore le monde, la première réalisation. Aujourd'hui, gardant seulement la gestion de ses bénéfices, il avait opéré ce que beaucoup d'Anglais ont l'art de faire quand ils songent à jouir de la dernière tranche de leur vie : une demi-retraite où une réserve, accumulée aussi, de bonté et d'ingénuité trouve tout le loisir de fleurir.

De la petite veuve au vieil homme d'affaires, il y avait une entente touchante. Lady Kippington plus prosaïque, mais si remarquable maîtresse de maison, n'avait garde de s'en offusquer :

— Nous sommes heureux de faire pour vous ce qu'Emily ne veut pas que nous fassions pour elle.

— Ah ! je n'ai pas son courage. Figurez-vous que cela me paraît affreux de rentrer dans ce bureau de l'amirauté. Peut-être suis-je devenue tout à coup très exigeante et très vieille.

Les deux vieux Anglais rirent de bon cœur. Elle leur paraissait une fleur exquise à regarder, à respirer. Elle était si différente de cette belle-fille trop virile, dont ils reconnaissaient sans doute les mérites admirables et qui demeurerait à leurs yeux la femme d'élite choisie par leur fils, en pleine vogue d'une carrière politique promise à un sûr avenir.

— Si vous voulez faire une œuvre vraiment de charité utile, madame Aimée, fit lord Kippington, vous nous resterez jusqu'à la fin, ou tout au moins autant qu'il vous plaira.

Ainsi s'étant mariée et fiancée sans l'intervention de ses grands-parents Collinet, la jeune Stavelotaine se fixa, sans les avoir revus, pour tout l'hiver dans le château de Kippington.

Le coup fut rude pour Juliette. Une inconnue lui avait fait part de la mort tragique du commandeur. La lettre en anglais avait paru froide et convenue, bien qu'elle contint ce qu'il fallait pour enlever tout espoir et tout doute.

Votre gendre est tombé pour son roi et sa patrie en Allemagne au cours d'un raid magnifique. L'avion qui le portait a été abattu en flammes. Aimée est vaillante et je l'emmène avec moi pour quelque temps chez mes beaux-parents dans le Kent.

Votre dévouée,

Emily Kippington.

Adressez les lettres C/o lady Kippington,

*Kippington Manor,
Sevenoaks (Kent).*

— C'est écrit comme par un banquier, déclara Hortense Debarsy, après que sa cousine eut fait la traduction. Je suppose que nous allons devoir prendre le deuil.

Mais sous le sarcasme, il y avait un émerveillement presque envieux pour la destinée de cette enfant visitée par le plus glorieux malheur.

— Comment fera-t-on en rentrant, pour annoncer le mariage et la mort ? demanda Antoine qui en tout événement voyait la répercussion sociale. Aimée va être dans une singulière situation.

Juliette était en larmes. Plaignait-elle la pauvre petite veuve ou se plaignait-elle elle-même de n'être pas admise à la serrer dans ses bras ? Un mot de la lettre d'Emily l'arrêta : « Votre gendre. » Mais non, ce Canadien ne l'était pas, Aimée l'avait introduit à l'improviste. Tout cela faisait partie de l'artifice de cet exil, de cette acclimatation en Angleterre dont sans doute elle avait été dupe plus que les autres,

elle, Juliette Collinet, avec ses journaux, son sport et son anglomanie ridicules. Elle en était bien revenue. Une violence se levait en elle par réaction, alimentée de cette douleur, de ce malaise qu'elle n'arrivait pas à traduire. Elle éclata tout à coup :

— Cette guerre ne finira donc jamais ! C'est une chose abominable. Ils n'ont pas l'air de s'en douter avec leur Parlement, leur *week-end*, leurs tergiversations continuelles. Nous n'avions pas besoin d'eux, et sans eux la guerre aurait été finie. Battus ou pas battus, on aurait retrouvé son chez soi et cette pauvre petite serait devenue une belle jeune fille recherchée par tout ce qu'il y a de mieux à Stavelot !

— J'en faisais mon affaire, proclama Hortense subitement rendue à son importance.

— Une de mes maisons allait devenir vacante, intervint Antoine. Et longtemps ils continuèrent à chanter alternativement les litanies de ce qui aurait pu être et ne serait jamais plus.

La grand'mère reprit confiance la première. Une idée s'imposa à son esprit, d'abord incertaine, bientôt précisée. Elle jaillit d'une réflexion d'Hortense :

— Heureusement ils ne savent rien là-bas.

— Comment apprendraient-ils ? Pourquoi sauraient-ils ?

— Il faudra bien qu'on leur explique.

— C'est à voir. Ils auront été si loin de tout. Stanhope, c'est un nom qu'ils ne pourraient même pas prononcer.

— Trois semaines de mariage, ce n'est vraiment pas avoir été mariée.

L'idée naissait chez tous les trois. Tous les trois aussi voyaient la réserve. Aimée aurait-elle des espérances ? Ce serait bien problématique.

Juliette consulta l'indicateur de chemin de fer.

— On peut aller et revenir le même jour. J'irai voir cette pauvre Aimée demain.

L'entrevue ne fut un réconfort pour aucune des deux. Larmes et baisers ne pouvaient confondre deux âmes diversement orientées. La grand'mère du moins rapportait chevillé dans son esprit un projet sur lequel elle garda le silence. Pourtant elle faillit se trahir un jour qu'Antoine, demeuré, lui, dans l'équilibre d'une sensibilité qui n'avait rien d'excessif, évoquant le souvenir du disparu, soupirait :

— Ce pauvre et bel officier ! Pas même une tombe, pas même une croix...

Et comme il ajoutait avec orgueil par un retour sur lui-même à quoi les hommes de sa situation sont enclins :

— Après tout, nous aurons eu un héros dans la famille.

Juliette fit vivement :

— Non ! qu'Aimée le pleure et le regrette, je le comprends. Ils furent de tendres amis. Mais on ne peut pas dire qu'elle s'appelle Stanhope. C'est toujours Aimée Collinet.

— Que veux-tu dire?

La vieille femme n'ajouta rien. L'ancien notaire demeura songeur. Ce serait évidemment une question de forme à examiner. Ce mariage est-il valable aux yeux de la loi belge?

Et personne chez les Collinet ne parla jamais plus de Guy Stanhope.

Tout cet hiver-là, comme en beaucoup de milieux belges d'Angleterre, une anglophobie sourde mina le foyer d'exil de Pinner. Il semblait que jamais les brouillards n'avaient été plus fréquents, plus nauséabonds et plus épais. Le climat enserra d'une cangue de rhumatismes la pauvre Juliette qui l'an précédent se croyait apte à faire du sport. Elle fondit, se recroquevilla, devint une chose lamentable et inerte. On la trouva un matin morte dans son lit. Antoine, l'âme en détresse, répéta plusieurs fois :

— C'est une victime de la guerre.

Mais lui-même se conservait étonnamment. Il opposait aux atteintes de l'âge et aux tristesses des temps une force d'inertie plus puissante que tout. La rumeur publique seule lui apprenait les péripéties d'une lutte dont on ne voyait pas poindre la fin. Il n'avait pas le sentiment de sa durée et il attendait simplement qu'elle finît et qu'elle finît bien.

Aimée, qu'on ne tenait guère au courant, fut surprise de l'imprévu de la mort de sa grand'mère. Elle fut frappée plus encore de la médiocrité de l'intérieur quitté par elle huit mois auparavant. Le prêtre qui avait assisté Juliette lui remit un pli cacheté et qui portait cette mention : *A ouvrir quand il sera possible de rentrer en Belgique*. Et aussitôt, elle décida non pas de se rapprocher de ses parents, de vivre avec eux, mais de les transplanter dans son voisinage. Elle découvrit dans la ville même une petite maison ancienne, empreinte du plus pur caractère Tudor, qu'elle loua à l'intervention de ses amis de Kippington Manor. Antoine et Hortense y furent installés avec une servante à bonnet blanc. La petite ville du Kent est par elle-même un centre. Elle a son marché, sa société, ses œuvres de guerre et une tradition historique. Au bout de huit jours, l'ancien notaire déclara :

— On se sent quelqu'un ici.

Et Hortense Debarsy, sollicitée par la « mayoresse » de faire partie du cercle des dames consacrant quelques heures par jour à coudre pour la Croix-Rouge, révéla le secret de son contentement :

— Il n'y a que la province pour mettre chacun à sa place.

Aimée ne songea pas à quitter Kippington. Elle s'était beaucoup transformée physiquement. Presque enfant encore lors de ses fiançailles, maigrie et énervée par la brève flamme de passion de son éphémère mariage, elle se développait dans la vie confortable et paisible assurée par l'affection de ses hôtes. Il n'était pas jusqu'à la présence de six ou sept pensionnaires réguliers de Kippington lodge, ces « énervés de la guerre » auxquels une aile du château était réservée,

qui ne servît le renouvellement de sa personnalité. Elle bornait son intervention auprès des malades, dont le soin était confié à des nurses patentées, à des conversations, à des lectures, à de la musique, à quelques promenades sur le chemin qui borde la crête des collines et offre comme un balcon des vues ininterrompues et sans cesse variées de l'immense plaine. Aucun n'éveillait en elle un intérêt particulier. Ils lui paraissaient d'un type uniforme, et un mal identique dans la prostration et le retour graduel à un équilibre normal les rendait à ses yeux monotones et insignifiants. En réalité, elle leur demeurait distante. Mais elle-même évoluait, s'approfondissait, élargissait le champ de ses préoccupations à découvrir une nature, à connaître des auteurs, à se livrer à des harmonies dont ces pauvres gens n'étaient que le prétexte. L'un d'eux, ayant le goût du romanesque, lui dit en manière de remerciement après qu'elle lui eut lu à haute voix pendant deux jours entiers ce roman de Thomas Hardy, *Tess of Uvervilles*, où il y a une si forte association de paysages et de passion :

— Je suis sûr que dans votre pays vous seriez aussi capable de vivre et de mourir ainsi dans l'exaltation de la terre et du ciel.

Et frappée, Aimée s'interrogea. Son pays? Elle avait quitté Stavelot fillette. Il lui fallait un effort pour évoquer les collines ardennaises. Elle le fit. Est-ce que ce paysage-ci ne le facilitait pas? Dans les sujets de conversation, recommandés par l'éminent psychiatre dont la « station » de lady Kippington recevait régulièrement la visite, il y avait celui-là : description de lieux, de pays, de sites. Et la jeune femme de s'évertuer, depuis ce jour, à reconstituer l'Ardenne, à décrire des promenades sur les bords de l'Amblève, de l'Eau rouge et même de cette Warche qui naît dans la fagne et descend vers la wallonnie prussienne de Malmédy. Elle recourut à nouveau aux souvenirs de son grand-père. Sur ce sujet, Antoine ne demandait qu'à parler. Il encombrait ses descriptions de mille détails personnels. Des noms, des gens apparaissaient, se précisaient. Aimée apprit à connaître les amis, les rivaux, les parents d'une famille que l'exil lui rendait plus proche que n'eût fait le séjour là-bas.

Un officier de haut grade, encore jeune, venu pour se remettre du surmenage dû à un long travail dans l'*Intelligence Service*, s'amusa à la « cuisiner » sur le sujet, moitié par entraînement professionnel, moitié par plaisir de l'entendre parler.

— Maintenant, conclut-il, je sais où je demanderai à être envoyé si on me laisse le choix après la grande offensive. J'avais d'ailleurs déjà quelques renseignements.

Et pour alimenter à son tour la conversation, le colonel Briddle raconta comment les préparatifs de l'attaque sur Verdun furent connus grâce en partie aux renseignements fournis par des habitants de la région de Stavelot, de Vielsalm, de Gouvy, où les Allemands avaient construit en secret des chemins de fer stratégiques.

A nouveau les noms de Grégoire, de Grandprez furent prononcés. Aimée s'émut ; Stan les avait cités lui aussi.

— Les cochons en ont fusillé trois, dont une femme... Mais je ne crois pas qu'ils aient pu se saisir de Franquinet. Voilà un type à qui j'espère bien serrer la main un jour. Il est un peu ce que nous appelons « romantique », mais il n'a pas froid aux yeux. Vous lisiez à mes camarades, l'autre soir, ce livre où l'on a réuni des lettres d'un de nos morts, un de ceux que l'éditeur décore du nom d' « Elisabethans ». J'ai retrouvé, en y pensant, un extrait, détaché par un de mes sous-ordres de Hollande, dans un rapport de ce Franquinet. Qu'est-ce que cela faisait, je vous le demande, dans une note de service ? Mais c'est, à sa manière, un document de vie.

Et avec l'inimitable accent qui explique l'invincible timidité de l'Anglais lettré à parler notre langue, Briddle, ravi de l'intérêt éveillé chez sa jolie interlocutrice, se mit à déchiffrer lentement :

... J'ai établi mon quartier général au cœur d'un bois d'épicéas à cheval sur la frontière allemande. La neige tout cet hiver m'a servi ; car elle n'a presque pas fondu autour du massif rendu ainsi inaccessible sauf pour moi et mes hommes ou plutôt mes femmes, car j'ai été ravitaillé, au moment le plus critique de cet hiver, quand les Boches furent le plus enragés d'avoir été découverts, par des jeunes filles de Stavelot dont je dirai les noms plus tard. Elles remontaient à tour de rôle, pieds nus, malgré le froid, le ruisseau dont la source est dans le bois et ainsi ne laissaient aucune trace. J'ai eu bien des loisirs pour méditer. Ce n'est peut-être pas ce que vous attendez de moi, si je vous donne dans ce qui va suivre quelques-unes de mes réflexions. Mais enfin je vous ai envoyé assez de choses substantielles pour que vous supportiez quelques rêveries. A Malmédy on dit : « le poète Franquinet », mais c'est pour donner une excuse à mes efforts d'avant guerre afin de sauver ce qui nous reste d'attaches wallonnes. Hé bien, justement, je voudrais vous demander si de l'autre côté, pendant que vous vous occupez de battre les Allemands, vous songez quelquefois à ce que vous en ferez quand ils seront battus. Un de vos agents, venu par la voie que vous savez, et que j'ai caché dans mon trou pendant huit jours, m'a soutenu que la guerre était un sport. Le gagnant n'en veut pas au vaincu et lui serre la main après le match. Cette guerre n'est pas un sport. C'est une lutte au couteau contre la bête immonde. Vous pouvez m'en croire. J'ai été, je suis encore un soldat prussien, car ils m'ont embrigadé comme le veut la loi. Un être civilisé ne peut vivre tant que le germanisme est debout. Il n'y a même pas de patrie contre lui, il y a l'humanité. Moi, par exemple, je ne travaille pas pour vous les Anglais, à qui j'envoie mes « tityaux » parce que tout de même vous êtes les plus puissants, ni pour les Français, que nous aimons peut-être ici par-dessus tout, ni pour les Russes dont j'ai en ce moment toute une collection de pauvres diables affamés dans ma cachette, ni même pour nos voisins les Belges que nous ne connaissons pas beaucoup malgré le voisinage et qui ne paraissent pas pressés de

nous réunir à eux. Je suis au service d'une cause qui vit en moi aussi fort que le sang me bout dans les artères quand je guette, à deux pas des sentinelles, le moment de faire sauter un dépôt de munitions. Tenez, il n'y a que la nature où paraît la grandeur de Dieu, qui m'exalte autant. Je passe souvent ici devant un pauvre Christ de bois planté dans la fagne pour rappeler la mort de deux fiancés, qui se sont perdus jadis par un jour de brouillard. Chaque fois, je renouvelle le serment que j'ai fait et qui est tout le secret de mon courage : « Pas de repos tant qu'une force existe qui s'arroge le droit de rendre des hommes esclaves. » Si vous ne la détruisez pas, cette force, après l'avoir abattue, vous n'avez rien fait et tous vos efforts auront été stériles...

La voix de Briddle s'est échauffée au cours de la lecture. Il n'a aucune intention déclamatoire, mais, en lecteur consciencieux, son rêve est de donner toute sa valeur au texte. Du coin de l'œil il a suivi l'effet produit sur Aimée et peut-être son zèle en a-t-il été stimulé.

— Voulez-vous me prêter ce morceau? fit la jeune femme après qu'il eut terminé et qu'un silence eut achevé entre eux l'œuvre mystérieuse du lointain Franquinet.

— Je vous donne l'original. Ce n'est pas une copie. Comme cela n'avait rien à faire avec le rapport de notre homme, j'ai découpé le passage. Il est de l'écriture de l'auteur. Je l'ai eu bien longtemps dans mon portefeuille. Quand j'allais en première ligne pour préparer une reconnaissance difficile, il m'arrivait de le lire ou de le traduire aux hommes. C'est ce qu'ils aiment, car il y a plus d'idéalisme chez nous que ne pensent les gens du continent.

Aimée prit la feuille jaunie, usée aux plis. Une bâtarde pointue, avec des accents et des traits rappelant l'instruction primaire par des maîtres allemands, emplissait quatre feuillets.

— Madame Collinet, fit le colonel j'ai quelque idée que l'aventureux voyage de ces pattes de mouche se termine bien entre vos mains.

Aimée ne sembla point remarquer l'innovation pour cet Anglais de l'appeler de son nom de jeune fille. Briddle continua de le lui donner, en vertu de ce qu'il ne savait lui-même quelle fantaisie. Même aux yeux de ses camarades, elle avait été si peu de temps la femme de Stanhope. Pour eux elle n'était même point Anglaise. Il leur plaisait de découvrir en elle un charme étranger. N'était-ce pas à leurs yeux, plusieurs étant eux-mêmes mariés, une excuse pour lui attribuer une place à part dans leurs sentiments? Car, faut-il le dire? les pensionnaires de lady Kippington étaient tous plus ou moins amoureux d'Aimée Collinet.

— Collinet, répéta à haute voix un des derniers venus et des plus mal arrangés, un amputé dont tout l'être amaigri était possédé d'une fiébrilité nerveuse, Collinet!

Et comme la jeune femme passait près de sa chaise longue, il la tira par la robe.

— J'ai connu une dame Collinet en France, après la bataille d'Arras où j'ai été blessé. Elle m'écrivait quelquefois. La connaissez-vous? On l'appelait à l'hôpital, où il y avait beaucoup de Français, maman Colibri. Elle était belle. Je crois que j'ai sa photographie là dedans.

Avec peine il retirait de la poche de son pyjama ouaté une liasse de papiers, de cartes, de souvenirs dont quelques-uns trop frivoles; Aimée l'aida.

— Voilà, dit-il en dégageant une carte postale à son adresse où il y avait le portrait d'une femme en costume d'infirmière avec, en travers, une signature : « Cécile Collinet. »

Aimée n'a pas répondu à la question posée. Mais remplaçant dans la poche du malade la liasse de souvenirs, elle a gardé la photographie.

Alors, comme c'est l'heure habituelle, entre le thé et le souper, où elle chante et joue dans le hall de Kippington Manor, elle s'est assise au piano et a préludé par des arpèges et des accords à l'audition régulière. Que va-t-elle donner à ces garçons qui leur verse le calme, l'oubli, la diversion et le courage de renaître? Ils ont leurs préférences. L'un dit :

— *The Bing boys* (ce qui est l'opérette à la mode).

Un autre :

— *La Madelon*.

Un troisième :

— *L'hymne à Saül*.

Mais le colonel Briddle, avec sa politesse un peu impérative et son regard pénétrant, s'est avancé vers la jeune femme pour dire d'autorité :

— Mme Collinet va nous chanter un air de son pays.

Aimée est demeurée interdite. Elle va protester. Elle ne sait pas, ou ce sont de vagues refrains d'enfance dont elle n'a pas la musique. Et puis tout à coup devant ces visages inquiets, intéressés et attentifs, elle a pris son parti. Pendant une heure, entraînée par un plaisir croissant qui rosit son joli visage de brune, gonfle les veines de son cou découvert, soulève la ligne ronde de sa poitrine, elle fredonne, scande à pleine voix les cramignons de Liège, de Verviers et de Malmédy : *Ah! Ah! Ah! Diheyy!... ou Harbéyà... En revenant de Chèvremont... Chouk Chouk! Bon Dieu quu fait-i freud!...*

Peu à peu le chœur des soldats s'est essayé à reprendre les rythmes, à y accrocher des bribes de refrain. Et c'est le plus singulier mélange d'harmonie wallonne et de rudesse britannique dans ce cadre insulaire où domine la jeune beauté d'une fille de Stavelot.

HENRI DAVIGNON.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'EUROPE ET LE MIRAGE SOCIALISTE

IL y a quelques mois encore, peut-être eussé-je intitulé cet article *l'Europe et le cauchemar socialiste*, sans attribuer pour cela au cauchemar plus de réalité qu'il n'en comporte, mais les événements se déroulent de telle façon que du tableau monstrueux qui hantait alors l'espèce de sommeil et d'inconnaissable où toute vie humaine est baignée, il ne subsiste plus que des teintes vaporeuses, suspendues vaguement au-dessus de l'horizon des illettrés. Il en va du socialisme comme des comètes. Pendant des années on suppute, à grand renfort de calculs, la catastrophe que produirait leur rencontre avec notre terre, puis, un beau jour, on s'aperçoit qu'on les a traversées, corps et biens, sans s'en douter.

Bien entendu, il ne faudrait pas abuser de la comparaison. Certains astronomes professent encore de la méfiance vis-à-vis du noyau solide, et il convient de réserver, sur le damier de nos anticipations politiques, deux ou trois cases rouge sang, réservées au grabuge et à l'épidémie. La part de la révolution socialiste peut-elle être évaluée plus haut, du moins dans notre Europe occidentale, et spécialement dans notre France, aux puissantes racines bourgeoises, paysannes? Je ne le crois pas. Aussi bien devons-nous tendre à réduire encore ces réserves, attribuées à l'inexpérience et à la sauvagerie, en ne cessant pas une minute le combat intellectuel, social et diplomatique, destiné à nous préserver du fléau. Car le socialisme n'est une « théorie » que

par excès de politesse. Il suffit de regarder autour de soi pour lui restituer son visage. Il s'appelle en réalité paresse, envie, stupidité, ignorance, incrédulité, arrivisme, famine, anarchie, déperdition. C'est dire qu'il possède dans la nature humaine un riche bouillon de culture. Conclusion finale : demeurons sur nos gardes et bien armés.

Si nous voulons maintenant nous demander sérieusement où en est l'Europe vis-à-vis du socialisme, envisagé moins dans la nomenclature de ses écoles et de ses rivalités que dans le bloc de ses tendances générales, le meilleur moyen est encore de poser quatre ou cinq — faut-il dire *principes*, faut-il dire *observations*? — en tout cas, deux ou trois *formules* dérivées de l'expérience, sans nous soucier de les faire cadrer le moins du monde les unes avec les autres. En voici le détail :

1° Le socialisme est en hausse ; 2° le socialisme est en baisse ; 3° l'esprit de réaction contre le socialisme s'affirme puissamment ; 4° le socialisme en action a fait faillite ; 5° le socialisme biaise, recule, s'accommode, faiblit tout en subsistant.

Que le socialisme soit en hausse, le fait est difficilement niable. Comparez plutôt l'état politique avant 1914 et depuis 1914 de la Russie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Tchéco-Slovaquie, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Suède, de l'Italie, de la Pologne, de l'Autriche. Plus ou moins ces États sont régis par des gouvernements soit entièrement ou presque entièrement socialistes, comme la Russie, l'Autriche, ou très influencés par le socialisme, comme la Suède, l'Italie, la Pologne, la Belgique et ainsi de suite.

Existe-t-il en Europe, depuis 1917, un seul État qui n'ait pas, dans ses conseils, offert au moins une place à l'élément socialiste, quelle que soit son observance ou son degré de maléfaction? En tout cas, ce n'est ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne que nous le rencontrerions.

Même dans les pays les plus indemnes superficiellement de contagion, le mal sévit dans les profondeurs. Si l'on ramène le socialisme à sa position essentielle, quoique la plupart du temps travestie ou inavouée, de *dépossession de la richesse acquise au profit de la classe non encore possédante, par des moyens à forme législative*, l'extension prodigieuse des impôts directs, qui, dans certains pays et dans certains cas, équivalent à une expropriation pure et simple, sans indemnité, c'est-à-dire en somme à une extorsion hypocrite (qui, soit dit en passant, n'oblige pas moralement), aboutit (ou semble aboutir) à

la ruine de la classe dite capitaliste. En Angleterre, la vieille noblesse terrienne cède largement, sur toute la ligne. Incapable de faire face aux charges fiscales, elle vend, se réfugie dans les combinaisons mobilières, plus souples, moins voyantes ; de toutes façons elle souffre confiscation. En France, la situation des rentiers d'avant-guerre est devenue intenable.

Dans ces conjonctures il faut réserver à la Russie une grande part de ses méditations, mais ne pas s'hypnotiser sur elle. Sans doute la classe bourgeoise semble y avoir disparu. Si l'on faisait le compte des bourgeois russes réfugiés en Roumanie, en Pologne, en Finlande, en Suède, sans parler de l'Allemagne, de la France ou de l'Angleterre, on serait peut-être moins affirmatif sur cette disparition. D'autre part, leur nombre était infime, comparé au chiffre total de la population.

En tout cas, à considérer le phénomène bien en face, il n'est pas douteux que le socialisme a conquis en Europe, soit à guerre ouverte, soit par manœuvre occulte, un terrain considérable. Quand on pense que la Suède de 1910, victorieuse du socialisme sur tout le front, après l'échec de la grève générale la plus obstinée qu'on ait encore vue, est aujourd'hui la Suède de Branting, cela donne à réfléchir.

Par ailleurs où ne trouve-t-on pas, sous les déguisements les moins attendus, de ces entraves à la liberté individuelle, à la propriété privée, qui restent la caractéristique éternelle du socialisme ? En Bulgarie, le service civil, le travail obligatoire fonctionnent. Il s'agit évidemment d'un pays inévolué, homogène, de paysannerie égalitaire. Mais comment passer sous silence ces partages de terre qui donnent lieu en Roumanie, en Pologne, en Yougo-Slavie, en Tchéco-Slovaquie aux scandales les plus retentissants, ces impôts sur le capital, qui, après avoir mal tourné en Italie, vont échouer en Allemagne ? Je ne parle pas des restrictions fabuleuses apportées à la propriété en matière de location, et qui prévalent surtout en Autriche, en Allemagne, en France, en Italie.

Enfin l'esprit socialiste est en hausse, en fait et en droit. Partout la classe dite ouvrière (comme si, de nos jours, tout le monde ne travaillait pas) fait entendre des réclamations nouvelles et veut se tailler plus grande sa portion d'influence non seulement sociale, mais politique.

Que ces exigences soient parfois ineptes, par moments même abjectes et intolérables, la question n'est pas là, non plus que de savoir

dans quelle mesure la nature des choses en fera ripaille aux dépens de leurs promoteurs, ce qu'il sied de retenir, c'est ce mouvement d'exhaussement continu suivi par le monde prolétarien, et je ne veux pas dire, socialisme à part, que tout y soit illégitime.

Évidemment la guerre et les conséquences de la guerre restent les instigatrices de cette révolution. De nos jours, les conflits armés se traduisent par un appel formidable de travail qui, raréfiant la main-d'œuvre, décuple, centuple les prétentions ouvrières.

Convenons-en aussi : les bourgeois manquent parfois de courage civique. Au risque de déplaire aux « prolétaires », on a consenti, un peu partout, mais surtout en Angleterre et en France, de 1914 à 1919, des salaires ruineux pour la communauté, sinon pour le communisme. Ce phénomène répandu dans toute l'Europe a provoqué des incidences multiples dont le chômage actuel fait partie. Pour les trois quarts il se trouve à la racine des augmentations d'impôts et des campagnes socialistes contre la libre direction des usines par leurs propriétaires responsables. Mais nous reviendrons sur ce point.

Notons plutôt, sans tarder, la baisse du socialisme, car indubitablement le socialisme est en baisse. A cet égard, un fait domine tout, qui est la victoire stratégique et diplomatique du capitalisme. Ce sont les pays bourgeois, capitalistes, qui l'ont emporté sur les pays moins développés qu'eux-mêmes en capitalisme et en bourgeoisie. Le soviet russe constitue à cet égard un pôle dont le dollar américain est l'autre pôle. Les dirigeants socialistes ont mis quelques années à se rendre compte de cette vérité. Aujourd'hui personne ne la met plus guère en doute. Là même où on ne l'articule pas, on la sent, et la confiance dans l'efficacité des recettes marxistes s'affaisse pour confiner parfois à la dégringolade. En France, cette reculade est éminemment sensible depuis le 1^{er} mai 1920. En Belgique, on la devine qui se prépare.

Le cas du socialisme belge — comme du socialisme allemand, mais pour d'autres raisons — mériterait d'être étudié à part. Un nationaliste belge, qui est un bel écrivain français, M. Maurice des Ombiaux, a publié là-dessus une excellente étude, *la Politique belge depuis l'armistice*, qui suscite chez nos amis du Nord les conversations et les mises au point.

Retenons-en ce grand point : *le socialisme est une valeur essentiellement bourgeoise*. Partout où le socialisme gagne du terrain, c'est

grâce à la bourgeoisie. Le mécanisme se présente ainsi : à un moment donné, pour des raisons morales, les dirigeants bourgeois momentanément au pouvoir sont inégaux à leur tâche par débilité intellectuelle : ils cessent d'avoir confiance dans la force des principes sociaux et politiques qu'ils représentent. Ils hésitent à être ce qu'ils sont, à croire à ce qu'ils croient, à faire ce qu'ils font.

Chez nous ce phénomène a pu s'observer en plein lors de l'assassinat de Jaurès. La disparition de ce petit esprit, de ce mince personnage, constituait en soi, du point de vue politique, un incident quasi négligeable. La faiblesse d'esprit du gouvernement d'alors en fit un événement national, dont nous aurons encore à nous ressentir. Installés aux postes directeurs sous le couvert de cette apothéose bâtarde, trop de socialistes en ont profité pour corrompre des rouages gouvernementaux de première importance.

En Belgique, une infection analogue se produisit, fort bien analysée par Maurice des Ombiaux. Le ministère en vigueur lors de l'armistice se laissa imposer, par manque de foi dans la vérité politique et sociale, une conception erronée de l'état d'esprit belge. Des personnages, qui n'étaient pas tous des personnages intéressés, persuadèrent au roi que la population belge, contaminée par les troupes allemandes, alors mutinées, se ralliait au socialisme international. L'affaire en revient à une crise de psychologie.

Commentant l'ouvrage de Maurice des Ombiaux, M. Terlinden apporte à cet égard des précisions fort curieuses. Tout conspirait, dit-il, à tromper l'observateur *superficiel* (c'est moi qui souligne) sur la puissance du mouvement qui paraissait entraîner l'Allemagne vers la révolution. On disait que le prince Ruprecht de Bavière, au moment du soulèvement à caractère bolchevique de la garnison allemande de Bruxelles, se réfugia chez un diplomate étranger et lui fit un récit ultra-pessimiste : « D'après lui, la population belge fraternisait avec les révolutionnaires ; Belges et Allemands, bras dessus, bras dessous, suivaient en chantant le drapeau rouge ; il importait de mettre le roi Albert au courant de la situation et le prince s'offrait à donner tous les passeports nécessaires pour permettre à des personnalités belges de rejoindre le quartier général de notre souverain. On ajoutait que le diplomate, *croyant* rendre un service signalé au pays dont il avait pris les intérêts à cœur, transmet aux membres les plus en vue du *Comité national* ses inquiétudes personnelles et les offres de service du prince. » Ces derniers les firent

partager au roi. La présence anachronique de M. Vandervelde au pouvoir ne s'explique pas autrement.

M. Terlinden note avec une grande sûreté de touche que tout le monde commit alors une « erreur d'interprétation de la psychologie des foules ». C'est exact, mais il me semble que cette erreur se décompose en deux degrés. Le prince Ruprecht, terrorisé, faisait-il fausse route autant que cela? *N'avait-il pas intérêt* à persuader l'opinion officielle de l'effondrement général des régimes capitalistes? Il faudrait un Marcel Proust pour analyser le fouillis et les dentelures mentales de son cas. Persuader les Belges d'une subversion commune aux vainqueurs et aux vaincus, c'était s'assurer une chance de succès contre cette subversion même, en liguant obscurément pour sa perte les éléments déprimés aux réserves bien en forme. C'était en même temps goûter une revanche immédiate, en cas d'échec, et précipiter la Belgique victorieuse dans le gouffre destiné à la débâcle!

L'argument du cortège belgo-allemand suivant le drapeau rouge relève d'un autre plan. Il n'a pu mordre que sur des esprits en état de moindre résistance et incapables de réflexion. Pour les Belges, le drapeau rouge *allemand* signifiait la résurrection *nationale* et ils l'acclamaient à bon escient. On regrette parfois, quand on se trouve en présence d'indications politiques aussi belles, de ne pas disposer, pour en mettre au jour tous les ressorts, de la place occupée par l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Presque partout les succès socialistes s'expliquent, non par la force intrinsèque du mouvement, qui n'est jamais ni très nouvelle ni très considérable, mais par une démission passagère de l'intelligence bourgeoise, captée par le ronronnement de quelques mots. Il y a une musique des révolutions et c'est à peine si des spécialistes commencent à l'étudier avec méthode depuis cinquante ans.

Une fois le charme évanoui, la réaction commence. C'est la phase actuellement dominante en Europe. Si l'on veut prendre des points de repère qui soient des symboles, on peut fixer à mars 1919, date de la fondation, à Moscou, de la troisième Internationale (là encore il y aurait une curieuse régression à étudier, de la première à la seconde et à la troisième, en attendant la quatrième, l'Internationale *noire, des anarchistes*), comme cote du flux le plus haut, et à mars 1921, date de la suppression des *conseils d'usine* dans le Luxembourg, la décrue qualifiée du socialisme en action.

L'événement n'a pas fait grand bruit, mais il possède une signifi-

cation hors de pair. C'est en effet par esprit de panique et d'imitation que les autorités luxembourgeoises, mal préparées, il faut bien le reconnaître, au rôle difficile qui leur échoit dans un territoire aussi industrialisé que le sud-est du grand-duché, instituèrent des organismes imités tour à tour des soviets ou des *Arbeiterräte*, tour à tour des conseils Whitley, ces comités paritaires, enfants chéris de l'idéologie britannique. Ce long épisode a été savamment étudié par M. Mireaux. On en retire plus d'un enseignement.

Et d'abord il est remarquable que, nantis des conseils d'usine, les ouvriers luxembourgeois tâtonnent avant de s'en servir, comme d'un outil dont ils n'ont pas besoin et dont ils ignorent le maniement. Il leur faut dix-huit mois d'apprentissage sous la fêrule communiste. Nulle part mieux que dans ce bref espace de terrain et jamais mieux qu'en ce court laps de temps on ne pourra vérifier cette loi que la plupart du temps, comme l'organe crée le besoin, les soi-disant réformes sociales provoquent l'action révolutionnaire, à la façon d'un appel ou d'une ventouse.

Les syndicats ouvriers luxembourgeois, traités avec justice et fermeté, n'auraient pas troublé l'ordre. Une fois dotés de *conseils d'usine*, ils réclament, afin que ces derniers ne restent pas sans emploi, le *contrôle ouvrier de la production*, le plus comique des nonsens. Résultat : tentative de révolution qu'il faut réprimer par les armes. Conclusion : suppression des conseils d'usine, pendant très instructif de la participation aux bénéfices.

Cet exemple du Luxembourg mérite plus d'attention que la parade sanglante de Moscou. Là-bas pourtant il n'est pas sans réconfort de constater la victoire du capitalisme, c'est-à-dire, en bon français, de la propriété éternelle, du bon sens, de la raison. La Russie communiste a perdu son nerf producteur, là même où elle paraissait inattaquable, dans ses blés. Un spectacle analogue s'offre à nous, avec les mêmes caractéristiques, en Hongrie, voire en Italie et en Angleterre. Ou bien la vague soviétique est réprimée aussitôt (France, Norvège, Angleterre, Suisse), ou bien, après avoir accumulé les ruines, elle s'éparpille et se dissout, quand elle n'est pas brisée comme à Budapest, à Helsingfors ou à Munich, au bout de quelques semaines d'une existence inepte et odieuse.

De fait, *le régime abject des soviets n'existe plus nulle part à l'état pur, pas même en Russie*. Si nous voulions en trouver des ressemblances, égarées çà et là dans notre monde des vivants, il conviendrait

de regarder du côté de l'Autriche, où l'*Arbeiterrat* singe encore la puissance, du côté encore de l'Italie, où les postes et les chemins de fer donnent quelque idée de ce qu'est l'ataxie locomotrice, transportée aux collectivités communistes. L'Allemagne a su digérer avec élégance cette institution, du moins c'est ce qui apparaît au premier abord.

Le socialisme a donc subi, dans l'ensemble, une longue et riche série de défaites, dont il revient mutilé dans ses parties les plus seyantes ou les plus vitales. Sans abandonner la partie, il sait bien qu'il ne dispose plus de la plus agile de ses armes, la moins encombrante, la plus funeste, je veux dire la sottise bourgeoise libérale, inclinée de parti pris vers l'abdication. Cette ressource lui a été ravie par l'épreuve de l'existence. Le fait d'avoir vécu, si peu que ce soit, l'a tué. Il n'existe plus qu'à l'état de corps fuyant, théoriquement isolable, mais incapable de durer au delà du temps nécessaire à sa reconnaissance authentique. Il lui faut, pour subsister, chercher refuge dans des composés divers, qui l'annihilent ou l'atténuent.

Cette tactique, le socialisme l'adopte, dirait-on, un peu partout. En vérité quelle autre pourrait-il prendre? La sociologie, qui s'égare si loin (avec le spiritisme et le socialisme, c'est la troisième rêverie majeure de notre temps, et déjà l'alchimie pousse du coude l'astrologie, pour lui réserver une place de choix, non loin des médecins de Molière), part d'une observation juste, à savoir que la société humaine est aussi indestructible en tant que corps social que l'eau est incompressible en tant qu'eau. Jamais la chaîne sociale ne s'interrompt. Elle vacille, se brouille, se disloque, mais on n'a encore jamais rencontré aucun humain qui ne soit relié par aucun lien à ses semblables.

Pour vivre cette vie coordonnée qui lui est propre et nécessaire comme au plomb ou au fer leur composition intime, la société ne se montre jamais à court d'initiatives. Soumise aux déperditions les plus épuisantes, à des pressions fabuleuses, tordue, déchiquetée, elle subsiste et poursuit sa propagation. Humanité est un mot, dans ce sens, rigoureusement égal à société.

Rien d'étonnant si en face du socialisme, négateur et perturbateur de ses principes de vie, la société arrive à éluder ses menaces. A Moscou même elle emprunte le langage de l'Internationale pour introduire un désaveu à ses errements. Telle est du moins l'interprétation la plus correcte (encore qu'imaginée) de cette soi-disant adaptation du socialisme à la vie en société ou aux « exigences de l'évolution », comme on dit quand on veut masquer quelque vide.

Reconstitution du patronat, rétablissement de la propriété agricole, voire de la propriété urbaine, ces aveux d'impuissance correspondent rigoureusement aux déboires que le socialisme essuie avec régularité dans le centre et dans l'ouest de l'Europe.

En Russie même, un philosophe de Kiev le soutenait récemment : les réformes communistes se résolvent finalement dans la création d'une innombrable et très résistante petite bourgeoisie paysanne qui déjà ébranle le bolchevisme et qui fera peut-être de la Russie de 1960 un organisme très analogue, en immense, au Danemark que nous connaissons depuis une trentaine d'années. La Russie manquait d'une *bourgeoisie indigène*. Lénine est en train de la lui fournir. Dans toute la rigueur du terme, Lénine fabrique du vrai bourgeoisisme russe, à millions et à millions d'exemplaires. Ailleurs, les « nouveaux riches » qui ne sont pas tous millionnaires sont une pépinière innombrable de futurs bourgeois. En France, la classe bourgeoise, avec ses spécimens récents, est plus forte, plus nombreuse qu'en 1914.

L'avenir est à la bourgeoisie, — c'est-à-dire à une exploitation rationnelle, expérimentale, progressive, donc traditionnelle du globe. C'est en devenant dans sa sphère un bourgeois — c'est-à-dire un travailleur, affranchi, au moins partiellement, des à-coups immédiats de la production, que l'ouvrier européen a chance de s'*incorporer*, de s'*intégrer* à la société actuelle, suivant le mot, à peine exagéré, d'Auguste Comte. Les recettes socialistes constituent au contraire une régression, dont la sottise, le jour où elle apparaîtra, fera rougir de malaise leurs derniers tenants.

Quant à la crise que nous n'avons pas fini de traverser, elle se dessine déjà suffisamment pour apparaître comme une *crise de croissance du capitalisme*. Le capitalisme est à peine sorti de sa première enfance, si vraiment on la fait dater des environs de 1845, et ce qu'on prend chez lui pour des signes de caducité inaugure les premiers symptômes de l'âge ingrat. En se fondant sur des précédents naturels, tels que le développement de la plèbe romaine ou l'établissement du régime féodal, ce sera aux environs de 2200 ou 2300 que le capitalisme atteindrait son apogée, pour commencer à vieillir aux environs de 2600 ou 2700. Tout cela n'a pas lieu de nous effrayer.

RENÉ JOHANNET.

La question du milliard.

Tel est l'esprit des foules que souvent un petit fait saisissant les frappe beaucoup plus que des événements d'une énorme portée. La clause du traité de Versailles qui a permis à la Grande-Bretagne de s'attribuer gratuitement les colonies allemandes valant des dizaines de milliards n'a pas soulevé d'émotion populaire. Même indifférence lorsque l'Angleterre ayant estimé à 60 livres sterling la tonne ses navires coulés, bien que remboursés déjà plusieurs fois par le fret, s'est adjugé quelque deux millions de tonnes de navires allemands à 15 livres la tonne. Un cas bien plus typique encore : le traité de Versailles limite strictement l'indemnité allemande à la réparation des dommages. Les dégâts anglais sont insignifiants. Cela n'a pas empêché M. Lloyd George de se faire accorder 22 et demi pour 100 des 132 milliards à payer par l'Allemagne. C'est une monstruosité et cela a passé comme une lettre à la poste. Par contre, quand on a appris que la France ne toucherait rien du pauvre petit milliard versé par les vaincus, il y a eu un tel sursaut d'indignation que M. Briand a dû renier la signature de M. Doumer. Disproportion de cause à effet très curieuse, mais facile à expliquer. Les milliards des colonies, des bateaux, du pourcentage britannique se confondent dans le vague, tandis que pour les esprits simplistes, le premier milliard apparaît comme une masse d'or réunie sur une table, première manifestation tangible de la victoire, première compensation des souffrances endurées. Quand on vient dire à ceux qui ont le plus contribué au succès, qui ont subi les plus fortes pertes, qu'il n'y a rien pour eux, cela ne passe pas. Voilà le réflexe qui a arrêté net l'accord du 13 août.

Combien le bon peuple serait encore plus surpris s'il savait que l'attribution de ce fameux milliard qui a provoqué tant de discussions et fait couler tant d'encre était fixée de la manière la plus précise par un acte à peine vieux de trois mois et dont personne ne s'est avisé que trois semaines après l'incident. Rien pourtant de plus exact.

On sait qu'en vertu de l'article 235 du traité de Versailles, l'Allemagne devait verser avant le 1^{er} mai 1921 l'équivalent de 20 milliards de marks or. Elle n'en a fourni que 8. L'état des paiements du 5 mai dernier a décidé (article 2) que les 12 milliards restants seraient apportés sous forme d'obligations séries A, remises le 1^{er} juillet au plus tard.

Comment se fera le service de ces bons? Retenez le texte de l'article 2.

Il sera prélevé annuellement sur les fonds à fournir par l'Allemagne à

partir du 1^{er} mai 1921, en vertu du présent document, une somme égale à 6 pour 100 de la valeur nominale des obligations omises. Sur cette somme, il sera prélevé la somme nécessaire pour payer un intérêt de 5 pour 100 l'an, payable par semestre aux obligations encore en circulation. Le solde sera affecté à un fonds d'amortissement destiné au remboursement au pair des obligations par tirage annuel.

Tout cela est parfaitement clair. Venons maintenant au premier milliard exigé par l'article 5 de l'acte de Londres. Que dit cet article?

Les paiements (du milliard) seront considérés comme les deux premiers versements semestriels à valoir sur les versements prévus pour satisfaire aux prescriptions de l'article 4.

L'article 4 vise les intérêts et l'amortissement de l'indemnité dont les obligations séries A sont la première tranche. Donc aucun doute possible. Le premier milliard est affecté d'abord au service de deux trimestres des 12 milliards d'obligations A. Calculons à 6 pour 100. Cela fait 360 millions et non pas 720 comme on l'a dit par erreur en comptant les intérêts et l'amortissement de 12 milliards pour une année entière. L'article 5 dit formellement deux trimestres.

Comment expliquer que des stipulations aussi claires et aussi logiques aient été méconnues? C'est fort simple. Depuis deux ans, les Alliés ont passé leur temps à se contredire. L'acte du 5 mai 1921 contredit l'acte de Spa, qui contredit lui-même l'acte de Boulogne, qui contredit lui-même le traité de Versailles. Et la série n'est pas close, car l'accord de Wiesbaden ne cadre que très imparfaitement avec l'état des paiements. Dans ce maquis, des intérêts actifs trouvent toujours à se débrouiller. Les Allemands nous l'ont bien fait voir. Or, il s'est trouvé des intérêts actifs pour écarter l'interprétation du 5 mai.

L'Angleterre, dont la caisse est fort mal en point, s'est avisée que le règlement de ses dépenses d'occupation militaire est fort en retard. Les comptes arrêtés au 1^{er} mai 1921 représentaient pour l'Angleterre 1 200 millions de marks or de dépenses et seulement 300 millions de recettes, grâce à l'estimation fantaisiste du butin naval. Par contre, la France a reçu 900 millions pour 1 300 de dépenses. La Belgique a touché de 250 à 300 millions et l'Italie de 30 à 40 millions de plus que sa part. Il y avait évidemment une opération très fructueuse à faire en affectant le milliard à l'apurement de ce compte. Était-ce possible? Parfaitement. Le milliard représente le service des 12 milliards d'obligations A. Ces 12 milliards sont eux-mêmes le solde des 20 milliards de l'article 235 du traité de Versailles. Et l'article 235 dit :

Sur cette somme, les frais des armées d'occupation après l'armistice du 11 novembre 1918, seront d'abord payés.

Le privilège est confirmé par la convention franco-anglaise du 15 décembre 1919.

4° Que les versements à recevoir de l'Allemagne devront être affectés en premier lieu au paiement du coût des armées d'occupation.

Retenez bien : les versements allemands sans distinction.

Nouvelle confirmation dans l'accord de Spa du 16 juillet 1920.

ART. 4. — Pour chacune des puissances, la Commission des réparations dressera dans la forme suivante un compte établi au 1^{er} mai, :

CRÉDIT

DÉBIT

a) Coût jusqu'au 1^{er} mai 1921 des armées d'occupation.

b) Sommes avancées à la Belgique avant le 11 novembre 1918, y compris les intérêts jusqu'au 1^{er} mai 1921.

c) Valeur actuelle sur le marché des réparation.

d) Sommes reçues en acomptes sur le coût des armées d'occupation.

e) Valeur des prestations en nature...

f) Sommes portées au crédit de l'Allemagne en exécution de l'article 243...

L'Angleterre ne manquait donc pas d'arguments pour réclamer son arriéré d'occupation. Mais à ce compte, la France avait aussi un assez large passif à récupérer. Il fallait l'écarter. Comment? En invoquant l'article 4 du traité de Spa qui inscrit à la colonne débit les prestations en nature. Parmi ces prestations, pouvait-on inscrire la valeur des mines de la Sarre? Certainement. L'article 4 de l'accord de Spa déclare que dans les comptes arrêtés au 1^{er} mai 1921, on portera au débit des puissances les sommes portées au crédit de l'Allemagne du fait de l'article 243 du traité de Versailles. Lisez cet article.

b) Toutes sommes dues à l'Allemagne du chef des cessions visées à la section IV de la partie II (bassin de la Sarre).

Invoque-t-on du côté français le fait que l'estimation du bassin n'est pas faite, que les chiffres varient de 300 millions de marks or (calcul français), à un milliard (demande allemande)? L'impitoyable accord de Spa répond qu'en cas d'indécision, la Commission des réparations donnera une évaluation approximative.

Ce n'est pas tout. L'article 4 *in fine* stipule que les puissances ayant trop touché devront reverser l'excédent dans les trois mois. Ainsi,

non seulement la France n'aurait rien à toucher du milliard, mais elle pourrait être mise en demeure de rapporter de l'argent si le bassin de la Sarre était estimé au-dessus de 400 millions. Ah ! nous étions bien servis.

Pour assurer la manœuvre, l'Angleterre devait se ménager le concours de la Belgique et de l'Italie. Chose facile, puisque ces deux puissances étaient sous la menace d'un reversement pour trop-perçu. D'autre part, on pouvait faire miroiter à Bruxelles des perspectives très alléchantes. En effet, du moment que l'on écartait l'état des paiements, le milliard était à partager. La revendication britannique des frais militaires absorberait à peine la moitié, peut-être moins. Que ferait-on du reste ? Sur le texte du traité de Versailles et de l'accord de Spa, pas d'hésitation possible. Aussitôt après les frais militaires vient la priorité belge de deux milliards et demi de francs stipulée par l'accord de juin 1918. Sitôt pensé, sitôt fait. Les ministres des finances anglais et belge se rencontrent avant le Conseil suprême, et s'entendent.

Il ne restait plus pour consommer notre défaite qu'à rejeter nos atouts et à accepter la lutte sur le terrain de l'adversaire. Est-ce crainte de mécontenter les Belges en écartant leur priorité ? Est-ce ignorance ou faiblesse ? Toujours est-il que nous n'avons pas un seul moment invoqué l'état des paiements du 5 mai. Nous avons bataillé vainement pour tâcher de démontrer que la valeur immobilière du bassin de la Sarre ne pouvait balancer des dépenses monnayées d'occupation. Il était bien temps ! C'est au moment de la rédaction de l'article 235 de Versailles et de l'article 4 de Spa qu'il fallait s'en aviser.

Dès lors la conférence financière du mois d'août devait fatalement s'acheminer vers une de ces combinaisons de compromis qui s'efforcent de donner des compensations à tout le monde. L'Angleterre obtenait le gros paquet de millions, mais consentait à une revision du prix des bateaux et à une modification de l'accord de Spa sur les charbons. La France renonçait au milliard, mais voyait son débit augmenté de quelque 140 millions par l'application du prix du marché allemand aux charbons exportés par la voie de Hollande. La Belgique touche un bon demi-milliard du fait de la priorité, mais consent à espacer sur deux ans le restant de cette priorité. L'Italie est peut-être celle qui fait la meilleure affaire. Elle obtient que douze milliards de l'indemnité allemande soient affectés à la réparation des dommages perpétrés par l'Autriche.

Cette dernière disposition encore assez imprécise aurait dû nous faire tressaillir plus encore que la subtilisation du milliard. Il s'agi-

rait en effet pour la France d'une perte nette de 52 pour 100 des 12 milliards, soit plus de 6 milliards de marks or.

Mais il y a dans l'accord du 13 août une menace bien plus sévère encore. Quand l'indemnité allemande a été fixée à 132 milliards, le 5 mai, il paraissait bien entendu que cette somme comprenait uniquement le montant des réparations. Or, que prélève-t-on sur le premier milliard, de préférence à tout? des frais d'occupation militaire. Terrible précédent. D'autant plus inquiétant qu'aucune disposition n'a été prise ni dans le traité ni dans les accords ultérieurs pour assurer le remboursement des frais d'occupation : une bagatelle de deux milliards et demi par an. Cela peut sembler phénoménal, mais c'est ainsi. Que restera-t-il pour les réparations si, chaque année, il faut prélever sur les versements allemands des centaines de millions pour la garde du Rhin?

Certes oui, l'accord du 13 août ne tient pas debout. Mais il s'agit de bien autre chose que de le corriger sur des points de détail. C'est tout le statut financier qui est à reprendre par la base ou plus exactement à entreprendre, car tout ce qu'on a fait jusqu'ici n'est qu'un amas d'incohérences. Quoi de moins surprenant? Cet imbroglio est le produit d'improvisations successives. Il est l'œuvre d'experts qui ont changé sans cesse et de ministres qui ont constamment détruit l'œuvre des experts. Il procède de conceptions absolument contradictoires. Le plan de 1920 visait un forfait et un emprunt de liquidation où chaque puissance devait apporter tout ce qu'elle avait reçu. C'est même pour cela que l'accord de Spa faisait si bon marché du bassin de la Sarre. En 1921, autre système : émission d'obligations servies par des versements allemands. En attendant une troisième combinaison, celle des versements en nature. Ajoutez les marchandages, les compromis et les inevitables répercussions de la politique sur l'économique. C'est à refaire d'un bout à l'autre.

Et on pourra refaire, car l'inévitable défaillance de l'Allemagne en fournira l'occasion. Encore faut-il que nous ne nous laissions pas encore prendre au dépourvu. Sachons donc prévoir ce qu'il faut vouloir.

Il faut vouloir d'abord que les promesses allemandes soient tenues. Une telle certitude ne peut être obtenue, pour une durée d'un demi-siècle et des centaines de milliards, que par une perception directe du créancier et des garanties réelles. Tout le reste n'est qu'illusion, même les versements en nature qui risquent de créer des solidarités dangereuses tant que l'Allemagne n'aura pas été amenée à une mentalité de vaincue.

La perception préalable et les garanties réelles peuvent rendre

à chaque puissance l'indépendance de sa dette. Condition essentielle pour éliminer les créances injustes. Il est absolument inadmissible que le quart des versements allemands soient affectés à des dommages inexistants. Ce paradoxe a été admis dans l'espoir d'intéresser l'Angleterre au paiement de la dette. Il correspond à la tare fondamentale du traité de Versailles qui subordonne toute exécution à l'action collective des Alliés. L'expérience est faite. Le principe de la solidarité ne joue que pour paralyser nos initiatives et pour multiplier les sujets de discorde entre alliés. Certes oui, l'Angleterre s'intéresse aux paiements, mais pour se faire servir la première. On ne peut pourtant pas lui demander de placer nos intérêts au-dessus des siens. C'est pourtant sur ce sophisme que repose tout le fragile édifice de la paix.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

LES POÈTES FANTAISISTES

LA poésie française a d'innombrables ressources et le vers régulier permet à des esprits bien différents de se manifester. D'un Joachim Gasquet à un J.-P. Toulet, par exemple, qui croirait qu'ils ont vécu dans le même temps, l'un et l'autre ? C'est que la poésie française est très riche et très belle ! Que ne peut pas le vers traditionnel ? Plus la forme est serrée, plus la pensée a d'éclat, plus elle peut avoir de diversité. Montaigne disait : *La sentence pressée aux plis nombreux de la poésie s'élance plus brusquement et me fier d'une plus vive secousse.*

Ces plis nombreux que nous avons vu presser les œuvres diverses et souvent magnifiques d'un Gasquet, d'un Magallon, d'un Paul Valéry, ce sont les mêmes qui entourent aussi les œuvres des *poètes fantaisistes* ; mais quel autre aspect ! Nulle part, ils ne furent, ces plis divins, disposés avec autant de charme et de force que dans l'œuvre de Jean-Marc Bernard. Il aura été le vrai maître de cette délicieuse école de poètes. Il savait écrire, choisir ; il savait comment, pure musique, le vers, par un seul mot ajouté ou déplacé, chante. Aussi, je ne peux parler de Toulet et de Derème, sans saluer le souvenir de celui qui, dans leur groupe, fut un jeune chef. Commémorer brièvement même sa mémoire est un devoir. Ce fut un artiste charmant, de la lignée de La Fontaine ; il était rempli de goût. Plus je prends son livre, son délicieux *Sub tegmine fagi*, plus je trouve

qu'il est fait de ce mélange d'émotion, d'inspiration, de réserve qui constituent les chefs-d'œuvre. Un vers de lui dit beaucoup plus qu'il ne semble dire, à première lecture. Et quelle légèreté d'expression, quelle fine cadence ! Voilà qui est loin de ce faux grandiose que n'aimait pas Degas : « *C'est très grand, madame, mais ça se dégonfle.* » Jean-Marc Bernard fut trop vite enlevé par la guerre à notre admiration. Mais sous les peupliers du Rhône courbés par le vent, demeure sa mémoire. Le bon poète dauphinois aimant sa terre et la France et tant de sentiments, depuis les gais aux plus tristes et chérissant si bien aussi nos vieux auteurs, quelle belle figure ! Mais il faut se consoler ; ce sont de pareils morts qui vivent.

Si quelques poètes ont péché par excès d'éloquence, Toulet, par contre, a risqué d'être un peu strict et un peu pincé. Il a risqué : mais il a échappé au danger. C'est qu'il n'y a pas de règles tout à fait absolues. La formule de Toulet, il faut avoir été Toulet pour s'en servir ; mais il l'a fait admirablement. Un petit livre, si peu lourd à la main, survivra, il n'en faut pas douter, dans l'histoire des lettres françaises. De l'auteur des *Contre-Rimes*, quand il vivait si peu connu, le merveilleux talent est aujourd'hui incontesté : il le restera.

Depuis sa mort, le 6 septembre 1920, on a beaucoup écrit sur Toulet. M. Pierre Lièvre, excellent critique, a, dans *le Divan*, fort bien défini son talent poétique. Toulet, nous dit-il, a quelque chose d'Horace (je cite son article de mémoire), l'Horace des *Odes*, qui a laissé quelques chefs-d'œuvre serrés, où chaque mot a sa valeur ; d'Horace et aussi de Catulle, poète voluptueux, libertin, comique. Lesbie, de qui le poète apprenait l'art d'aimer, est sœur de Nane qui voyageait sur le défunt Panthéon-Courcelles. Si Nane survit comme Lydie ou Lesbie (Nane, notre amie), c'est que Toulet a écrit quelques chefs-d'œuvre où chaque mot a sa valeur. Travaillant, retravaillant, serrant et condensant, il fut un maître de l'ironie, du désenchantement, de la volupté ; et toujours on le relira. Son esprit, rempli de lectures et de souvenirs, fait songer à tout un passé classique ; mais son âme, mélancolique, passionnée, nostalgique, est bien moderne. Le rythme raccourci, inimitable de Toulet est le sien. Une seule de ses pièces de vers a un parfum pénétrant. Ainsi ouvre-t-on un précieux flacon où quelques gouttes respirées évoquent l'aspect d'un champ de roses. Il a mis

en peu de mots, sa vision des choses. Un poète qui a une semblable nostalgie, un pareil œil exquis, un sens du rythme, dans de courts chefs-d'œuvre peut durer : Toulet a les trois dons.

J'aime infiniment le livre que nous a donné le directeur du *Divan*, Henri Martineau : *la Vie de J.-P. Toulet*. Martineau eut le grand honneur d'être un intime de Toulet et le poète des *Contre-Rimes* avait eu bien raison de lui donner son amitié. Henri Martineau, dans cette biographie, si précise et si émue, fait revivre la figure de Toulet. A le lire, on croit l'avoir connu. Tous les traits sont délicatement choisis ; les inutiles sont laissés dans l'ombre. Ainsi est fait un pur dessin. A quoi bon trop de couleur ? Pour rendre la figure de Toulet, un dessin de Clouet eût été nécessaire, aigu, un crayon, sans trop de gras. Sa tête valoise fut bien de la Renaissance française. Son caractère est aussi, sans détails vains, finement tracé par M. Martineau.

Aussi, cette courte biographie sera-t-elle désormais indispensable à ceux qui voudront étudier ce poète exquis. Elle survivra, comme les *Contre-Rimes*, et je ne sais ce que j'aime le plus dans ce petit livre, ou des traits mesurés avec un si juste discernement, ou des vers choisis avec un si rare bonheur. Il y a, en effet, dans les *Contre-Rimes* (pourquoi le cacher ?) des vers agaçants et qui ne sont pas du meilleur Toulet ! M. Martineau n'en cite que d'excellents et, à vrai dire, il voit son ami déjà dépouillé de ce qui passera chez lui, et tel que le temps doit le montrer un jour. J'ai placé à côté des *Contre-Rimes* le livre de M. Martineau. Plus d'une fois, je le reprendrai.

De ce lucide portrait de Toulet, quelques traits demeurent. Il naquit en Béarn. « Ses parents habitaient l'île Maurice, d'où ils étaient arrivés en France depuis quelques semaines, pour que leur fils naquit en France », et M. Martineau note, avec raison, « que ce double berceau fut un des motifs constants de l'inspiration de Toulet ».

*Douce plage où naquit mon âme
Et toi, savane en fleurs
Que l'océan trempe de pleurs
Et le soleil de flamme.*

Puis, à côté de cette belle strophe, on aime relire cette prose, d'une cadence si subtile et si riche en émotion :

« *C'est dans le Béarn aux belles pierres que je vins au monde; l'air y est si pur, que c'est une volupté, presque une souffrance parfois, rien qu'à le respirer qui descend des montagnes* »; et encore : « *Les montagnes grandes et bleues par-dessus le vieux parc. Elles étaient d'un bleu qu'on ne peut dire, légères, et telles qu'une vapeur condensée.* »

Toulet bachelier, c'est le voyage à l'île Maurice où le poète séjourna trente-cinq mois, et dont se souvenant, il écrivit plus tard ces vers délicieux :

*Ni vous dont l'image ancienne
Captive encor mon cœur,
Ile voilée, ombres en fleur,
Nuit océanienne...*

Un peu plus tard, après un voyage en Égypte, c'est le séjour du poète en Algérie, d'où, après le recul du temps, son cœur qui n'oubliait pas, laissa cette jolie notation :

*Telle à la soif dans Blidah bleu
S'offre la pomme douce,
Ou bien l'orange sous la mousse
Lorsque, tout bas, il pleut.*

Enfin, le voici neuf ans en Béarn et en Navarre, qu'il a adorés, après un séjour à Séville... Ce n'est qu'en 1898 qu'il se fixe à Paris, songeant à sa vie littéraire, publiant des romans. Mais, de Paris il fait un voyage à Hanoï et à Canton. Le revoici à Paris qu'il a chéri à son tour, car ce fantaisiste, ce désabusé, a eu une puissance d'aimer qu'il a voulu cacher. Sous les larmes et l'ironie, il a adoré avant tout la France.

Léon Daudet nous a montré Toulet à Paris. « *On l'apercevait chez Weber, mince et moqueur, penché sur son verre de whisky, avec son étincelant œil de biais* » et ce portrait, comme tous les portraits de Daudet, est définitif. On croit avoir connu Toulet. Mais ce n'est pas ce Toulet, si bien peint encore par J.-L. Vaudoyer, Émile Henriot, qui me touche le plus. J'aime savoir que, dans les bars de nuit, il portait ses mélancolies et ses regrets. Les deux poètes de ce temps qui auront eu la plus grande influence auront promené, dans ce sombre Paris, leur amertume. Certes, je ne mets pas Toulet sur le pied de Moréas qui a atteint à la noble simplicité; mais, dans un domaine un peu plus petit, son œuvre restera, quand tant de

choses seront oubliées. Ce qui fait que l'on se penche avec tant de curiosité sur les *Contre-Rimes*, c'est que l'on s'enivre de la mélancolie qu'elles contiennent. Toulet veut s'amuser, mais ce rire est contraint ; il ne vit que dans le passé ; tous ses poèmes sont de jadis ; et comme on aime que, dans son souvenir, toujours survivent (ce qu'il a le plus adoré) les Iles et puis le Béarn de son enfance et les belles Pyrénées.

Il est curieux que deux poètes nés dans le même décor, devant ces bleues Pyrénées, couleur de nacre et de perle, aux architectures vaporeuses (que Charles Maurras vit un soir, sur la terrasse de Pau. N'est-ce Barrès qui nous le dit?) aient eu, chacun, un amour si vrai de leur terre natale et aussi un même regret des îles où leurs ancêtres français avaient vécu. Et de ces deux inspirations sont nourris des talents aussi admirables et aussi différents que ceux de Francis Jammes et de Toulet. Dans Toulet, il y a réduite parfois et un peu concentrée une parcelle de la sensibilité de Jammes. Mais quelle différence ! Subtil, l'art de Jammes affecte de ne pas savoir ce qu'est l'art ; et de là il tire des effets. Toulet veut, par le travail, arriver à condenser son émotion dans un précieux cristal.

Du Toulet qui se souvient de son voyage à l'île Maurice ou de celui qui n'oublie pas le Béarn, je ne sais lequel le plus aimer. Je les chéris également. Quand un souvenir avait longtemps vécu chez Toulet, il se resserrait jusqu'à devenir huit, douze vers (vers de huit pieds et de six pieds alternés, avec cet arrangement de rimes [1+2+2+1]) qu'il a ingénieusement combinés ; et ces vers d'une musique divine et aiguë vivent en nous à jamais, si délicats, si chantants, porteurs de mélancolie, riches de vision :

*Douce aux ramiers, douce aux amants,
Toi, de qui la ramure,
Nous charmait d'ombre et de murmure
Et de roucoulements.*

Et ceux-ci ne chantent pas moins :

*D'une amitié passionnée
Vous me parlez encor,
Azur, ancien décor,
Montagnes Pyrénées.*

C'est encore Pierre Lièvre qui a comparé Toulet à Debussy, si subtil, dont la vision directe des choses entre dans les yeux, dans la sensibilité. Ce furent bien, en effet, artistes du même temps. N'aimaient-ils pas, l'un l'autre, leur talent? Tous deux ont écrit de petits chefs-d'œuvre d'une fantaisie mystérieuse, miroitante, diaprée, où l'ironie cache la vive sensibilité. *Les Pagodes* de Debussy, *le Soir à Grenade*, *le Jardin sous la pluie*, c'est aussi intelligent, français et nouveau que les vers de Toulet. Art de nuance; ainsi, sur un jardin en fleurs, un arc-en-ciel délicat rayonne sur la terre mouillée.

Un petit livre comme celui de Toulet, trop tôt enlevé à la poésie, a eu un rôle et en aura un très grand sur la poésie future, non pas qu'il faille toujours le donner en exemple. Un soir, assure un ami, Moréas aurait dit à Toulet : *Ce que vous faites est un peu compliqué*. Au fond Moréas avait quelque peu raison; mais Toulet a eu aussi raison d'être Toulet. Sa musique est précieuse et vous prend. Si Toulet a assimilé Horace et Catulle, maîtres en l'art de dire court, il a aussi été enrichi par Henri Heine, Moréas, Verlaine. Il a été très moderne. La peinture des impressionnistes, les subtils accords de l'auteur de *Pelléas* ne lui ont pas été étrangers; mais, chose unique, il a ajouté une caresse, une cadence à la poésie. Cela vaut mieux que l'éloquence, cette cadence qu'il a inventée.

Au fond, Toulet a une concision bien française, celle du dix-septième siècle. Il connaissait les poètes persans; mais il avait dû bien étudier les moralistes français. Il s'est efforcé à resserrer son lyrisme comme La Rochefoucauld, ses pensées. Il n'y a pas, chez de tels auteurs, quand ils réussissent, un mot interchangeable.

*
* *

Tristan Derème fut des admirateurs de Toulet, et de ses amis. Sans doute l'ironie de l'auteur des *Contre-Rimes* a-t-elle eu un rôle dans sa formation? Derème est un poète charmant, amusant, cocasse parfois. Il n'a pas le goût inné de Toulet, ni ses yeux si délicats (les yeux de Toulet étaient fins comme ceux d'un Hokousai); mais il a d'autres dons très personnels. Son sens comique est celui qui frappe d'abord. Ainsi, au cirque, un clown amuse; il va manquer son rétablissement, il va lourdement retomber; puis, merveilleux acrobate, il s'envole de barre en barre; il vole dans l'air, et il semble dire « si ce n'est que ça ». M. Derème est un merveilleux

équilibriste verbal. Il s'amuse à jouer au parnassien, et puis il trouve là ses effets : il passe tout à coup à un autre ton. Il voulait nous faire rire ; il cache ses pleurs. Il y a chez lui un sentimental souvent déguisé ; mais, au milieu de ses inventions verbales, il lance un vers soudain déchirant : un vers élégiaque merveilleux.

Une certaine influence de Jammes ne peut se dissimuler dans certains poèmes de M. Tristan Derème, et cela dans la vision des choses ; mais la forme et le fond sont bien de Tristan Derème. Ce poète est désabusé ; il souffre cruellement dans son cœur et c'est parce qu'il est triste qu'il s'amuse ; c'est même parce que son cœur est très sensible qu'il s'amuse pour ne pas pleurer. Aussi ne serai-je pas étonné que s'il continue à frapper sa lyre, il ne soit un jour amené, par crispation intérieure, à être aussi un de nos grands auteurs comiques. L'avenir nous le dira.

Dès son charmant début, Tristan Derème avait trouvé son accent et sa personnalité et cet étrange humour qui accompagne sa vie, ses larmes, ses amours :

*Et rien ne vaut le soir la pipe au coin du feu
Qui me caresse et m'offre un trouble paysage ;
Et pourtant je reviens toujours à ton visage,
Encore que je sache au monde qu'il n'est rien
Qui puisse consoler un cœur comme le mien.*

Le poème des *Chimères étranglées* tient les promesses des premiers recueils.

*Et le vent dans les peupliers,
Quand il chanté, fait oublier
Les cordes de la lyre*

dit le poète. Heureusement qu'il ne le pense qu'à demi. Il est difficile de choisir dans ce livre d'une profonde sensibilité quelques vers plus caractéristiques que d'autres. Les accents de Derème sont variés. Si la tristesse et l'humour et les vers imprévus sont nombreux, si l'on trouve de douloureux passages, comme celui-ci :

*Pourquoi faut-il qu'à vos voix dures
Renaissent mes beaux jours
Et ma jeunesse et mes amours
Avec tous les oiseaux et toutes les verdure,*

*Alors qu'un âpre désespoir
Casse toutes les branches
Et que la berge et l'eau sont blanches,
Acacia, des fleurs que t'arrache le soir?*

il y a aussi un quatrain final qui dit le contraire. La logique n'a rien de commun avec la poésie, la poésie fantaisite :

*Car le monde est harmonieux
Comme un beau chœur que soutiennent les lyres.
Ouvre les yeux, amour, ouvre les yeux
Et danse de bonheur dans l'air que tu respires.*

Ingénieux arrangement rythmique où l'on admirera comment le poète passe du vers de 8 à celui de 10+10, puis à celui de 12 pieds, non par jeu subtil, cette fois, mais pour dire l'élan de son cœur. Poète raffiné, étrange et tendre, Tristan Derème avait, par ses premiers recueils, été mis au premier rang des jeunes poètes (quoiqu'il se croie très vieux) ; et, par ce récent livre, il garde sa place. Le voilà définitivement classé. Qu'il se méfie cependant d'un excès de virtuosité.

MARC LAFARGUE.

L'art de Jean Giraudoux.

De qui est ce petit tableau :

Un chat se promenait, s'attardant aux touffes pour faire croire aux oiseaux qu'il broutait. Les oies dormaient sur une patte ; le bout de l'autre, fripé à dessein comme un gant, pendait négligemment de leur gousset. Et soudain les voilà qui clament, lançant leur cou et le ramenant en piston de trombone à coulisse, sans ensemble et sans mesure, car ce n'est qu'une répétition. Le chat tourne les oreilles, les contemple avec les yeux d'un pêcheur à la ligne pour les canotiers qui rament sur sa rive, affecte de ne pouvoir les dédaigner son saoul, puis repart, d'un pas dégagé, nouant sa queue pour rappeler qu'il rage, la traînant bas sur les trèfles, jusqu'au moment où un chardon l'agrippe. Alors il bondit et disparaît.

Vous pensez tout de suite que cela pourrait bien être de Jules Renard. Oui, mais d'un Jules Renard qui serait moins desséché, dont l'art n'aboutirait point à ce je ne sais quoi de schématique qu'ont

toujours les meilleures productions de ce petit maître regretté ; d'un Jules Renard ironique, mais qu'on ne devinerait point secrètement amer, dont l'ironie serait même joyeuse ; enfin, d'un Jules Renard qui serait le Jules Renard d'une humanité plus jeune que la nôtre ; c'est-à-dire, pour nous résumer, d'un Jules Renard qui posséderait de nombreux agréments qui lui font généralement défaut, il faut bien le dire.

Eh bien ! les quelques lignes de ce petit tableau savoureux que je viens de citer sont de M. Jean Giraudoux. Vous les lirez dans *Sainte Estelle*, qui n'est d'ailleurs pas le meilleur des cinq contes, si l'on peut appeler de ce nom les proses d'un genre assez mal défini que M. Jean Giraudoux a intitulées : *De ma fenêtre, Sainte Estelle, le Petit Duc, Allégories, la Pharmacienne*, avant de les réunir en un volume, sous le titre *Provinciales*, qui fut son début dans les lettres.

Tout de suite, quand parurent *Provinciales*, on eut l'impression qu'un écrivain nous était né, qui ne ressemblait profondément à aucun autre, qui possédait des qualités plus personnelles encore que ses défauts, car si cet écrivain original peut se parer de qualités uniques, il est affecté aussi de graves défauts qui apparaissent déjà dans son premier livre ; qui, depuis, n'ont pas cessé de se développer, et dans lesquels il paraît même se complaire un peu à la façon d'une jolie femme qui aurait un tic favori auquel elle serait plus attachée qu'à tout ce qui fait son charme et sa grâce. Mais ces défauts, il les tient moins de lui-même que de l'heure où il a débuté, et qui, il y a une dizaine d'années, était encore rapprochée de celle où ils exerçaient leur mauvais prestige ; il a été encouragé à y persévérer par les erreurs prolongées de ceux qui l'admirent pour tout ce qui, en l'éloignant le moins d'eux-mêmes, paraît les rajeunir, et c'est ce qui de lui est le moins admirable, le plus caduc. Il semble ainsi que M. Jean Giraudoux simule des difformités pour plaire à toute une cour des miracles des lettres, tandis que ses seules qualités, qui sont bien à lui, qu'on ne saurait lui emprunter sans aussitôt lui ressembler, pourraient suffire, elles seules, à faire de lui l'un des écrivains sinon l'écrivain le plus original de ce temps.

Ne croyez pas en effet que l'auteur de *Provinciales*, *l'École des indifférents*, *Lectures pour une ombre*, *Simon le pathétique*, *Elpenor*, *Adorable Clio* et de ce dernier : *Suzanne et le Pacifique* qui vient de paraître, soit seulement un disciple attardé de Jules Renard. Ce serait une profonde erreur. Tout au plus, quelques pages pourraient-elles faire découvrir entre Jules Renard et lui une filiation littéraire lointaine qui ne vient peut-être même que de ce fait : que M. Jean Gi-

raudoux est originaire de la même région que Jules Renard, et il en tient un réalisme parent du sien, qui a été, d'ailleurs, jusqu'ici sa sauvegarde.

Vous trouverez chez les deux un souci analogue de déformation de la nature, un attrait semblable de myope pour les détails, une même tendance à composer des petits tableaux, mais tandis que Jules Renard les présente en les séparant les uns des autres, M. Jean Giraudoux les fait se suivre en leur trouvant un lieu souvent aussi artificiel que ténu. Mais il faut dire que M. Jean Giraudoux est bien davantage un poète ; il l'est même au point d'être doué de l'étonnante faculté de n'écrire presque tout le temps qu'en images. Il sait regarder avec un œil de peintre un peu myope et aussitôt le poète vient au secours du peintre pour imaginer une image qui est une déformation pittoresque ; de cette collaboration constante de ses facultés de poète et de peintre sortent des pages décoratives qui excellent par des traits de décoration minuscule ; mais, de plus, ce poète qui est un peintre ou si vous préférez ce peintre qui est un poète décorateur en arrive à ordonner, comme des pages de musique, les pages de prose où il nous présente les gracieuses arabesques de sa psychologie décorative. A ce moment, nous touchons le vif des défauts de M. Jean Giraudoux. Nous le surprenons victime de l'influence d'une esthétique qui, si elle a été le plus souvent fatale à ceux qu'elle a séduits, ne fut pas cependant que mauvaise, puisque le symbolisme a remis en honneur le lyrisme en poésie. Elle se survit malheureusement aujourd'hui avec sa nocivité chez un écrivain comme M. Jean Giraudoux, aussi bien que chez un Paul Claudel, sans parler de ceux chez qui elle exerce encore un tel ravage qu'on n'a jamais bien su s'il fallait les prendre au sérieux pour les plaindre et, s'il se peut, les guérir, ou bien, dans le cas où ils entendraient se moquer, rire avec eux quand ils sont drôles, ce qui ne leur arrive pas tous les jours ; mais quant à prétendre, comme le faisait récemment M. Albert Thibaudet, que les formules de Rimbaud et de Mallarmé nous paraissent en plein courant de la littérature actuelle et en pleine influence sur elle, il faut pour cela, nous semble-t-il, regarder celle-ci d'un observatoire d'Upsal avec une lunette truquée par M. André Gide. Ce qui sauve heureusement M. Jean Giraudoux de paraître très vieux, c'est la fraîcheur de ses images, c'est une sorte de grâce naturelle qu'il ne tient que de lui-même.

Nous devinons très bien comment il doit lui arriver malheureusement souvent de travailler ; s'il lui vient une image, ou une évocation féminine qu'il fait naître de lui-même comme une larve gracieuse à laquelle il voudra donner apparence de vie grâce à quelques souvenirs réels, il l'écrit sur la feuille blanche, comme sous la dictée

d'une voix venue de ses profondeurs ; et puis une autre image lui vient, qu'il trace à son tour, ou bien il transcrit quelqu'un de ses états d'âme, et de tout un tendre stock d'images, d'états d'âme, de gracieuses figures, qu'il anime de dialogues spirituels et entremêle de souvenirs de voyages en Amérique ou ailleurs, il improvise des pages qui succèdent aux pages ; ainsi il obtient cette impression de discontinu qui fait se pâmer certains, et qui n'est même pas l'expression de l'apparent discontinu de la vie moderne, mais tout au plus de tout ce qu'il y a de discontinu en lui-même, comme en tout homme qui n'organise pas ses richesses. Et comme il n'est qu'au pouvoir de chacun, et en particulier d'un artiste, d'organiser les siennes, tout ce beau désordre de gracieuses images, de belles fleurs, de papillons aux ailes diaprées auxquels M. Giraudoux semble avoir ravi vainement la vie pour les piquer dans sa mémoire comme au fond d'une boîte et nous les servir encore palpitants sur sa feuille blanche, toutes ces tendres femmes, tous ces égoïstes, tous ces paresseux, tous ces pathétiques, tous ces nonchalants à la fin nous ennuiant, tandis que nous sentons qu'il s'en faudrait de bien peu que nous connussions un durable enchantement. Cet enchantement, nous le connaissons d'ailleurs quand M. Jean Giraudoux n'écrit pas que pour mettre en valeur une image, ou un trait d'esprit, ou une curieuse vision, ou une observation psychologique, car son œuvre en est pleine, mais quand il veut rester d'abord dans l'humanité et dans la vie, ou quand il accepte la contrainte d'un cadre dans les limites duquel il compose et organise ; en un mot, quand il cesse d'incliner vers un art de décadence qui veut qu'on prenne ce qui ne saurait jamais être qu'un moyen pour une fin. Quelles pages charmantes il a su, par exemple, alors nous donner, quand il a ranimé ses souvenirs d'enfance ou de jeunesse avec la vie de la poésie, comme dans *De ma fenêtre* et *la Pharmacienne des Provinciales*, *Jacques l'égoïste de l'École des indifférents*, les premières pages de *Simon le pathétique*. Ce sont de petits chefs-d'œuvre que les *Lectures pour une ombre*, qu'il s'agisse du *Retour d'Alsace*, de la *Journée portugaise*, des *Dardanelles*, des *Cinq soirs* et des *cinq réveils de la Marne* ; ses trois contes homériques d'*Elpenor* en sont trois autres ; en choisissant dans *Suzanne et le Pacifique*, il y aurait une petite anthologie de pages parfaites à faire. Car M. Jean Giraudoux est un des rares écrivains de ce temps, de qui, si jeune encore qu'il soit, on puisse déjà distraire des pages dont la perfection originale supporterait l'anthologie. Mais c'est l'enchantement durant tout un livre que nous voudrions maintenant connaître par lui !

GEORGES LE CARDONNEL.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE NOUVEAU RÉGIME DES CHEMINS DE FER ET LES TRIBULATIONS DU PETIT CAPITAL

C'EST sans doute le 1^{er} janvier 1922, par effet rétroactif, que le nouveau régime des chemins de fer entrera en vigueur, à moins qu'il n'y entre ou n'y soit entré, comme au 1^{er} janvier 1920 l'a fait, le fit, ou l'avait fait la taxe municipale sur les pianos, venue au monde avec onze mois de retard. Car ces fantaisies législatives et fiscales sont en délicatesse avec le Temps métaphysique et les temps du verbe français.

Nous ne discuterons pas, article par article, les clauses du nouveau contrat, ni les stipulations éventuelles de la loi qui doit l'encadrer ; nous nous contenterons d'en examiner l'influence à l'égard du paria de la voie ferrée : c'est de l'actionnaire et non de l'aiguilleur qu'il s'agit.

Une doctrine ressassée avec ou sans bonne foi, et qui, par l'effet de la répétition, finit par pénétrer l'opinion publique jusque dans les profondeurs de l'inconscient, veut que les compagnies de chemins de fer, type représentatif de l'infâme capital, exploitent l'État par le jeu d'instruments de rapine appelés conventions, le public au moyen de tarifs impudemment surélevés, et aussi leur personnel, qui, comme chacun sait, reçoit des salaires de famine en échange d'un dévouement invétéré. Ce sont, à n'en pas douter, suivant le titre d'un récent volume, *les Fermiers généraux du rail*.

Aussi convient-il de les déposséder au plus tôt, de socialiser ou de nationaliser leur avoir, sans indemnité bien entendu. Chaque matin, et parfois aussi le soir, les feuilles révolutionnaires et socialistes clament que « le peuple » ne tolérera pas le versement d'annuités de rachat au « capital ». Si les représentants du parti, unifié ou désuni, n'ont pas crûment soutenu cette thèse à la Chambre, c'est en vertu d'une restriction mentale que leur imposait l'ambiance.

Un capital suppose des capitalistes, une exploitation réclame des exploiters. Quels sont-ils ?

Sur un capital de 7 milliards, réalisé par la Compagnie de Lyon au 1^{er} janvier 1920, 6 milliards 200 millions provenaient d'obligations émises à des taux compris entre 2 1/2 et 6 pour 100. Ces valeurs n'ont pas été souscrites par des financiers, mais par la toute petite épargne. Tout le monde a plus d'esprit que M. de Voltaire et d'obligations que M. de Rothschild. Les obligations de chemins de fer, en compagnie des valeurs à lots de la Ville de Paris et du Crédit Foncier, tapissent le fond des bas de laine ; elles s'y comptent par unités isolées, par liasses de deux, cinq ou dix. On voit des concierges en posséder quinze, et l'infamie prend figure. Évidemment, l'éviction la plus fructueuse serait celle des obligataires ; c'est une affaire de 14 milliards 600 millions d'intérêts par an. Mais ils sont trop et n'ont aucun goût pour le rôle de guillotiné par persuasion. Le capital-actions réalisé est bien moindre, quelque chose comme un milliard, qui, le jour où il serait liquidé, prendrait place dans la légende à côté du milliard des congrégations, de rocambolesque mémoire.

L'histoire des réseaux comprend deux périodes, l'époque héroïque et l'époque bourgeoise, le stade finance et le stade épargne. Nous allons, à titre d'exemple, prendre la Compagnie de Lyon.

La Compagnie P.-L.-M. naquit en 1857, de la fusion des deux anciennes compagnies de Paris à Lyon et de Lyon à la Méditerranée, fondées l'une et l'autre en 1852. Les fondateurs du P.-L.-M. étaient des financiers et des métallurgistes. Ce n'étaient pas encore des capitalistes infâmes, mais simplement des hommes de bien qui, pour un honnête profit, employaient leur argent et leur compétence à développer les richesses économiques de la nation ; il était juste que leur bonne action leur en valût de meilleures. Il ne s'agissait désormais pour eux que de garder un nombre d'actions suffisant pour mener l'affaire et de répandre le surplus dans le public, à l'état de poussière autant que possible. Car il faut quarante actions pour prendre

part aux Assemblées générales, et les petits actionnaires ne songent point à se faire représenter. Plus ils sont nombreux, moins la part des dirigeants a besoin d'être importante.

Instituée en 1864, la garantie d'intérêt rendit facile et fructueux le glissement des actions, du portefeuille au bas de laine. De 1 000 francs, les actions du P.-L.-M. montèrent à 1 200, 1 500, 1 600 francs ; un jour la Bourse les vit à 1 960 francs. L'action Lyon-Méditerranée, échangée contre deux actions P.-L.-M. vendues elles-mêmes au cours longtemps soutenu de 1 500 francs, donna au souscripteur initial un bénéfice de 500 pour 100.

Depuis vingt ou trente ans, l'évolution est complète. Plus de 80 pour 100 des actions P.-L.-M. sont entre les mains de porteurs qui en possèdent moins de quarante, et, dans le nombre total ces porteurs comptent pour quelque chose comme 98 pour 100.

Les gros actionnaires sont représentés par le Conseil d'administration ; les petits actionnaires — 98 pour 100 — par rien du tout. Les premiers sont en général de gros industriels, métallurgistes notamment, des négociants, des armateurs, exceptionnellement des financiers, comme la maison Rothschild qui, par tradition de famille, dirige la Compagnie du Nord. Pour eux, les actions de chemins de fer ne sont pas un placement ; elles ne représentent qu'une influence ; personne ne croira que MM. de Rothschild et Schneider n'aient pas sous la main des placements plus avantageux que les actions Nord ou Lyon. Le chiffre du dividende leur est indifférent, la valeur en Bourse de leurs titres ne les touche pas, puisqu'ils n'en ont plus à vendre. Ils ne tiennent à voir monter ni l'un ni l'autre, car une telle hausse pourrait attirer dans les assemblées d'actionnaires des spéculateurs de métier, dont ils redoutent l'intrusion.

Aussi, depuis 1883, le dividende de l'action P.-L.-M. a-t-il toujours été réduit par système, en droit comme en fait. Le dividende garanti est resté fixé à 55 francs, chiffre effectif de 1883 ; mais le dividende avant partage des bénéfices avec l'État est tombé de 85 francs à 75 francs, puis à 67 fr. 50, et la part de l'État est montée de la moitié aux deux tiers. Avant 1883, le dividende avait atteint jusqu'à 75 francs ; depuis cette date, qu'on peut considérer comme l'origine de l'ère du petit capital, il n'a pas dépassé 58 francs. Chaque fois que les bénéfices auraient permis de distribuer 60 francs, 65 francs, voire d'atteindre et dépasser le chiffre fatidique de 67 fr. 50, une caisse des retraites à gratifier, un fonds de réserve à grossir se sont trouvés à

point nommé pour frustrer l'actionnaire de ses espérances légitimes.

Enfin, pendant la guerre, alors qu'autour d'eux chacun s'enrichissait aux dépens de l'État et d'eux-mêmes, alors que le personnel des voies ferrées touchait des indemnités de vie chère, alors enfin qu'une loi spéciale permettait d'imputer au compte de premier établissement les insuffisances dont la garantie venait de cesser, les actionnaires du P.-L.-M., dans un élan sublime, mais involontaire, ont versé 15 francs chaque année sur l'autel de la patrie ; ils n'ont touché que 40 francs, dont 17 fr. 50 imputés pendant trois ans sur les vieilles économies de la réserve.

Et parallèlement, mais en sens contraire, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui fait double emploi avec l'impôt sur le revenu tout court, est monté de 4 à 5 et de 5 à 10 pour 100. L'actionnaire au porteur laisse entre les mains du fisc environ 20 pour 100 de son dividende ; il n'aura bientôt plus que les yeux pour pleurer.

Prenons le cas d'un petit rentier, d'un boutiquier retiré des affaires et qui, vers 1905, aurait placé son avoir, 70 000 francs par exemple, en actions du P.-L.-M. Peut-être fut-il imprudent de mettre, suivant l'expression populaire, tous ses œufs dans le même panier ; mais alors comment qualifier les lois et règlements d'administration qui prévoient, permettent et conseillent, pour les emplois dotaux, pour les biens des mineurs, des interdits, des établissements publics, pour les fonds de réserve des compagnies d'assurances, le placement en actions de nos grands réseaux ?

Avec ses 70 000 francs, notre rentier type avait acheté 50 actions ; impôt de 4 pour 100 déduit, ses revenus atteignaient 2 784 francs ; il put, dix années durant, vivre à l'aise et faire figure dans sa petite ville natale, en Bretagne, en Quercy, en Limousin. Survint la guerre. Son revenu tomba du coup à 1 900 francs ; le prix de la vie monta, lentement d'abord, puis avec une vitesse accélérée. La hausse fit tache d'huile jusqu'au fond des provinces ; les denrées les plus nécessaires à l'existence coûtent aussi cher à Carhaix, à Souillac ou à Felletin qu'à Paris ou Marseille ; notre actionnaire, affaibli par l'âge, a fort bien pu mourir de faim.

Admettons que soutenu par la promesse de voir le dividende revenir au taux de la garantie d'intérêt, le malheureux actionnaire ait résisté aux privations de toute sorte ; il touchera le 1^{er} mai prochain 2 475 francs, impôt de 10 pour 100 déduit, soit par mois 206 fr. 50 bien dépréciés. C'est encore la misère ; il lui reste une double

planche de salut, la fin de la vie chère et la prime d'exploitation.

La prime d'exploitation ou de gestion est une somme calculée de manière assez complexe, d'après les résultats financiers de l'exploitation ; l'attribution en a pour objet d'intéresser les administrations et les agents de chemin de fer au développement et à la bonne exécution des transports. Tant qu'elle ne dépasse pas un certain chiffre, elle revient pour un tiers au réseau et pour deux tiers au personnel. Or, la Compagnie P.-L.-M. possède 800 000 actions et sensiblement 80 000 employés. Si la part de prime par agent est de 200 francs, la part de prime par action sera de 10 francs. Pour obtenir un tel résultat, il suffirait que la prime atteignît 24 millions au total, une paille dans un budget d'un milliard et demi.

On discute beaucoup sur la répartition éventuelle de la part du personnel ; quant à la part du réseau, tout le monde raisonne sur l'hypothèse où elle serait intégralement distribuée entre les actions. D'aucuns s'en plaignent ; espérons que leurs récriminations resteront sans écho, et que l'espoir des actionnaires ne s'évanouira pas une fois de plus en opérations de bienfaisance ou en économies dont les rentiers verront peut-être quelque chose en fin de concession.

Une manière de voir fort répandue et souvent exprimée, même au Parlement, veut que l'actionnaire ne soit pas « intéressant ». Et pourquoi n'est-il pas intéressant ? Tout simplement parce qu'il est toujours un Français de vieille souche. Les gros actionnaires, les administrateurs sont pour la plupart de grands patrons, des représentants de la haute bourgeoisie française ancrée dans la nation depuis un siècle ou deux ; les petits actionnaires représentent notre classe moyenne à tous les échelons. Par leur politique restrictive, les conseils d'administration des réseaux ont trouvé moyen d'écarter les spéculateurs et la ploutocratie internationale. Mais cette même ploutocratie, ennemie de tout ce qui est spécifiquement français, a, par le canal de la presse et des partis à sa dévotion, répandu l'idée que l'actionnaire des chemins de fer était l'ennemi né du peuple ; les amis du peuple sont les financiers de la *Royal Dutch* et de la *Standard Oil*.

En face de cette coalition, qu'il est faible, l'actionnaire, avec une créance qui date de 1852, ou de 1864, au plus tard ! Pour notre démocratie oublieuse — elles le sont toutes — une dette vieille de soixante années n'est qu'une espèce de redevance féodale, quelque chose comme le droit de péage du pont au Double. L'action n'est qu'une vignette second Empire, sans valeur artistique, échappée au

pilon, et dont la puissance de gain est épuisée. Pourquoi s'inquiéter, dans la rédaction d'un contrat nouveau et bien moderne, d'un capital réalisé dans la nuit des temps?

Les compagnies éprouvent en ce moment la plus grande peine à placer leurs emprunts. L'obligation 3 pour 100 est délaissée de l'épargne, malgré la forte prime de remboursement, car personne n'a plus le moyen de réserver l'avenir. Les obligations 6 pour 100, les bons décennaux 6 pour 100, nets d'impôts, n'ont qu'un médiocre succès, concurrencés qu'ils sont par les emprunts de l'État, de la Ville de Paris et des sociétés industrielles.

A quoi tient cette défaveur progressive? A bien des causes. L'une d'elles ne serait-elle point l'abandon systématique dont les petits actionnaires sont victimes depuis trente ans? Aujourd'hui chacun se montre dans les chefs-lieux de canton le bourgeois réduit à la gêne par la possession d'actions de chemins de fer, à côté du rentier qu'ont ruiné le Panama, les bons Turcs et le Russe 0 pour 100. L'opinion publique des petites gens n'en voit pas plus long; toutes les valeurs de chemins de fer tombent dans un commun discrédit.

La situation est telle que certains réseaux songent à placer des emprunts en Amérique. Pourquoi ne songent-ils pas plutôt à augmenter leur capital social? La mise en train du nouveau régime est une occasion tout indiquée pour réaliser cette opération.

La promesse — explicite cette fois — de l'attribution de la prime ferait monter facilement les actions du P.-L.-M. à 1 000 francs. Émises à ce cours, 200 000 actions donneraient 200 millions et complèteraient à un million le nombre des actions P.-L.-M. Il faudrait bien entendu modifier la convention nouvelle par un avenant, augmenter le montant global de la garantie et diminuer d'un cinquième la part de chaque action dans la répartition de la prime. Mais si ce sacrifice pouvait assurer aux actionnaires la jouissance intégrale du surplus, c'est avec joie qu'ils y consentiraient.

Allons, messieurs les administrateurs, un bon mouvement! Défendez vos dividendes; défendez surtout les dividendes des petits actionnaires, dont vous êtes les mandataires et les tuteurs, encore que l'humilité de leur capital les empêche de prendre part à votre élection; résistez enfin aux insinuations voilées de la « richesse anonyme et vagabonde », qui cherche l'asservissement de la France dans la ruine de chaque Français.

GEORGES PEYRABON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LORD NORTHCLIFFE

P^{EU} connu en France, fort diversement jugé en Angleterre, lord Northcliffe n'en est pas moins une personnalité politique de premier plan, dont les faits et gestes, ainsi que le caractère, méritent d'être rappelés et définis.

On a beaucoup parlé de lui ces temps derniers. A l'exemple du prince de Galles et d'un grand rabbin, le souverain maître du Times, du Daily Mail, de l'Evening News et d'un lot considérable d'autres journaux et publications périodiques, a voulu faire le tour du monde et visiter — à titre privé, puisqu'il n'est nanti d'aucune mission — les dominions et colonies de l'Empire britannique.

En s'embarquant pour New-York, accompagné de M. Wickham Steed, rédacteur en chef du Times, et d'une douzaine d'amis et collaborateurs, lord Northcliffe décocha un trait acéré au flanc du Cabinet. Une note parue dans le Times déclara que le ministère n'était plus en droit de se faire entendre au nom de l'opinion publique et que, à la Conférence prochaine de Washington, M. Lloyd George et lord Curzon ne seraient pas mieux qualifiés pour représenter l'Angleterre que ne l'était le président Wilson au Congrès de Versailles pour représenter les États-Unis. Le premier ministre ressentit d'autant plus vivement cet outrage que les dernières élections partielles au Parlement n'avaient pas été favorables à sa politique. Il s'en vengea d'une façon mesquine en interdisant aux rédacteurs du Times l'accès du Foreign Office.

M. Lloyd George désirait que lord Northcliffe fût froidement accueilli à New-York. L'ambassadeur d'Angleterre à Washington, sir Eric Geddes, ami personnel de l'illustre voyageur, fut invité à ne pas donner de réceptions en son honneur. Le président Harding lui-même, sachant la tension des rapports entre le premier ministre et lord Northcliffe, et tout en accordant à ce dernier une longue audience, ne voulut pas aborder avec lui les graves questions d'ordre international. Mais une armée de reporters se rua à l'assaut de l'adversaire déclaré de M. Lloyd George et s'efforça de lui prendre des « interviews », de recueillir quelques phrases sorties de ses lèvres, tandis que s'échangeaient salutations et poignées de main.

L'un des reportages parut dans le New York Times et causa une surprise voisine de la stupeur. Lord Northcliffe y révélait les termes d'un dialogue entre le roi et M. Lloyd George au sujet des événements d'Irlande. Après avoir demandé au « Premier » s'il allait continuer à faire massacrer tout son peuple, George V était censé avoir pris l'initiative des pourparlers directs avec M. de Valera. Cette révélation, qui impliquait une attitude peu constitutionnelle de la part du souverain, causa à Londres une profonde sensation. Bien que l'entretien rapporté fût invraisemblable, au moins dans sa teneur, l'opinion en fut si émue que le roi dut le faire désavouer officiellement. De son côté, lord Northcliffe câbla un démenti formel. Ses journaux n'avaient d'ailleurs pas reproduit l'étrange nouvelle et, finalement, il fut établi que le représentant du New York Times n'avait recueilli que les impressions de M. Steed, en les interprétant à sa manière et sous une forme à lui personnelle. La tempête fut ainsi apaisée, mais on doit reconnaître que les débuts du voyage de lord Northcliffe ont été accidentés et bruyants. Faut-il en être surpris ? Toute la vie de ce grand journaliste a été agitée, fiévreuse, féconde en imprévu.

Si les instructions du Foreign Office réussissent à empêcher aux États-Unis des manifestations bruyantes en faveur de lord Northcliffe, il n'en fut pas de même en Australie où le maître du Times débarqua au début de septembre. Il y reçut un accueil princier de la part de la presse, du Parlement, des autorités du Dominion, et les gazettes australiennes ne nous laissèrent pas ignorer que le jour même de son débarquement, après une longue traversée, lord Northcliffe joua au golf.

Alfred Harmsworth est un self-made man. Ainsi que l'avait fait en France Émile de Girardin, il voulut démocratiser la presse en créant des feuilles à bon marché, dont la publicité constituait la principale

source de bénéfices. Un brillant et rapide succès couronna ses efforts.

Le *Daily Mail*, à un demi-penny, se répandit rapidement dans les villes comme dans les campagnes et atteignit un nombreux public que ne touchaient pas les grands quotidiens. Organe d'informations, de feuilletons et de faits divers, comme chez nous le *Petit Parisien* et le *Petit Journal*, ne laissant à la politique qu'une place très mesurée, ce journal publiait des éditions spéciales à Londres et à Manchester; il en fit même paraître une à Paris, à l'usage des Anglo-Saxons résidant ou voyageant en Europe, qui tua le vieux *Galvani's Messenger* et rivalisa avec le *New York Herald*. Ce fut l'œuvre maîtresse d'Alfred Harmsworth. Elle lui a valu une énorme fortune et la pairie. Les méchantes langues prétendent qu'il choisit le nom de Northcliffe parce qu'il commençait par un N, comme celui de Napoléon.

Sa puissance politique s'affirma quelques années avant la guerre, lorsqu'il devint propriétaire du *Times*. Le célèbre journal de la Cité se vendait alors 3 pence. Il avait un format particulier, était imprimé sur un excellent papier, possédait une rédaction d'élite et un état-major hors pair de correspondants à l'étranger, mais il ne donnait pas plus de matière que les grands quotidiens à un penny : le *Daily Telegraph*, le *Morning Post*, le *Daily News*, etc.

En raison de son prix, il n'avait qu'un tirage modeste : 40 000 exemplaires environ, tandis que les « penny papers » tiraient à 200 000 et plus.

Sans hésiter, le nouveau propriétaire du *Times* abaissa brusquement à un penny le prix du numéro; la diffusion du journal augmenta rapidement; son autorité ne s'accrut pas dans les mêmes proportions. Quant à lord Northcliffe, il avait en main des instruments puissants, susceptibles de lui donner une influence politique considérable. Agissait-il d'après des principes bien arrêtés et suivait-il une orientation nettement déterminée? Aucune modification n'avait été apportée à la note du *Times*, souvent flottante, mais favorable depuis longtemps à la cause « unioniste ». Toute la presse Harmsworth, à quelques nuances près, suivit la même ligne, tout en manifestant parfois, vis-à-vis des leaders du parti, une indépendance allant jusqu'à l'hostilité.

La guerre permit à lord Northcliffe de déployer les activités et les énergies de son tempérament. Il se montra patriote et habile organisateur et mena une campagne ardente pour faire accepter, de l'autre côté de la Manche, le service militaire obligatoire. Lorsque M. Lloyd George « débarqua » M. Asquith, pour constituer un cabinet de guerre résolu à vaincre, il n'eut pas de plus solide appui que la presse Harmsworth.

Lord Northcliffe fut lui-même chargé de fonder un service de propagande chez l'ennemi et chez les neutres. Il s'acquitta de cette mission avec une vigueur, un talent, une méthode, une ingéniosité auxquels il convient de rendre hommage. C'est grâce à cette propagande qu'à partir du printemps de 1918 la démoralisation gagna les populations des Empires centraux et leurs troupes de l'arrière et que les neutres furent amenés à penser que, finalement, les forces de l'Entente seraient victorieuses.

Du succès de ses efforts, lord Northcliffe espérait-il retirer des profits politiques ou des honneurs qu'il ne recueillit pas ? Pendant les négociations de la paix, et puis le traité de Versailles, les rapports qu'il entretenait avec M Lloyd George ne furent amicaux que par intermittences. Cependant ses journaux avaient soutenu la coalition qui, avec l'appui des conservateurs, triompha aux élections générales. Mais, le succès de la coalition une fois assuré, le Times et le Daily Mail critiquèrent sévèrement certains actes du « Premier » et lui suscitèrent des difficultés. Était-ce pour se rapprocher des conservateurs indépendants, pour préconiser une politique extérieure plus sympathique à la France ? Il semblait que les critiques étaient plutôt inspirées par des rancunes ou des dissentiments personnels, ce qui en diminuait la portée.

Tel qu'il est, avec ses qualités et ses défauts, ce célèbre journaliste est une figure intéressante de notre époque. Ses ennemis prétendent que sa réputation est surfaite ; que l'organisation de ses entreprises est due à lord Rothermere et que M. Kennedy Jones a inspiré ses meilleurs articles. Mais ce n'est pas un médiocre mérite que de savoir choisir ses collaborateurs. Et l'on ne saurait contester à lord Northcliffe ses facultés d'imagination et de création. Il s'est entouré de réalisateurs, mais en artiste, en musicien, il a conçu des idées, dessiné des motifs, laissant à d'autres le soin de les mettre en scène et de les exécuter.

Son imagination est vagabonde ; son esprit vole d'un sujet à un autre, comme si rien ne tendait à le discipliner, mais il fait des bonds prestigieux qui ont parfois quelque chose de génial. Ce n'est pas un simple brasseur d'affaires, un capitaine d'industrie. Il est intuitif, il comprend la psychologie des masses populaires et des classes moyennes et leur sert la nourriture intellectuelle qui leur plaît. Il s'applique ensuite à les orienter dans la voie qu'il leur montre. Mais c'est dans cet ordre d'idées que son action peut être sévèrement jugée et qu'une lourde responsabilité pèse sur ses épaules. Il n'a rien fait pour élever le niveau intellectuel et moral des lecteurs de ses publications ; il a plutôt flatté leurs goûts

et leurs passions, et l'on pourrait dire que, plus ou moins consciemment, il a encouragé leur ignorance et leur vulgarité.

Pour quiconque a vécu dans son intimité, lord Northcliffe est séduisant, mais fantasque. Bien qu'il ait franchi la soixantaine, il a encore l'allure souple et le teint frais; j'en appelle au témoignage de quiconque l'a vu un matin en tenue de sport. Il s'intéresse spécialement à la mécanique et a successivement pratiqué la bicyclette, l'automobile et l'aviation. Il adore la jeunesse et s'amuse parfois comme un enfant; mais aux heures de gaieté et d'expansion succèdent bientôt des heures moroses; son caractère s'assombrit; son esprit se ferme et s'isole, ce qui laisserait supposer que sa santé laisse à désirer. Sa fiévreuse activité est une des formes de réaction contre le mal. Le voyage d'observation et d'études que lord Northcliffe est en train d'accomplir sera-t-il fécond en résultats? Les voyages qui forment la jeunesse peuvent aussi exercer une influence heureuse sur l'âge mûr, et le grand journaliste est encore de taille à jouer un rôle politique important.

Quoi qu'il en soit, les Français doivent se souvenir avec gratitude des services éminents qu'il a rendus pendant la guerre, et ils ne sauraient lui en vouloir des flèches prises en son carquois et décochées dans la baudruche qui enveloppe le très puissant, très versatile et très dangereux Premier : Lloyd George.

★★★

Sur les décombres du Printemps.

Il en est parfois des monuments comme des grands hommes, on ne leur rend justice qu'après leur mort. Aussi, n'a-t-il fallu rien de moins qu'un incendie « sensationnel » pour que les nouveaux magasins du Printemps fussent qualifiés couramment de chef-d'œuvre de l'architecture contemporaine par les mêmes journaux qui n'avaient pas eu assez de sarcasmes en 1900 pour Binet et sa porte monumentale. A la vérité, Binet était un architecte de très grand talent dont le seul tort fut de bâtir en pleine crise de « modern-style ». La période qui s'étend de 1895 à 1905 est une des plus pauvres, en même temps que des plus baroques à la fois, que l'art français ait jamais connues. Jamais le mauvais goût ne parut avec plus d'ostentation et de prétention. Jamais les pires contorsions de décorateurs ignorants ne trouvèrent partisans plus sectaires, ni mieux fournis en boniments esthétiques. Par la voix de critiques et d'écrivains qu'excitait par-

ticulièrement la notion d'un art rompant avec le « passé », si odieux aux primaires, l'État et les particuliers étaient mis en demeure d'adopter ce style nouveau, seul convenable à une démocratie éprise de progrès.

Faisons des vœux pour qu'un autre grand magasin, dont la délicate carcasse s'élève près de la cité, échappe à tout fléau destructeur. Il est bon que subsiste, pour l'édification des jeunes artistes de l'avenir, l'exemple d'un art qui prétendit ne rien devoir qu'à soi-même. Binet sut se garder de semblables excès. Sa porte monumentale était une curieuse rénovation du décor céramique polychrome. La fâcheuse « parisienne » qui en ornait le faite lui porta malheur. Le nouveau Printemps était un édifice remarquable à beaucoup d'égards. Il péchait surtout par le détail ornemental, d'un goût timide et peu sûr. Encore faut-il tenir compte de l'époque. Certes, il y avait un progrès sensible sur la décoration du Métropolitain, formule 1900. Mais les lignes extérieures de l'édifice étaient simples et nettes, parfaitement accordées au style « Haussmann » des constructions voisines. On n'éprouvait pas, à les suivre de l'œil, cette impression de provisoire et de factice que donnent tant de monuments modernes. Les vestibules à colonnes, récemment terminés, donnaient un peu dans le style cinéma, blanc et or. J'ignore à qui le dessin en était dû.

L'intérieur était très réussi. Binet avait compris que dans une architecture aux formes grêles et filiformes, c'est à la lumière qu'il faut demander de créer le décor. De là l'idée de cette verrière justement louée. Pour ma part, j'ai toujours admiré par-dessus tout les cages d'ascenseur, d'un dessin si gracieux et si puissant, transparentes colonnes qui semblaient porter le dôme de lumière bleue, et l'escalier à double révolution dont la foule des grandes journées marchandes faisait vivre les courbes audacieuses.

Un de nos plus savants graveurs, dessinateur plein d'ingéniosité et de fantaisie, M. J.-E. Laboureur, avait commencé, tout récemment, une série de planches d'après des études faites à l'intérieur du nouveau Printemps. Il faut souhaiter de les voir bientôt exposées. La verrière de Binet sera vraisemblablement reconstruite telle qu'elle était. Toutefois il ne faut pas oublier que nous assistons peut-être au déclin de l'âge du fer, en matière d'architecture. Les constructeurs « d'esprit nouveau » annoncent l'âge de la pierre coulée. Ainsi commence-t-on à admirer les légères carcasses de fer des gares, des usines, des ponts transbordeurs. On fait même honneur à notre siècle d'une nouveauté qui ne lui appartient pas, l'architecture métallique ayant déjà ses modèles en France.

Un journal déclarait que la carcasse de l'édifice incendié était

beaucoup plus belle, ainsi dépouillée. C'est un lieu commun que cette aversion pour tout ce qui est ornement. Le même journal, un mois avant, s'extasiait sur la beauté « bien moderne » des échafaudages de la Trinité. Cependant que M. Maurice Raynal, souvent mieux inspiré, félicitait les organisateurs d'un concours institué à l'effet d'élever un monument d'utilité publique, de proscrire à l'avance tout ornement de magnificence. Ce puritanisme esthétique est une des gaietés de notre temps.

ROGER ALLARD.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LES AFFAIRES D'ALLEMAGNE. — 17 septembre. — *Note du gouvernement français au gouvernement allemand annonçant le rappel des troupes envoyées en mai dernier aux abords de la Ruhr.*

21 septembre. — *Le comte de Lerchenfeld, populiste, remanie le cabinet bavarois, avec le bloc bourgeois du milieu. L'unité morale et politique est reconstituée dans l'Empire.*

— *Vaste explosion aux usines de la Badische Anilin à Oppau. Les causes en restent mystérieuses.*

— *Discours de M. Stresemann, chef de la droite modérée, à Forsheim, où il prend position contre le chancelier Wirth et accepte la collaboration éventuelle des socialistes majoritaires, qui, au congrès de Gœrlitz, se sont déclarés prêts à gouverner avec les partis bourgeois.*

24 septembre. — *Le congrès socialiste de Gœrlitz adopte, en se séparant, un vœu tendant à la révision de la paix de Versailles.*

25 septembre. — *Manifestations monarchistes et militaires à Munich, en présence des princes.*

27 septembre. — *Remaniement du cabinet prussien Stegerwald, dans le même sens que le cabinet bavarois. Un socialiste majoritaire prend le portefeuille de l'intérieur.*

— *L'accord entre Berlin et Munich est soumis à la commission de la Constitution de la Chambre bavaroise. Les ordonnances du président d'Empire du 29 et du 30 août seront abrogées, et le gouvernement bavarois lèvera l'état de siège pour le 15 octobre au plus tard.*

30 septembre. — *La levée des sanctions économiques imposées en mars dernier à l'Allemagne est un fait accompli. Cette décision a été prise après des négociations qui avaient abouti, le 22 septembre, à l'acceptation par l'Allemagne des conditions posées par la résolution*

du 13 août. Elle a été notifiée le 28. Des experts vont étudier l'organisation du comité de surveillance chargé de veiller à la sauvegarde de nos intérêts. Maurice Barrès proteste contre la levée des sanctions au nom des intérêts de la France dans les pays rhénans.

FRANCE, 20 septembre. — La tentative de médiation du gouvernement pour mettre fin aux grèves du Nord a échoué. Les délégués patronaux et ouvriers se sont séparés sans qu'un projet de conciliation ait été présenté.

ANGLETERRE ET IRLANDE. — Les échanges de lettres entre M. Lloyd George et M. de Valéra ont continué, le premier maintenant le point de vue anglais qui s'oppose à la reconnaissance de l'Irlande en tant qu'État indépendant, le second s'efforçant d'esquiver la responsabilité d'une rupture (16, 17, 18, 19 et 29 septembre). Dans sa dernière réponse, M. Lloyd George invite à nouveau M. de Valéra à une conférence pour le 11 octobre. M. de Valéra accepte « dans le but de déterminer comment l'association de l'Irlande avec la communauté de nations connue comme Empire britannique peut être conciliée avec les aspirations de la nation irlandaise ». M. Lloyd George est donc arrivé à ses fins.

ITALIE, le 23 septembre. — La mission militaire française du maréchal Fayolle a été sifflée à Venise.

L'ambassadeur d'Italie à Paris a apporté, le 28, les regrets de son gouvernement à M. Briand.

ESPAGNE. — L'offensive espagnole dans la région de Mellila aboutit, le 17 septembre, à la reprise de Nador.

POLOGNE, 18 septembre. — M. Antoine Ponikowski, appuyé par les partis du centre et de gauche, a été changé par le maréchal Pilsudski de constituer un nouveau ministère composé de spécialistes.

TCHÉCO-SLOVAQUIE, 27 septembre. — M. Bénès, ministre des Affaires étrangères, forme le nouveau cabinet, qui comprend des représentants de tous les partis, hormis les communistes.

AUTRICHE ET HONGRIE. — Le 23 septembre, les Alliés ont sommé la Hongrie d'évacuer dans les dix jours le territoire du Burgenland que les insurgés hongrois refusent de livrer à l'Autriche.

Le gouvernement hongrois a répondu que, par suite des offres de médiation qui lui ont été faites (M. Bénès et M. della Torretta au nom de la Tchéco-Slovaquie et de l'Italie), il comptait aboutir à un accord avec le gouvernement autrichien.

La Conférence des ambassadeurs, devancée, n'a pu que prendre acte de cette réponse, à laquelle elle ne voit aucune objection, mais sous réserve que l'évacuation des comitats aura lieu dans le délai fixé par la note du 23 (28 septembre).

TURQUIE ET GRÈCE. — La bataille commencée le 16 août sur la

Sakharia s'est achevée par la défaite des Grecs, qui ont dû se replier sur la rive gauche du fleuve (13 septembre), puis sur une ligne qui va du mont Kartal aux hauteurs de Yeni-Keuy (20 septembre).

Les Turcs pressent vivement l'armée grecque en retraite.

RUSSIE, 15 septembre. — *La commission internationale chargée d'étudier les moyens de venir au secours de la Russie affamée a décidé de faire une enquête préalable sur la situation de ce pays.*

ÉTATS BALTES. — *L'Assemblée de la Société des Nations s'est occupée de la question de l'admission des Etats baltes. L'Estonie et la Lettonie ont été admises dans la Société des Nations (15 septembre), ainsi que la Lituanie (20 septembre). Le règlement du différend de Vilna, qui s'élève entre la Pologne et la Lituanie, reste en suspens par suite du refus opposé par les délégués polonais à la sentence de l'assemblée de Genève qui essuie un échec sensible.*

YUGO-SLAVIE ET ALBANIE. — *Les Serbes ont repris les hostilités contre les Albanais le 19 septembre sur le Drin.*

A. M.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET C^{ie}, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26971.